



SOMMAIRE



LES PROJETS MENÉS PAR LA CIMR EN 2007

QUALITÉ DE SERVICE



Une des priorités en 2007 a été de restructurer l'agence de Casablanca et de lui donner un rôle pivot en tant que contact privilégié de nos clients, allocataires et affiliés. Désormais, elle gère l'ensemble des points de contact avec la CIMR et assure le conseil auprès de nos clients et le prétraitement des dossiers de liquidation.

Dès janvier 2007, la mensualisation du paiement des pensions, votée par l'AGE de décembre 2006, entre en vigueur. Les premiers paiements au titre du mois de janvier sont perçus en février par nos allocataires.



Dès Mars 2007, le site Internet offre à nos affiliés la possibilité de réaliser des simulations de pensions pour les aider à mieux préparer leur retraite.

CODE DES ASSURANCES

Un événement majeur marque l'année 2007. La Commission Nationale réunie le 26 avril 2007 décide de l'exclusion de la CIMR du champ d'application du Code des Assurances. Cette décision est entérinée par l'adoption d'une loi votée les 26 et 27 décembre par les deux chambres du parlement.

PROXIMITÉ



De Février à Avril 2007, la caravane de la retraite, organisée par la CIMR sillonne les routes et se rend dans onze villes pour rencontrer les entreprises et leurs salariés. Des stands d'information sont ouverts à l'attention de nos adhérents et affiliés et des invités prestigieux participent aux conférences organisées sur la thématique de la responsabilité sociale.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Consciente du rôle central que sont amenés à jouer ses collaborateurs dans l'amélioration de la qualité de ses services, la CIMR a mis en place un plan de formation ambitieux pour l'ensemble de ses collaborateurs. En 2007, elle a notamment participé au programme «Executive MBA en protection sociale » proposé par LMS – ESA et en a fait bénéficier 8 de ses cadres.

Après avoir lancé en 2006, un grand projet visant à améliorer sa GRH et son organisation, la CIMR a adopté en 2007, un nouveau système de rémunération et un nouveau Système d'Appréciation des Performances de son personnel. Elle s'est dotée d'une Charte des Valeurs et s'est également équipée du progiciel OLERP pour améliorer le fonctionnement de son département RH.

En 2008, en matière d'amélioration de la qualité de service la CIMR a également ...

- Conclu avec des organismes de crédit à la consommation, des conventions de prélèvement automatique sur les pensions, qui permettent aux retraités de la CIMR d'accéder plus facilement aux crédits distribués par ces organismes,
- Elargi le nombre de prestations offertes aux retraités au niveau des agences régionales,
- Mis en place un système d'information par SMS qui lui permet entre autres, d'informer ses retraités du paiement de leur première pension,
- Mis en ligne un nouveau service en ligne permettant à ses retraités d'éditer une attestation de pension CIMR, reconnue par l'Administration Fiscale,
- Mis en place une plateforme téléphonique qui gère actuellement près de 3.500 appels entrants par jour.



SOMMAIRE

1.	Editorial : Interview de Khalid CHEDDADI, Président Directeur Général	8
2.	Nos Organes de Gouvernance	11
3.	Nos Chiffres-Clés en 2007	15
4.	L'activité de la CIMR en 2007	19
	- Questions à Fouad Guennouni – Directeur Général Adjoint	20
	- Activité de la CIMR en 2007	22
5.	Les résultats financiers de l'exercice 2007	25
	- Questions à Nour-Eddine JAUDI - Directeur Administratif & Financier	26
	- Activité de la CIMR en 2007 – éléments financiers	28
	- Gestion Financière de la CIMR en 2007	32
	- Bilan et Comptes des Produits et Charges – Exercice 2007	40
6.	La Pérennité du régime en 2007	43
	- Questions à Abderrahim JANANI - Actuaire, Directeur de l'Exploitation	44
	- Bilan actuariel de l'exercice 2007	46
7.	Contrôle et surveillance	51
	- Rapport du Commissaire aux comptes	52
	- Rapport de l'Actuaire Indépendant	54
	- Rapport de l'Audit de la Gestion Financière	56
8.	Gouvernance de la CIMR	61
	- Activité du Comité de Pilotage	62
	- Activité du Comité d'Audit	64
9.	Aménagements Statutaires et Règlementaires	67
	- Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 décembre 2008	68
10.	Résolutions de l'Assemblée	71
	- Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire	72
	- Résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire	73



Sa majesté le Roi Mohamed VI



KHALID CHEDDADI
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

1- L'événement de l'année 2007 aura sans aucun doute été celui de l'exclusion de la CIMR du champ d'application du Code des Assurances. Quel impact cette décision a-t-elle sur la CIMR ?

D'abord je voudrais souligner que cette décision était logique et attendue, car on ne peut pas assimiler la retraite par répartition à une opération d'assurance, conclusion à laquelle est parvenue la Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Retraite au Maroc, suite aux études qu'elle a diligenté.

La Loi 02-08 a clairement établi que la CIMR n'était pas soumise aux dispositions du code des assurances. Elle a par ailleurs institué un contrôle de l'Etat sur la Caisse, dont les modalités seront fixées ultérieurement par voie législative.

Ceci nous donne doublement satisfaction. D'abord par l'institution du contrôle de l'Etat, que nous avons toujours réclamé et qui va renforcer la crédibilité de la Caisse et, ensuite, parce que la CIMR va être dorénavant adossée à un dispositif législatif spécifique, qui ne remet pas en question son statut d'association.

2- Fin 2007 coïncidait aussi avec le terme de la vision 2008 définie par le Projet d'entreprise de la CIMR en 2004. Où en est la caisse de cette vision et des ambitions qu'elle s'était fixée ?

Nous sommes très satisfaits des résultats réalisés dans le cadre de ce projet, qui sont en ligne avec les objectifs initialement fixés. Ce projet nous a permis de :

- renforcer la gouvernance, par la création des comités d'audit, et des rémunérations et nominations ;
- structurer la gestion financière et augmenter son rendement ;
- consolider le développement commercial ;
- améliorer la communication interne et externe ;
- améliorer la qualité des services fournis ;
- moderniser les méthodes de management et de gestion ;
- atteindre nos objectifs dans le cadre de la réforme.

3- Aussi bien sur le plan de la pérennité et de l'équilibre financier que sur celui des résultats financiers, l'année 2007 a confirmé la bonne tenue de la CIMR. Dans ce contexte, quelles sont les principales réalisations et les priorités actuelles de la CIMR ?

En effet, l'année 2007 a été d'un très bon cru. L'exercice a enregistré un excédent d'exploitation de 1.875 millions de DH, qui est venu renforcer les réserves dont le montant a été porté à 12.873 millions de DH, en progression de 17,1%. Cette réserve représente 5,7 années de prestations, contre 5,1 une année auparavant. Le nombre des affiliés a augmenté de 3,3% alors que celui des actifs cotisants progressait de 1,9% pour un total des produits de 3.495 millions de DH, en amélioration de 9,9%.

Quant à la gestion financière, elle a enregistré un résultat de 1.177 millions de DH, en progression de 29,2%, dégagant ainsi un taux de rendement financier pour l'exercice de 10,4%.

Sur le plan de la pérennité, celle-ci est bien entendu confirmée et nous avons vu s'améliorer de façon significative les taux de préfinancement et de couverture. Ce dernier est passé à 28,8%, ce qui est excellent pour un régime en répartition.

Nos priorités pour le proche avenir restent regroupées autour de trois axes majeurs qui sont au centre de nombreux projets :

- la poursuite de l'amélioration de la qualité de service ;
- le développement des adhésions et des affiliations ;
- la participation à la refonte du système de retraite au Maroc.

4- Lors de l'AGE du 2 décembre 2008, des aménagements ont été apportés aux Statuts et Règlement Intérieur de la CIMR. Quel esprit a prévalu à ces changements ?

La CIMR a mis en place depuis fort longtemps, d'excellentes pratiques de gouvernance, qui sont aux meilleurs standards internationaux, alors même que les dispositions du dahir du 15 novembre 1958 sur les associations, sont peu contraignantes en la matière.

L'idée qui a prévalu aux modifications proposées, est d'institutionnaliser ces pratiques en les insérant dans les statuts, tout en les enrichissant des dernières dispositions contenues dans la loi 20-05 modifiant la loi 17-95 sur la société anonyme.

L'occasion de ces modifications a été saisie pour introduire d'autres mesures dans le but d'améliorer le fonctionnement du régime, de le rendre accessible et en adéquation avec les besoins de toutes les catégories d'entreprises et de maîtriser certains risques.

5- Pour terminer, quelles sont les perspectives de la CIMR dans le cadre de la réforme du système de retraite au Maroc ?

La promulgation de la Loi 02-08 qui a entériné l'exclusion de la CIMR du champ d'application du code des assurances, lui donne une position plus confortable pour négocier son avenir dans le cadre de la réforme. Cette loi a levé la lourde contrainte –impossible à respecter- qui pesait sur la CIMR, d'avoir à se conformer aux dispositions de ce code avant le 31 décembre 2007 et a introduit le contrôle de l'Etat qui lui faisait défaut en tant qu'organisme gérant de l'épargne. Partant de là, la CIMR réunit dorénavant toutes les conditions pour poursuivre sereinement son activité.

La réforme peut dès lors représenter une formidable opportunité de développement de la caisse, de structuration et de normalisation de l'activité de la retraite et d'évolution, le cas échéant, vers un statut plus moderne.

2

NOS ORGANES DE GOUVERNANCE

NOS ORGANES DE GOUVERNANCE

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2007

PRÉSIDENT

Khalid CHEDDADI

VICE-PRÉSIDENT

Jamal BA-AMER

Saâd BENDIDI

Driss BENHIMA

Mohamed CHAIBI

Abdelaziz TAZI

représentant SAMIR

représentant ONA

représentant RAM

représentant CGEM

représentant SGMB

SECRÉTAIRE

Mohammed FIKRAT

représentant COSUMAR

TRÉSORIER

El Madani LARAKI

représentant CARNAUD MAROC

ADMINISTRATEURS

Abdelaziz ABARRO

Saïd AHMIDOUCH

Larbi BELARBI

Driss BENCHEIKH

Fouad DOUIRI

Tajeddine GUENNOUNI

Driss JETTOU

Mohamed LASRY

Noureddine OMARY

Khalid OUDGHIRI

Ahmed RAHHOU

Jean-Marie SCHMITZ

Driss TARARI

Abdelmjid TAZLAOUI

représentant MANAGEM

représentant CNSS

représentant SOMACA

représentant CENTRALE LAITIERE

représentant FMSAR

représentant MARJANE HOLDING

représentant GROUPE AU DERBY

représentant STMICROELECTRONICS

représentant BCP

représentant OGM

représentant LESIEUR CRISTAL

représentant LAFARGE CEMENTS

représentant SCE

représentant CGEM

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Price Water House Coopers

ACTUAIRE INDÉPENDANT

Towers Perrin

LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE EN 2007

Khalid CHEDDADI

Saâd BENDIDI

Mohamed CHAIBI

Abdelaziz TAZI

Président Directeur Général CIMR

représentant ONA

représentant CGEM

représentant SGMB

LES MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT EN 2007

Driss BENCHEIKH

Mohamed LASRY

Ahmed RAHHOU

représentant CENTRALE LAITIERE

représentant STMICROELECTRONICS

représentant LESIEUR CRISTAL

LES MEMBRES DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET NOMINATIONS EN 2007

Khalid CHEDDADI

Saâd BENDIDI

Mohamed CHAIBI

Président Directeur Général CIMR

représentant ONA

représentant CGEM

LES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION EN 2007

Khalid CHEDDADI

Ouissal LARAKI

Fouad GUENNOUNI

Nour-Eddine JAUDI

Mohammed NAFIA

Jaouad TADLAOUI

Président Directeur Général CIMR

Directrice de l'Exploitation

Directeur des Systèmes d'Information

Directeur Administratif & Financier

Directeur Stratégie et Développement

Directeur Commercial

3

NOS CHIFFRES-CLÉS EN 2007

CHIFFRES CLES DE L'EXERCICE 2007

3990	entreprises adhérentes
379	nouvelles entreprises adhérentes
240 971	affiliés cotisants
6 208	affiliés cotisants nouveaux
9 093	affiliés au régime de retraite complémentaire
204 276	ayants droits
114 999	allocataires
8 581	Nouveaux allocataires

Contributions encaissées	3 290,9 millions DH	+ 6,3%
Produits financiers	1 167 millions DH	
Pensions versées	2 300 millions de DH	+ 7,3%
Versement en Option Capital	170,6 millions de DH	
Remboursement des cotisations salariales	26,5 millions de DH	
Réserve de prévoyance	12 873 millions de DH	17,05%
	5,7 années d'allocations	
Excédent d'exploitation	1 875,2 millions de DH	
Rapport des frais généraux/Produits techniques		1,97%

Paramètres du régime en 2007

Salaire plafond	1 066 250
Salaire de référence	17,22
Valeur du point de liquidation	11,64
Valeur du point en service (au 1er juillet 2008)	11,46
Taux de rendement et de revalorisation de l'Option Capital	3,50 %

4

ACTIVITÉ DE LA CIMR EN 2007

Questions à Fouad Guennouni – Directeur Général Adjoint

Activité de la CIMR en 2007

QUESTIONS À ...



FOUAD GUENNOUNI
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

1- 2007 a été marquée par l'entrée en vigueur de la mensualisation du paiement des pensions. Quels ont été le bilan et l'impact de cette action ?

Incontestablement, la mensualisation des pensions servies aux allocataires a constitué un élément majeur de ce nouvel élan que la Caisse voudrait insuffler dans sa gestion. C'est pour accéder à la demande de nombreux adhérents qui en ont exprimé le souhait que notre institution a entamé, sur une période d'une année et demi ce chantier de grande envergure.

C'est une avancée importante qui non seulement différencie la Caisse dans sa gestion, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, mais lui permet d'asseoir et de consolider durablement sa notoriété pour la qualité des prestations et des services qu'elle fournit.

Il est à signaler également que la mise en œuvre de la mensualisation des pensions a engendré un coût financier pour la Caisse puisque l'encaissement des cotisations est resté à fréquence trimestrielle, mais ce coût reste dans des proportions raisonnables eu égard à la qualité des prestations qui s'en trouve fortement rehaussée.

2- Sur le plan commercial, une caravane de la retraite a également été lancée courant 2007. Quel en a été l'impact sur les adhésions ?

La réalisation de la caravane de la retraite, qui a concerné 11 villes, procède de la volonté de la Caisse de promouvoir et de vulgariser la prévoyance sociale en général et l'épargne retraite en particulier dans notre pays. Les chiffres sur la couverture retraite dans notre pays ne sont guère reluisants puisque seul un salarié sur cinq bénéficie de cette couverture. Notre Institution se devait, dans une démarche volontariste et citoyenne, de sensibiliser les différents acteurs (chefs d'entreprises et salariés) sur la nécessité impérieuse de planifier sa retraite. Ce fut également une occasion privilégiée de présenter l'éventail des produits de la CIMR qui permettent de constituer progressivement une épargne retraite pour les salariés du secteur privé.

Les retombées commerciales étaient également au rendez-vous au vu du nombre de prises de contacts avec les chefs d'entreprises et des nouvelles adhésions qui en ont découlé, puisque nous avons enregistré

une progression de plus de 43% en nombre et d'environ 46% en volume drainé par les nouvelles adhésions pour le retraite normale par rapport aux nouvelles adhésions de l'année 2006.

C'est une expérience réussie que nous voudrions renouveler et intensifier pour les années à venir en augmentant le nombre de villes visitées par cette Caravane de la retraite dont il faut souligner le concept novateur.

3- La CIMR depuis 2004, a mis en avant sa volonté d'améliorer la qualité de ses services. Qu'est ce qui a été fait dans ce sens en 2007 ?

La qualité de service constitue véritablement le fer de lance de notre stratégie d'amélioration et d'optimisation de nos processus de gestion. Nous avons lancé à cet effet dans le cadre de la planification stratégique, un programme Qualité visant à renforcer la proximité vis-à-vis de notre Clientèle d'adhérents, d'affiliés et d'allocataires.

Pour les adhérents, un site professionnel dédié leur a été réservé leur garantissant un confort d'utilisation des téléservices offerts, qui sont enrichis et diversifiés en permanence.

Pour les affiliés, une panoplie très étendue de services a été mise à leur disposition à travers le portail de la Caisse. Ils pourront désormais faire des simulations en ligne, en intégrant des hypothèses de changement de taux ou de rachat de points.

Pour les allocataires, outre le projet de mensualisation des pensions, la Caisse a mis en œuvre un système de communication par SMS permettant aux allocataires d'être informés du paiement de leur première pension et de la prise d'effet du mode de paiement.

La Caisse a également mis sur pied une plateforme téléphonique performante qui a augmenté ses capacités d'accueil des appels entrants en vue de rendre accessibles ses structures de gestion. Actuellement, cette plateforme téléphonique reçoit quelques 3500 appels par jour ; c'est dire l'importance des moyens humains et organisationnels mis en œuvre pour traiter efficacement ce flux.

4- Enfin, un des axes stratégiques de développement de la Caisse réside dans le développement de ses collaborateurs. Qu'en est-il exactement ?

Il va sans dire que le capital humain constitue un élément indispensable pour accompagner ces vastes projets de changements que la Caisse a initiés tout au long de l'année écoulée.

Pour ce faire, nous avons lancé une démarche d'ingénierie de la formation en partenariat avec des cabinets externes pour identifier les plans de développement des compétences de nos collaborateurs. Les compétences concernées sont aussi bien techniques, liées à notre métier, que managériales, visant à renforcer les capacités d'encadrement de nos collaborateurs ainsi que leurs aptitudes à piloter des projets de natures complexes.

Ainsi, la Caisse a dispensé quelques 1800 heures de formation pour 112 collaborateurs qui en ont bénéficié à tous les niveaux hiérarchiques de notre organisation. Ceci constitue un benchmark très honorable par rapport à d'autres institutions en matière de gestion des ressources humaines.

Il convient aussi de souligner le démarrage en 2007 du système d'appréciation des performances basé sur la reconnaissance du mérite dont l'objectif est à la fois de valoriser et de rétribuer les compétences individuelles et collectives.

Enfin, nous sommes particulièrement attentifs à l'épanouissement de nos collaborateurs pour leur garantir un cadre de travail convivial et des perspectives d'évolution de carrière intéressantes. L'émancipation personnelle n'est pas en reste puisque la Caisse a mis en place en 2007, un ensemble d'activités sociales et sportives à destination de son personnel.

ACTIVITÉ DE LA CIMR EN 2007

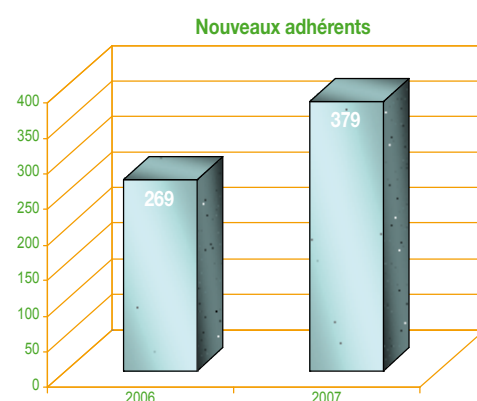
LES ADHERENTS DE LA CIMR

Le nombre d'adhérents à la CIMR s'est établi en 2007 à 3990 entreprises, enregistrant ainsi une baisse de 1,99% par rapport à 2006.

Cette baisse est essentiellement due à la politique « *d'assainissement* » menée par la CIMR qui a renforcé de manière drastique les conditions de suivi du recouvrement des contributions. Ainsi, en 2007, 460 entreprises ont-elles été radiées pour non paiement des contributions. Ces radiations ont donné lieu à l'appel d'un montant de **28,5 millions de dirhams** au titre des indemnités de radiation.

Parallèlement, l'année 2007 a enregistré l'adhésion de 379 nouvelles entreprises, au profit de 6 208 affiliés, soit une amélioration d'environ 40,9% du nombre de nouvelles adhésions, comparativement à 2006.

Cette amélioration est très certainement à mettre au profit des nouvelles politiques commerciale et de communication mises en place par la CIMR. Elle est également un effet de la politique de proximité de la CIMR qui, rappelons-le, à ouvert en 2006, 5 nouvelles agences régionales à vocation commerciale.



NOUVELLES ADHÉSIONS

	Adhérents	Affiliés
Retraite normale	379	6 208

AMÉLIORATION DE LA COUVERTURE

	Adhérents	Affiliés
Extension d'adhésion à de nouvelles catégories de personne	16	301
Augmentation de taux de cotisation	55	2 697
Retraite Complémentaire	92	417
Retraite à 55 ans	36	156

RADIATIONS D'ADHÉSION

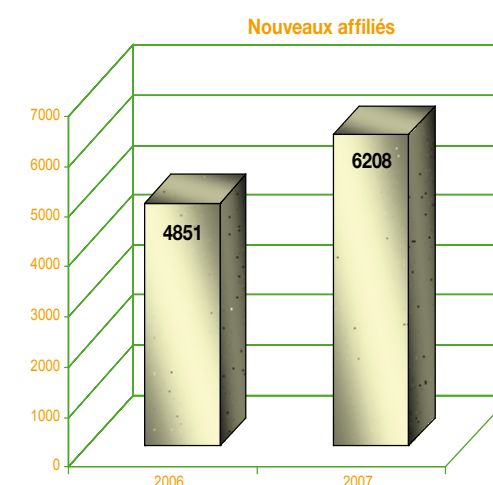
	Adhérents	Affiliés
Cessation de paiement	369	6 832
Cessation d'activité	29	231
Mutation personnel	16	0
Non commencement d'exécution	14	0
Liquidation	9	184
Fusion	8	0
Suite à 3 années de Suspension	7	15
Suspension d'adhésion	3	4
Dissolution	3	4
Démission	1	8
Plus de personnel	1	1
Total des radiations	460	7 279

LES AFFLIES DE LA CIMR

En 2007, les salariés affiliés à la CIMR ont progressé d'environ 3,3%. Ils sont au nombre de **445 247**, répartis entre actifs cotisants, au nombre de **240 971**, et ayants droit*, au nombre de **204 276**.

Le nombre d'actifs cotisants a augmenté de **1,9%** par rapport à 2006, respectant en cela l'hypothèse actuarielle qui fixe l'évolution minimale annuelle du nombre d'actifs à **0,5%** pour assurer le maintien de l'équilibre du régime.

Parmi nos actifs cotisants, **3,78%** adhèrent au régime de retraite complémentaire. Ce régime a enregistré en 2007, **9 093** affiliés soit **4,8%** de plus qu'en 2006.



	Femmes		Hommes		Age moyen
Actifs cotisants	64 226	27%	176 745	73%	40 ans et 10 mois
Ayants droit*	52 312	26%	151 964	74%	46 ans et 8 mois

LES ALLOCATAIRES DE LA CIMR

En 2007, le nombre des allocataires de la CIMR s'est élevé à **114 999**, en progression de 6,56%, et la pension annuelle moyenne, tous allocataires confondus : retraités, conjoints survivants et orphelins, s'est établie à **20 715** dirhams, enregistrant ainsi une augmentation de 0,91% par rapport à 2006.

L'exercice 2007, a enregistré l'arrivée de **8 581** nouveaux allocataires de pension directes, soit une hausse de **37,10%** par rapport en 2006 qui s'explique par la résorption d'un retard de liquidation des dossiers de pension ; retard engendré par la nécessaire adaptation du logiciel de liquidation pour la prise en charge, à partir de janvier 2007, de la mensualisation du paiement des pensions adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 décembre 2006.

Parallèlement, l'exercice 2007, a enregistré **2 267** extinctions de pensions dont 1 972 concernent des pensions principales. Les pensions de réversion indirecte en faveur de conjoints survivants ou d'orphelins se sont élevées, en 2007, à 2 012 liquidations.

Les 8 581 nouvelles liquidations directes, correspondant à un total de **16 253 077** points, et les 2 267 extinctions se ventilent comme suit :

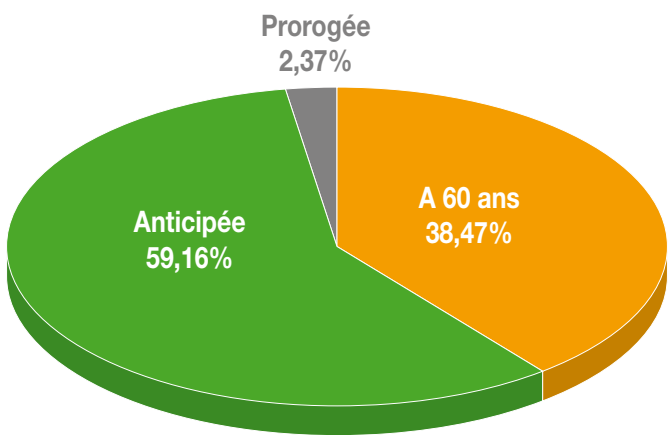
	Pensions nouvelles	Pensions éteintes
Pensions principales	7 969	1972
Pensions de réversion	240	261
Pensions d'orphelin	20	34
Options de rachat	352	

* Les ayants droit sont des affiliés qui ont quitté leur employeur sans faire valoir leur droit à la retraite auprès de notre Caisse, sans intégrer une autre entreprise adhérente et sans demander le remboursement de leurs cotisations salariales.

La tendance de 2006 en matière d'âge de départ en retraite se confirme en 2007 et l'on constate que les liquidations principales anticipées demeurent prépondérantes, représentant plus de **59%** des liquidations. Les départs en retraite à l'âge de 60 ans ont, par contre, connu une légère baisse, se positionnant à un peu plus de **38%**, alors que les départs en retraite prorogée ont constitué **2,37%** du total des dossiers liquidés en 2007.

Autre tendance qui se confirme, celle des liquidations avec option en capital qui restent à un niveau élevé avec **7 598**, représentant **91,45%** du total des dossiers liquidés et induisant un total de point déduits de **7 661 750**.

La durée moyenne du service de l'allocation, compte tenu des départs en retraite anticipée et à 60 ans, s'allonge de 5 mois par rapport à 2006 et ressort à 14 années et 11 mois. L'âge moyen au décès s'établit ainsi à 73 ans et 11 mois soit une augmentation de la durée de vie moyenne d'environ 6 mois.



Liquidations principales

Ventilation des pensions par nature	Pensions en service	pension annuelle moyenne
Pension principale	80 420	24 960 DH
pensions de réversion	34 273	10 843 DH
pensions d'orphelins	306	5 285 DH

Enfin, le rapport actifs/retraités, obtenu en affectant le nombre de pensions de réversion de 0,5 et celui des pensions d'orphelins de 0,2, a poursuivi sa tendance à la baisse puisqu'il s'est établi en 2007 à 2,47 contre 2,59 en 2006. Ce qui s'explique par l'évolution importante des départs en retraite en 2007.

LES PARAMETRES DU REGIME DE LA CIMR EN 2007

SALAIRE PLAFOND

Proportionnellement à l'augmentation du salaire de référence de l'année précédente (4%), le salaire plafond a été porté de 1 025 240 Dh à 1 066 250 Dh pour le régime de la retraite normale.

SALAIRE DE REFERENCE

En vertu des dispositions de l'article 6 du Règlement Intérieur, la progression du salaire de référence est fixée à 4% depuis 2003. Il passe ainsi de 16,56 à 17,22.

VALEUR DU POINT DE LIQUIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 13 du Règlement Intérieur, la valeur du point de liquidation est maintenue à 11,64 Dh.

VALEUR DU POINT EN SERVICE

Conformément aux dispositions de l'article 13 Ter du Règlement Intérieur, la valeur du point en service progresse, à compter du 1er juillet 2008 de 0,70% pour passer de 11,38 à 11,46.

REVALORISATION DE L'OPTION CAPITAL

Le Conseil d'Administration, après examen du bilan actuariel de l'exercice 2007, a décidé de maintenir des taux de rendement à appliquer à l'Option Capital pour l'exercice 2007, aux niveaux fixés en 2006 :

- * Taux de rendement : 3,25%
- * Taux de revalorisation : 0,25%.

5

Les résultats financiers de l'exercice 2007

- Questions à Nour-Eddine JAUDI, Directeur Administratif & Financier
- Activité de la CIMR en 2007 – éléments financiers
- Gestion financière de la CIMR en 2007
- Bilan et Comptes des produits et Charges – Exercice 2007

QUESTIONS À ...



NOUR-EDDINE JAUDI
DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER

1. L'excédent d'exploitation de l'exercice 2007 s'est élevé à 1 875 millions de dirhams, enregistrant une évolution de 6,5%. Quels sont les principaux éléments l'expliquant ?

L'évolution de ce résultat s'explique essentiellement par trois éléments :

- Tout d'abord, un fait important : les produits techniques qui s'élèvent à 3 496 millions de dirhams couvrent la totalité des charges techniques qui représentent 2 729 millions de dirhams et génèrent ainsi un surplus de 767 millions de dirhams.

Cet excédent alimente la réserve technique et permet une nette amélioration du résultat. Autrement dit, ce surplus qui représente 28,1% des produits techniques permet, pour chaque 100 dirhams de contribution, de mettre en réserve 22 dirhams après paiement de la totalité des allocations.

- Ensuite, le résultat financier, qui a fortement augmenté cette année, a atteint 1 177 millions de dirhams, en progression de 29,2%, en raison de la bonne performance de nos actifs financiers, et permet d'atteindre un rendement de 10,4% marquant une évolution de 29%. Cet excédent financier s'ajoute à l'excédent technique et alimente la réserve de prévoyance, qui contribue à l'amélioration du résultat global.

- Enfin, en ce qui concerne les frais généraux, ils ont été maîtrisés car ils n'ont progressé que de 2,8% pour atteindre le niveau de 69 millions de dirhams. Ce qui représente moins de 2% des charges techniques. Ce taux est très satisfaisant. Il est considéré comme étant faible en comparaison par rapport aux autres caisses de retraite, marocaines et étrangères.

2. En 2007, la CIMR a maintenu ses frais de gestion à un niveau inférieur à 2%. Que pouvez-vous nous dire sur ce point ?

La maîtrise des frais généraux est l'une des premières préoccupations de la CIMR et suscite l'attention des managers à tous les niveaux.

Tout d'abord, la maîtrise des coûts passe nécessairement par leur connaissance et le partage de l'information. Au sein de la CIMR, tous les coûts sont identifiés, connus, communiqués et suivis de très près périodiquement par tous les responsables concernés.

Les actions qui ont été menées pour la maîtrise des coûts sont :

- La réorganisation du processus « achats » et des procédures correspondantes.
- La simplification et l'automatisation des processus, ainsi que la sensibilisation du personnel à l'identification et à la maîtrise des coûts cachés.
- La rationalisation du portefeuille des fournisseurs pour réaliser des économies.
- La création d'une commission des achats qui statue sur tous les achats dépassant 100 000 MAD.
- La négociation, la revue annuelle et systématique des contrats, des accords et du panel des fournisseurs pour baisser les prix d'achat.

Plus récemment, grâce à la mise en place de la procédure budgétaire, au suivi des coûts réels par rapport au budget, ainsi qu'au déploiement des plans d'action nécessaires, la CIMR entamera un véritable processus de maîtrise des coûts.

3. Sur le volet de la gestion financière, la CIMR a continué sur le trend haussier qu'elle enregistre depuis quelques années. Qu'est ce qui explique ces résultats positifs ?

Il est utile de rappeler qu'en ce qui concerne le résultat de la gestion financière, la préoccupation majeure de la CIMR est de maintenir un rendement stable et régulier sur le long terme. Ce taux de rendement financier pour l'exercice 2007 a atteint 10,4%, en ligne par rapport à l'objectif que le management de la CIMR s'est fixé et réalisé depuis 2004.

Ce résultat s'explique essentiellement par la restructuration de la gestion financière, la mise en place de la nouvelle stratégie financière et l'optimisation de l'allocation stratégique des actifs. Nous avons, en effet, cherché à mettre en place un portefeuille qui permet un rendement optimal pour un niveau de risque approprié pour une caisse de retraite. Ceci a été possible grâce aux efforts de diversification et de veille stratégique sur toutes les classes d'actifs sur lesquelles la CIMR est présente.

ACTIVITÉ DE LA CIMR EN 2007 - ELEMENTS FINANCIERS

CONTRIBUTIONS

Les produits techniques (cotisations sociales annuelles, contributions, intérêts de retard, surprimes et rachats) ont totalisé 3 290,9 millions de dirhams en 2007, marquant ainsi une progression, par rapport à 2006, de 195,1 millions de Dh en valeur absolue, ou 6,3%, en pourcentage.

La contribution moyenne individuelle a augmenté 4,4%, s'élevant à 13 657 Dh.

DÉTAIL DES CONTRIBUTIONS :

	2006	2007	Variation %
Cotisations adhérents	1 003 440,00	1 063 200,00	5,9
Contributions part patro-nale	1 632 105 134,13	1 749 098 973,68	7,2
Contributions part salariale	1 322 995 576,68	1 406 809 740,39	6,3
Rachats services passés	76 879 692, 24	74 880 786,50	-2,6
Contribution assurances	20 645 061,26	16 483 539,73	-20,2
Indemnités de radiation	726 303,95	17 339 705,40	2 287,4
Intérêts de retard adhé-rents	41 475 407,56	25 272 819,76	-39,1
Total des contributions	3 095 830 615,82	3 290 948 765,46	6,3

ALLOCATIONS

Les allocations versées ou dues au titre de l'exercice 2007 se sont élevées à 2 300 millions de dirhams contre 2 142,7 millions de Dh en 2006, marquant une augmentation de 157,3 millions de Dh ou 7,3%, par rapport à 2006.

Les versements, en 2007, au titre de l'option en capital se sont élevés à 170,6 millions de Dh contre 96,2 l'exercice précédent. Les remboursements des cotisations salariales, durant l'exercice 2007, se sont élevés à 26,5 millions de Dh contre 20,8 l'exercice précédent.

Le solde des dotations et reprises des provisions sur les créances des adhérents a enregistré un solde net correspondant à des dotations de provisions pour 24 millions de dirhams.

Les charges techniques hors dotations ont progressé de 11 % passant de 2 265,8 millions de Dh à 2 517,2 millions de Dh.

Globalement, les charges techniques ont progressé de 458,1 millions de Dh, passant de 2 270,7 à 2 728,8 millions de Dh, soit une augmentation de 20%.

DÉTAIL DES CHARGES TECHNIQUES :

Nature	2006	2007	Variation %
Allocation retraite part répartition	2 114 062 073	2 268 305 060	7,3%
Allocation retraite part capitalisation	28 631 002	31 999 824	11,8%
Option Capital	96 190 285	170 587 136	77,3%
Remboursement cotisations salariales	20 816 789	26 473 515	27,2%
Allocations Options Rachats	6 088 578	16 798 088	175,9%
Dotation Provisions Créances litigieuses	-	197 446 872	-100%
Dotation Provisions Rentes Viagères	4 973 091	14 230 905	186,2%
Total charges techniques	2 270 761 818	2 728 841 400	20%

FRAIS GENERAUX

En 2007, les frais généraux et les dotations aux amortissements se sont limités à un niveau sensiblement identique à celui de l'exercice précédent et ce, notamment grâce à la baisse des honoraires, d'une part et à l'augmentation modérée des frais de personnel, d'autre part. Ils ont ainsi subi une légère augmentation de 2,8% et se sont établis à 69,6 millions de Dh. Rapportés au total des produits techniques, ces frais ont représenté 1,97%, soit le même niveau que l'exercice précédent. Par rapport au total des produits (produits de patrimoine nets de charges et de provisions correspondantes compris), ces frais représentent 1,47% contre 1,64% l'exercice précédent.

FRAIS GÉNÉRAUX, PERTES ET PROFITS EN M MAD

	2006	2007	Variation %
Frais généraux	67,7	69,6	2,8%
Pertes sur Exercices Antérieurs	0,70	0,00	-99,4%
Pertes Exceptionnelles	0,06	0,11	81,7%
Profits Exercices Antérieurs	4,6	0,42	-90,9%
Profits Exceptionnels	1,17	0,10	-91,8%
Total des frais généraux, pertes et profits	62,8	69,2	10,2%
Rapport aux produits techniques	1,97%	1,97%	0,0%

EXCEDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2007, la C.I.M.R. a enregistré des produits techniques totalisant 3 496,3 millions de Dh. Les charges techniques ont atteint un montant total de 2 728,8 millions de Dh. Il en ressort un excédent de 767,5 millions de Dh par rapport à 911,3 millions de Dh en 2006.

Les frais généraux et les pertes et profits se sont élevés à 69,2 millions de Dh en 2007, contre 62,8 millions de Dh en 2006. Les produits de patrimoine nets des charges correspondantes, ont totalisé 1 176,9 millions de Dh en 2007, contre 911,2 millions de Dh en 2006.

L'excédent d'exploitation de l'exercice est de 1 875,2 millions de Dh en 2007, contre de 1 759,7 millions de Dh en 2006, soit une progression de 6,5%.

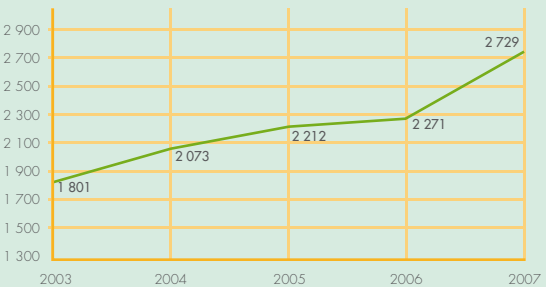
EXCÉDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE EN MDH

	R 06	R 07	Var. R07/06	B 2007	Var. R07/B06
Produits techniques	3 182	3 496	9,9%	3 285	6,4%
Charges techniques	2 271	2 729	20,2%	2 715	0,5%
Solde technique	911	767	-15,8%	570	34%
Taux de couverture technique*	140,1%	128,1%	-8,6%	121%	5,8%
FG, pertes et profits	67,7	69,6	2,8%	75	-15,7%
Produits du patrimoine Nets	911	1 177	29,2%	955	23%
Total des produits	4 113	4 703	14,3%	4 240	11%
Total des charges	2 353	2 828	20,2%	2 790	1,3%
Excédent d'exploitation	1 760	1 875	6,5%	1 450	29%
Taux de couverture global**	174,8 %	166,3%	-4,9%	152 %	9,4%

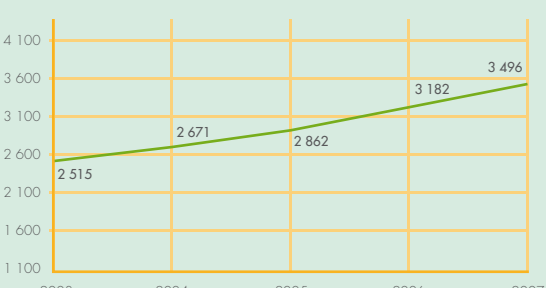
* Produits techniques / Charges techniques
** Total des produits / Total des charges

Le taux de couverture technique (Produits techniques/ Charges techniques) est de 128,1% en 2007, contre 140,1% en 2006. Le taux de couverture global (Total des produits nets des charges et provisions financières correspondantes/Total des charges) est de 166,3% en 2007 contre 174,7% en 2006.

Evolution des charges techniques
(en millions de DH)



Evolution des produits techniques
(en millions de DH)



PRODUITS ET PERFORMANCES DU
PORTEFEUILLE

Les produits financiers et de placements, augmentés des plus-values réalisées, comptabilisés au cours de l'exercice, ont atteint un montant de 1 167 millions de Dh, en augmentation de 261,4 millions de Dh par rapport à l'exercice précédent où ils se situaient au niveau de 905,6 millions de dirhams.

Les autres revenus, augmentés des reprises sur provisions pour dépréciation de titres, ont totalisé 39,5 millions de Dh contre 19,3 millions de Dh en 2006.

Les charges et dotations aux provisions pour dépréciation de titres ont totalisé 29,6 millions de Dh contre 13,7 millions de Dh en 2006.

PRODUITS NETS DU PATRIMOINE EN MDH

Année	2006	2007	Variation %
Revenus de valeurs mobilières	207,4	310,8	49,8%
Plus-values	698,2	856,2	22,6%
Total produits financiers	905,6	1 167	28,9%
Autres revenus nets	4,2	36,5	NS
Retenues à la source	-0,5	-7,3	NS
Frais de gestion	-4,2	-20	NS
Dotation / Reprise nette de provision pour dépréciation de titres	6,0	0,7	-88,8 %
Total	911,2	1 177	29,2%

Les produits du patrimoine et plus-values, nets des charges, des pertes et des dotations et reprises sur provisions pour dépréciation de titres, ont totalisé 1 177 millions de Dh contre 911,2 millions de Dh en 2006, enregistrant une augmentation de 265,7 millions de Dh.

La valeur estimative du portefeuille CIMR (actions, obligations, OPCVMs, valeurs non cotées, placements immobiliers, devises et or) s'est établie au 31 décembre 2007 à 23,5 milliards de Dh faisant ressortir une plus-value latente de 11,4 milliards de Dh représentant 94% de la valeur comptable, indépendamment des placements immobiliers et des titres non cotés qui restent exprimés à leur valeur comptable.

RESERVES

L'année 2007 a été marquée par un excédent d'exploitation au titre de la retraite normale de 920 millions de Dh par rapport à 976 millions de Dh au titre de l'exercice précédent, soit une diminution de 5,7%.

Conformément aux dispositions statutaires, et compte tenu de cet excédent, la Réserve de Prévoyance au titre de la retraite normale est passée de 7 098 millions de Dh en 2006 à 8 018 millions de Dh au 31 décembre 2007.

Le régime de retraite complémentaire fait ressortir un excédent en 2007 d'un montant de 98 millions de dirhams. La réserve de prévoyance au titre de la retraite complémentaire passe de 652 millions de Dh en 2006 à 750 millions de dirhams à fin décembre 2007, marquant une progression de 15%.

RÉSERVES EN MDH

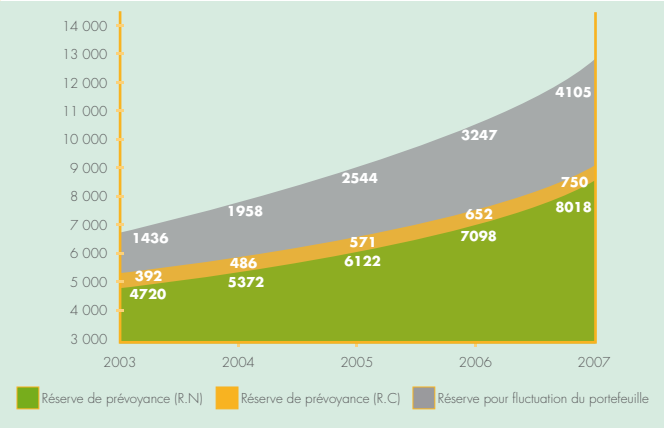
	2006	2007	Variation %
Retraite normale			
Réserves précédentes	6 122	7 098	15,9%
Excédent de l'Exercice	976	920	-5,7%
Réserve de prévoyance, Retraite normale	7 098	8 018	14%
Retraite Complémentaire			
Réserves précédentes	572	652	18%
Excédent de l'Exercice	80	98	22,5%
Réserve de prévoyance, Retraite complémentaire	652	750	15%
Réserve de fluctuation du portefeuille			
Réserves précédentes	2 544	3 248	27,7%
Dotation de l'Exercice	703	857	21,9%
Réserve de fluctuation du portefeuille	3 247	4 105	26,4%
Réserves de prévoyance totales	7 750	8 768	13,1%
Réserves totales	10 997	12 873	17,1%

En outre, la réserve pour fluctuation du portefeuille est passée de 3 247 à fin décembre 2006 à 4 105 millions de Dh au 31/12/2007, du fait des plus-values nettes sur cessions d'actions, réalisées en 2007.

Le total de ces trois réserves s'élève à 12 873 millions de Dh, contre 10 997 millions de Dh en 2006, soit une variation de 1 876 millions de Dh, dépassant de 469 millions de Dh la cotisation salariale de l'année.

Rapportée au montant des charges d'allocations supportées par la CIMR au cours de l'exercice 2007, la réserve totale représente 5,7 années de cotisations salariales, niveau supérieur à celui de l'année précédente qui était de 5,1.

Evolution des réserves (en millions de DH)



GESTION FINANCIERE DE LA CIMR EN 2007

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE 2007

MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE

I- Portefeuille “Actions”

1. Acquisitions d’actions

Les achats d’actions ont totalisé un montant de 1 131,9 millions de DH :

Acquisitions d'actions	1 131 945 146
IAM	1 074 697 954
H PARTNERS	25 000 000
ADDOHA	21 913 380
MOROCCAN INFR. FUND	4 687 500
CGI	2 242 912
ATLANTA	1 104 000
SNEP	767 500
STOKVIS	665 760
SALAFIN	471 010
PROMOPHARM S. A	300 960
M2M	94 170

2. Cessions d’actions et réduction du capital

Les cessions d’actions se sont élevées en 2007 à 358,5 millions de Dh. La plus-value nette réalisée suite à ces opérations de cessions s’élève à 325 millions de Dh.

Cessions d'actions en (en Dh)	Prix de cession	P. M. Values
Ventes d'actions	356 125 253	323 707 449
ATLANTA	2 024 920	920 920
BMCE	344 013 770	320 158 107
NSI	7 120 000	-
DIST. CAPITAL MOROCCO	2 966 493	2 628 422
Vente DTS ADDOHA	70	-
Cessions Placements Immobilières	2 411 450	1 289 825
INTAJ	1 461 450	420 825
NOTRE	950 000	869 000
TOTAL	358 536 703	324 997 274

3. FCPs actions dédiés

Les souscriptions aux FCPs actions dédiés ont totalisé un montant de 60,5 millions de Dh :

Souscriptions aux FCP (en DH)	60 534 166
FCP CIMR THARWA	30 471 328
FCP GENERATIONS PERFORMANCE	30 062 838

Les rachats ont totalisé aussi un montant de 60,5 millions de Dh :

Rachats FCP CIMR (en Dh)	60 534 166
FCP CIMR THARWA	30 471 328
FCP GENERATIONS PERFORMANCE	30 062 838

Ces mêmes montants des opérations, souscriptions et rachats, concernent les allers-retours de fin d’année.

II- Portefeuille obligataire

1. Portefeuille obligataire direct

Remboursements de titres à revenus fixes

Les remboursements d’obligations marocaines se sont élevés, en 2007 à 1,16 millions de Dh.

2. SICAVs obligataires dédiées

Souscriptions aux SICAVs dédiées

Effectuées en numéraire, les souscriptions aux SICAVs obligataires dédiées ont totalisé un montant de 2 192 millions de Dh :

Souscriptions aux SICAVs en numéraire (en D)	2 192 015 749
SICAV ATTADAMOUN	798 802 625
SICAV IDDIKHAR	697 822 652
SICAV PREVOYANCE	368 551 399
SICAV AJIAL	326 839 073

Rachats aux SICAVs dédiées

Les rachats des parts des SICAVs CIMR ont atteint en 2007 un montant de 2 922,3 M MAD.

Rachats aux SICAVs en numéraire (en DH)	2 922 340 033
SICAV ATTADAMOUN	871 924 140
SICAV IDDIKHAR	917 162 677
SICAV PREVOYANCE	587 016 452
SICAV AJIAL	546 236 764

Ces rachats intègrent des opérations d’externalisation des coupons encaissés par les SICAVs dédiées, pour un montant de 416 millions de Dh.

III- Placements monétaires

Face à la baisse des taux obligataires, la CIMR a privilégié le placement des ses excédents de trésorerie dans :

- Les comptes rémunérés.
- Les DAT avec la possibilité de rachat dès le premier jour.
- Les achats de CD avec la possibilité d’apport dans les fonds dédiés.

Les résultats de cette gestion font ressortir un gain de 24,7 MDH, soit une performance annuelle moyenne de 3,58%.

PRODUITS DU PORTEFEUILLE

Les produits financiers et de placements augmentés des plus-values réalisées, comptabilisés au cours de l’exercice, ont atteint un montant de 1 167 millions de Dh, en augmentation de 261,4 millions de Dh ou 28,8% par rapport à l’exercice précédent.

Les revenus du portefeuille (dividendes et jetons de présence) ont enregistré un montant de 310 millions de Dh en 2007.

Compte tenu des plus-values nettes réalisées, le rendement des capitaux investis (actions, obligations, OPCVMs, valeurs non cotées, placements immobiliers, devises et or) exprimés en valeur comptable représente 10,52%.

Produits Financiers (en millions de DHs)	2006	2007
Plus-values réalisées	698,2	856,22
Plus-values/ actions Maroc	210	325,00
Plus-values/ actions SICAVs	452,8	415,99
Plus-values/ FCPs Maroc	32,8	36,58
Plus-values/ Placement Trésorerie	2,4	0,03
Plus-values/ FCPs Etranger	0,2	78,62
Différences changes	-	0,04
Revenus du portefeuille	210,7	347,27
Revenus/ actions Maroc	202,9	309,94
Revenus/ obligations Maroc	4,4	0,8
Intérêts/ comptes de dépôts Maroc	3,4	36,5
Intérêts/ comptes Bloqué Etranger	-	0,03
Produits Financiers	908,9	1 203,5

COMPOSITION ET PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE

1. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE

La composition du portefeuille CIMR, au 31 décembre 2007, se présente comme suit

Portefeuille CIMR	2007	
	Valeurs d'achat en DH	Valeurs d'estimation en DH
ACTIONS	2 773 169 179	12 240 660 096
ACTIONS MAROCAINES	2 773 169 179	12 240 660 096

OBLIGATIONS	1 430 549 157	1 445 454 648
OBLIGATIONS MAROCAINES	1 430 549 157	1 445 454 648

SICAVs CIMR	6 458 033 289	7 232 898 296
SICAV ATTADAMOUN	1 402 242 133	1 476 162 699
SICAV IDDIKHAR	1 711 588 808	1 837 414 013
SICAV PREVOYANCE	1 910 028 736	2 284 332 009
SICAV AJIAL	1 434 173 612	1 634 989 576

FCPs	629 882 971	1 518 368 526
FCP THARWA	312 580 002	724 844 318
FCP GENERATION PERCE	317 302 969	793 524 208

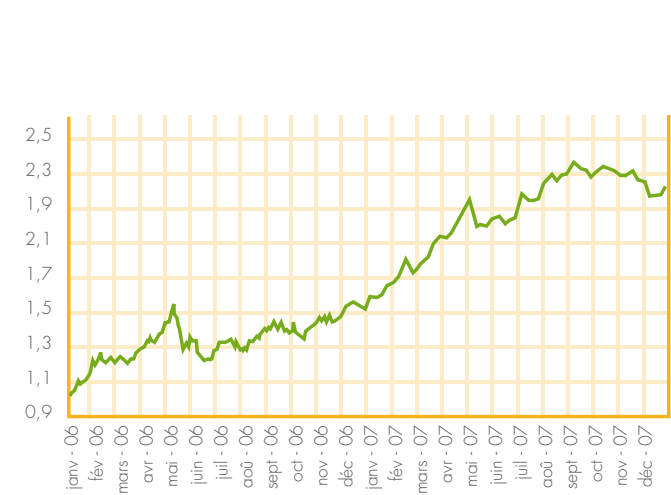
OPCVMs	371 218 505	462 521 995
FCP CIMR INTERNATIONAL	148 097 000	228 120 707
FCP CIMR DEVELOPPEMENT	223 121 505	234 401 288

VALEURS NON COTEES	282 929 975	282 929 975
PLACEMENTS IMMOBILIERS	137 401 036	137 401 036
METAUX PRECIEUX (OR)	4 165 263	58 000 000
DEVISES	8 108 157	8 107 459
TOTAL PORTEFEUILLE	12 095 457 632	23 386 341 032

Le portefeuille CIMR évalué en valeur marché (actions, obligations, OPCVMs, valeurs non cotées, placements immobiliers, devises et or) s’est établi au 31 décembre 2007 à 23,5 milliards de Dh faisant ressortir une plus-value latente de 11,3 milliards de Dh, représentant 93,4% de la valeur comptable, indépendamment des placements immobiliers et des titres non cotés qui restent exprimés à leur valeur comptable.

2. Performance du portefeuille direct “Actions cotées”

Le portefeuille des actions directes cotées a enregistré une performance de 43% contre 26% pour le benchmark, cette performance est attribuée essentiellement aux valeurs bancaires, les cimenteries et le secteur de distribution.



			VALEUR 2007		PERFORMANCE 2007	PLUS - VALUE LATENTE	
			Comptable	Marché		2007	Totale
DIRECTES		%K	2 773	12 240	42%	3 151	9 467
27%	ATTIJARIWafa	2,39%	348	1 423	34%	360	1 075
	BMCE	4,84%	159	2 165	125%	1 203	2 006
	EQDOM	6,02%	18	171	4%	7	153
20%	ONA	3,99%	215	1 102	4%	41	887
	SNI	3,25%	178	590	19%	95	412
28%	CIMAR	7,04%	158	1 429	16%	194	1 271
	LAFARGE	3,88%	81	1 253	78%	519	1 171
17%	BRASSERIES	16,26%	119	859	13%	102	740
	COSUMAR	12,85%	83	461	4%	17	377
3%	AUTO HALL	13,09%	31	744	97%	367	713
4%	MAROC TEL	1,13%	1 223	1 456	13%	169	232
	ADDOHA	1,02%	114	488	18%	72	372
	RISMA	4,49%	34	85	1%	1	51
-	AUTRES		8	15	-	4	6

3. Performance des fonds dédiés obligataires

Les performances des SICAVs CIMR, en 2007, ont été les suivantes :

SICAVs CIMR (en DH)	Actif net (DH)	Perfor- mance 2006	Perfor- mance 2007
SICAV PREVOYANCE	1 910 028 735	21,37%	-2,38%
SICAV AJIAL	1 434 173 612	21,46%	-2,55%
SICAV IDDIKHAR	1 711 588 808	21,90%	-4,34%
SICAV ATTADAMOUN	1 402 242 133	21,48%	-4,61%
PORTEFEUILLE SICAVs CIMR	8 458 033 288	21,55%	-3,38%
BENCHMARK(MBI : 50% MLT+50%LT)	-	18,0%	-3,14%

4. Performance des fonds dédiés actions

FCPs CIMR	Actif net (DH)	Perf. 2006	Perf. 2007
FCP GENERATIONS PERCE	317 302 968	75,60%	30,8%
FCP THARWA	312 580 002	74,87%	32,3%
Portefeuille FCPs CIMR	629 882 970	75,25%	31,6%
Benchmark (CFG25f)		73,80%	34,1%

5. Performance du FCP CIMR INTERNATIONAL

En Mars 2007, le fonds actions dédié à l’international a été éclaté en deux fonds, CIMR international géré par SGAM et CIMR développement nouvellement créé et confié en gestion à EIM (Capital initial de 20M EUR). Cette opération s’inscrit dans le cadre de la stratégie de la CIMR de maximiser la performance en minimisant le risque grâce la diversification qui crée la concurrence entre les gestionnaires (avec un même benchmark).

	Actif Net en EUR		Performance depuis début mandat
	30/03/2007	31/12/2007	
CIMR INTERNATIONAL	20 193 224	20 083 513	-0,54%
EIM	20 000 000	20 635 737	3,13%
FONDS CONSOLIDES	40 193 224	40 719 250	1,31%

ANNEXES :
TITRES CEDES EN 2007

TITRES CEDES EN 2007	Nombre de titres	Prix de vente
ACTIONS		356 125 253
ATLANTA	920	2 024 920
BMCE	115 205	344 013 770
NSI	71 200	7 120 000
DIST. CAPITAL MOROCCO	338	2 966 493
Vte DTS ADDOHA	10	70
Placement Immobilier		2 411 450
INTAJ	720	1 461 450
LE NOTRE	80	950 000
TOTAL		358 536 703

TITRES ACQUIS EN 2007

TITRES ACQUIS EN 2007	Nombre de titres	Prix d'achat
ACTIONS		1 131 945 146
IAM	8 208 210	1 074 697 954
H PARTNERS	250 000	25 000 000
ADDOHA	6 891	21 913 380
MOROCCAN INFR. FUND	4 687	4 687 500
CGI	2 356	2 242 912
ATLANTA	920	1 104 000
SNEP	614	767 500
STOKVIS	912	665 760
SALAFIN	703	471 010
PROMOPHARM S. A	342	300 960
M2M	86	94 170
TOTAL		1 131 945 146

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE AU 31/12/2007

I. TITRES A REVENUS VARIABLES

1) TITRES DE PLACEMENT (sociétés cotées)

ACTIONS MAROCAINES	Nombre	Valeur comptable	Valeur estimée
ATTIJARIWafa BANK	462 070	348 022 880,76	1 423 175 600,00
BMCE	769 006	159 239 163,68	2 164 751 890,00
CIH	1	99,13	630,00
EQDOM	100 606	18 174 339,77	171 030 200,00
BCP	1 635	1 111 800,00	3 758 865,00
ONA	688 772	215 247 641,50	1 102 035 200,00
RISMA	196 283	34 815 300,00	85 383 105,00
SNI	354 052	177 997 683,19	590 204 684,00
CIMENT MAROC	561 674	158 208 008,69	1 429 460 330,00
LAFARGE CEMENTS	677 105	81 167 272,53	1 252 644 250,00
BRANOMA	2	996,27	3 260,00
BRASSERIES DU MAROC	459 425	119 363 668,84	859 124 750,00
COSUMAR	538 608	83 290 529,23	460 509 840,00
AUTO HALL	308 902	31 171 748,20	744 144 918,00
CTM-LN	5	1 608,61	1 650,00
IAM	9 937 131	1 223 455 862,30	1 455 789 691,50
LYDEC	8 892	2 623 140,00	2 756 520,00
ADDOHA	144 721	114 711 492,80	487 709 770,00
CGI	2 356	2 242 912,00	5 725 080,00
M2M	86	94 170,00	85 140,00
STOKVIS	912	665 760,00	710 448,00
SNEP	614	767 500,00	798 200,00
PROMOPHARM S.A	342	300 960,00	266 418,00
SALAFIN	703	471 010,00	590 520,00
TOTAL		2 773 145 547,50	12 240 660 959,50

2) TITRES DE PARTICIPATION (sociétés non cotées)

SOCIETES	Nombre	Valeur comptable	Valeur estimée
CAPITAL MOROCCO L. P	7 997,79	8 000 287,73	8 000 287,73
CASA FIN.MARKETS	135 132,00	13 559 957,88	13 559 957,88
CFG DEVELOPPEMENT	220 000,00	22 000 005,35	22 000 005,35
AM INVEST MOROCCO	300 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00
MOROCCAN INFRASTRE FUND	4 687,00	4 687 499,84	4 687 499,84
NSI	1 214 999,00	121 499 900,00	121 499 900,00
SNCE	20 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
CEMA	3 321,00	1 434 364,94	1 434 364,94
CHERIFIENNE TEXTILES	9 942,00	2 102 102,84	2 102 102,84
GENERAL TIRE	103 170,00	23 531 560,00	23 531 560,00
FRIMA	335,00	13 341,83	13 341,83
SOREAD	23 522,00	24 750 000,00	24 750 000,00
H PARTNERS	250 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00
LARBEL	20 200,00	4 350 954,72	4 350 954,72
TOTAL		282 929 975,13	282 929 975,13

PLACEMENTS IMMOBILIERS	Valeur comptable	AVANCE C. C	TOTAL	Valeur estimation
AVANCE LARBEL		8 458 431,16	8 458 431,16	8 458 431,16
AVANCE C. C . RANILA	5 560 325,00	18 296 040,16	23 856 365,16	23 856 365,16
AVANCE C. C. PASTEUR	2 749 900,00	35 498 368,34	38 248 268,34	38 248 268,34
AVANCE C. C HAWAZINE	703 687,44	2 160 031,25	2 863 718,69	2 863 718,69
AVANCE C. C. NEJMA	99 900,00	12 317 389,61	12 417 289,61	12 417 289,61
AVANCE C. C INNAACHE	99 900,00	13 569 865,38	13 669 765,38	13 669 765,38
STE CENTURIS	22 029 999,25		22 029 999,25	22 029 999,25
SAPINO	6 857 100,00		6 857 100,00	6 857 100,00
STE TANGER FREE ZONE	9 000 000,00		9 000 000,00	9 000 000,00
Part LARBEL chez PASTEUR	100,00		100,00	100,00
TOTAL	47 100 911,69	90 300 125,90	137 401 037,59	137 401 037,59

3) TITRES A REVENUS FIXES

TITRES A REVENUS FIXES ET OPCVM	Nombre	Valeur comptable	Valeur estimée
FCP CIMR INTERNATIONAL		148 097 000	228 120 707
FCP CIMR DEVELOPPEMENT		223 121 505	234 401 288
FONDS D'ETAT ET ASSIMILES		250 549 157,29	250 717 737,15
DEPOT A TERME		1 180 000 000,00	1 194 736 911,11
SICAV PREVOYANCE	4 009	1 910 028 736	2 284 332 009
SICAV IDDIKHAR	4 125	1 711 588 808	1 837 414 013
SICAV AJIAL	3 671	1 434 173 612	1 634 989 576
SICAV ATTADAMOUN	3 367	1 402 242 133	1 476 162 699
FCP GENERATION PERFORMANCE	264 924	317 302 969	793 524 208
FCP THARWA	4 284	312 580 002	724 844 318
TOTAL		8 889 683 921,85	10 659 243 464,86

BILAN AU 31 / 12 / 2007

ACTIF

Rubriques	Valeurs Initiales	Amortissements & Provisions	Valeurs Nettes 2007	Valeurs Nettes 2006
Valeurs Immobilisées	139 186 730,24	33 282 790,79	105 903 939,45	98 127 473,58
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 848 600,00	1 758 279,96	90 320,04	507 080,05
Terrain	15 585 000,00		15 585 000,00	15 585 000,00
Immeuble	66 252 185,00	6 038 188,73	60 213 996,27	55 494 250,00
Matériel Informatique	19 760 958,38	12 319 534,28	7 441 424,10	4 618 651,66
Matériel Roulant	18 400,00	12 880,00	5 520,00	9 200,00
Matériel & Mobilier de Bureau	8 141 663,21	6 364 869,90	1 776 793,31	1 685 644,84
Agenc. Aménag. Installations	10 916 597,40	6 789 037,92	4 127 559,48	2 570 702,73
Autres Valeurs Immobilisées	16 663 326,25		16 663 326,25	17 656 944,30
Valeurs Réalisables	1 677 673 578,32	515 972 855,18	1 161 700 723,14	1 145 106 719,01
ADHérents Retraite Normale	425 122 240,67	316 870 023,40	108 252 217,27	203 580 863,01
ADHérents Retraite complémentaire	11 948 935,46		11 948 935,46	9 613 449,79
ADHérents Effets à Recevoir	51 838 092,41		51 838 092,41	43 989 378,15
Contributions Acquises Non Émises				
Compte Retraite Normale	1 019 971 044,67	123 398 979,99	896 572 064,68	808 885 054,44
Compte Retraite Complémentaire	45 584 275,22	18 937 578,88	26 646 696,34	20 052 926,92
Val.& Produits échus à recevoir	2 504 824,21		2 504 824,21	828 342,23
Revenus PTF Cours non échus	14 905 490,97		14 905 490,97	313 140,49
Compagnies d'assurances R.V & C.R	67 152 719,61	54 982 547,74	12 170 171,87	13 977 727,79
Participations aux bénéfices à recevoir	-		-	26 350 687,57
Débiteurs Divers	38 645 955,10	1 783 725,17	36 862 229,93	17 515 148,62
Valeurs de Placement	12 095 457 632,01	68 469 049,90	12 026 988 582,11	10 195 119 305,21
Fonds d'état & Assimilés	250 499 157,29		250 499 157,29	1 665 157,29
Valeurs à Revenus Fixes	1 180 050 000,00		1 180 050 000,00	500 759 128,88
OPCVM obligataires dédiés	6 458 033 288,23		6 458 033 288,23	6 772 365 457,42
OPCVM Actions dédiés	629 882 969,75		629 882 969,75	593 300 789,19
Valeurs à Revenus Variables	3 427 317 759,39	50 905 301,67	3 376 412 457,72	2 201 531 881,51
Métaux Précieux	4 165 263,05		4 165 263,05	4 165 263,05
Placements Immobiliers	137 401 037,59	17 563 748,23	119 837 289,36	119 770 178,68
Devises	8 108 156,71		8 108 156,71	1 561 449,19
Valeurs disponibles	106 361 339,40		106 361 339,40	91 101 641,64
Banques & CCP	106 334 775,16		106 334 775,16	91 086 534,21
Caisse	26 564,24		26 564,24	15 107,43
TOTAL GÉNÉRAL	14 018 679 279,97	617 724 695,87	13 400 954 584,10	11 529 455 139,44

PASSIF

Rubriques	Montants 2007	Montants 2006
PASSIF NON EXIGIBLE		
Réserve de Prévoyance - Retraite Normale	8 018 320 346,74	7 097 852 406,28
Réserves précédentes	7 097 852 406,28	6 121 550 178,69
Réserve de l'exercice	920 467 940,46	976 302 227,59
Réserve de Prévoyance - Retraite Complémentaire	749 621 036,16	651 821 915,57
Réserves précédentes	651 821 915,57	571 682 165,53
Réserve de l'exercice	97 799 120,59	80 139 750,04
Réserve pour fluctuation portefeuille	4 104 926 522,67	3 248 001 983,21
Réserves précédentes	3 248 001 983,21	2 544 763 527,10
Réserve de l'exercice	856 924 539,46	703 238 456,11
Résultat / réalisation val. mobilières	856 258 613,62	
Reprise / Provision Titres	714 887,04	
Dotation / Provision Titres	-48 961,20	
PASSIF EXIGIBLE	528 086 678,53	531 778 834,38
Allocations Échues non Payées	335 267 097,99	327 453 834,67
État Impôts à payer	14 637 645,85	35 373 086,57
Créditeurs divers	160 351 704,58	153 399 324,95
Charges à payer	11 869 149,92	12 183 273,23
Banques	5 961 080,19	3 369 314,96
TOTAL GÉNÉRAL	13 400 954 584,10	11 529 455 139,44

COMPTE DE PRODUITS & CHARGES AU 31 / 12 / 2007

PRODUITS

RUBRIQUES	2007	2006
Cotisations ADHérents	1 063 200,00	1 003 440,00
Contributions, Part patronale	1 749 098 973,68	1 632 105 134,13
Contributions, Part salariale	1 406 809 740,39	1 322 995 576,68
Surprimes et Rachats services passés	74 880 786,50	76 879 692,24
Contributions Assurances	16 483 539,73	20 645 061,26
Rentes de Capitalisation	31 999 824,55	28 631 001,67
Indemnités de Radiation	17 339 705,40	726 303,95
Intérêts de Retard ADHérents	25 272 819,76	41 475 407,56
Reprise / Prov. Créances des ADHérents	173 380 965,25	57 444 609,18
Produits Techniques	3 496 329 555,26	3 181 906 226,67
* Retraite Normale	3 406 235 998,52	3 108 046 881,89
* Retraite Complémentaire	90 093 556,74	73 859 344,78
Revenus de Valeurs Mobilières	310 794 802,96	207 420 503,66
Bénéfices sur réalisation Valeurs Mobilières	856 217 836,29	698 209 740,05
Profits de Change	206 729,79	11 876,08
Intérêts Fonds de Dépôt	36 570 707,16	3 402 222,96
Revenus locatifs	1 457 406,67	2 078 508,81
Intérêts Prêts Personnel	608 422,15	657 294,53
Reprise / Prov. Dépréc. Titres	714 887,04	13 186 606,41
Produits de Patrimoine	1 206 570 792,06	924 966 752,50
* Retraite Normale	1 168 091 379,62	892 180 183,25
* Retraite Complémentaire	38 479 412,44	32 786 569,25
Profits Exercices Antérieurs	421 912,89	4 642 710,81
Profits Exceptionnels	95 883,75	1 167 349,51
Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs	517 796,64	5 810 060,32
* Retraite Normale	515 152,36	5 782 082,34
* Retraite Complémentaire	2 644,28	27 977,98
TOTAL DES PRODUITS	4 703 418 143,96	4 112 683 039,49
* Retraite Normale	4 574 842 530,50	4 006 009 147,48
* Retraite Complémentaire	128 575 613,46	106 673 892,01
TOTAL GÉNÉRAL	4 703 418 143,96	4 112 683 039,49

CHARGES

RUBRIQUES	2007	2006
Allocations retraites, part répartition	2 268 305 060,42	2 114 062 072,91
Allocations retraites, part capitalisation	31 999 824,55	28 631 001,67
Options en Capital	170 587 136,51	96 190 284,57
Remboursement de Cotisations Salariales	29 473 515,18	20 816 789,07
Allocations Option de Rachat	16 798 088,18	6 088 578,26
Dotations Provisions Créances ADHérents Litigieux et radiés	197 446 872,23	0,00
Dotations Provisions Créances Rentes Viagères	14 230 905,43	4 973 090,77
Charges Techniques	2 728 841 402,50	2 270 761 817,25
* Retraite Normale	2 700 933 429,83	2 246 339 380,91
* Retraite Complémentaire	27 907 972,67	24 422 436,34
Dotations. Prov. dépréciation des Titres	48 961,20	7 200 022,31
Droits de garde / Titres	3 808 197,17	2 682 233,87
Frais Opérations / Titres	16 195 087,39	1 504 335,78
Pertes sur Réalisations valeurs mobilières	0,00	956 720,61
Pertes de Changes	165 952,46	13 023,51
Dotations. Prov. dépréciation des créances / loyer	1 310 509,31	473 215,86
Frais de gestion patrimoine immobilier	795 773,55	408 423,90
Retenues à la source sur PTF	7 300 943,25	470 444,44
Charges et pertes de patrimoine	29 625 424,33	13 708 420,28
* Retraite Normale	28 680 623,64	13 222 508,68
* Retraite Complémentaire	944 800,69	485 911,60
Frais Généraux	63 142 073,87	61 971 446,94
Dotations aux amortissements	6 505 445,46	5 803 417,39
Pertes sur Exercices Antérieurs	4 019,65	697 951,23
Pertes Exceptionnelles	108 177,64	59 552,66
Frais généraux et Pertes	69 759 716,62	68 532 368,22
* Retraite Normale	67 835 997,12	66 906 574,18
* Retraite Complémentaire	1 923 719,50	1 625 794,04
TOTAL DES CHARGES	2 828 226 543,45	2 353 002 605,75
* Retraite Normale	2 797 450 050,59	2 326 468 463,78
* Retraite Complémentaire	30 776 492,86	26 534 141,97
RÉSERVE DE PRÉVOYANCE DE L'EXERCICE	1 018 267 061,05	1 056 441 977,63
* Part Retraite Normale	920 467 940,46	976 302 227,59
* Part Retraite Complémentaire	97 799 120,59	80 139 750,04
* Réserve fluctuation portefeuille	856 924 539,46	703 238 456,11
TOTAL DES RÉSERVES	1 875 191 600,51	1 759 680 433,74
TOTAL GÉNÉRAL	4 703 418 143,96	4 112 683 039,49

6

La Pérennité du régime en 2007

Questions à Abderrahim JANANI - Actuaire,
Directeur de l'Exploitation

Bilan actuariel de l'exercice 2007

QUESTIONS À ...



ABDERRAHIM JANANI
ACTUAIRE – DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

1- Depuis 2003, date de mise en œuvre de sa réforme, on constate que la CIMR vit une situation particulière dans le paysage marocain de la retraite, puisqu'elle a retrouvé ses équilibres financiers et que son bilan actuariel fait ressortir la pérennité de son régime sur un horizon de 60 ans. A quoi cela est-il dû ?

La pérennité du régime CIMR reflète l'efficacité de la réforme 2003 et des mesures prises dans ce cadre. Ces mesures ont été d'autant plus efficaces que, pour les arrêter, la CIMR s'est basée sur des hypothèses très prudentes, notamment en ce qui concerne l'évolution des effectifs et le rendement financier ; des hypothèses que nous dépassons régulièrement et largement depuis 2003.

Une réforme est un événement normal dans la vie d'une caisse de retraite. En effet, les régimes de retraite, qu'ils soient gérés en capitalisation ou en répartition, sont soumis à un certain nombre de facteurs exogènes qui influent sur leur pérennité d'où la nécessité de temps à autres, de recourir, à des réformes pour les équilibrer.

Au-delà de la réforme paramétrique qui lui a permis de retrouver l'équilibre financier, la réforme 2003 a marqué un tournant pour la CIMR. En effet, cette réforme a introduit une nouvelle vision de la gouvernance et a instauré le principe de pilotage qui nous permet de suivre le régime de manière régulière.

Ainsi, depuis 2003, afin de nous assurer de la pérennité du régime, nous réalisons chaque année des bilans actuariels et des projections des ressources du régime, pour analyser son évolution sur un horizon de plus de 40 ans.

Ce qui revient à dire que si une année nous nous rendions compte qu'un risque de déséquilibre guettait le régime de la CIMR, nous aurions devant nous une période suffisamment longue pour mettre en œuvre les mesures adéquates et surtout douces pour lui permettre de recouvrer son équilibre.

2- Le bilan actuariel montre que le régime de la CIMR est pérenne. Toutefois, les tests de sensibilité laissent apparaître quelques fragilités. Pouvez-vous nous les commenter ?

Il ne s'agit pas de fragilités mais de tests de sensibilités que nous réalisons annuellement pour savoir quel serait le comportement du régime face à des situations difficiles que, par ailleurs, nous jugeons peu probables.

Il faut savoir que les projections réalisées à long terme nous imposent de faire un choix d'hypothèses. A la CIMR, c'est la prudence qui prévaut dans le choix de ces hypothèses particulièrement celles qui ont un impact fort et direct sur la pérennité du régime, à savoir le rendement financier et le taux d'évolution des effectifs.

Ainsi, pour l'hypothèse du bilan actuariel sur le rendement financier, nous avons retenu un taux de 5% même si la CIMR réalise un taux beaucoup plus élevé depuis 2003. Ce que nous montrent les tests de sensibilité, c'est qu'en fait, même avec un rendement plus faible, de 4,6%, le régime reste pérenne.

La deuxième hypothèse importante du bilan actuariel est celle du recrutement de nouveaux affiliés pour le régime. Pour cette hypothèse, nous avons choisi un taux d'évolution des effectifs de 0,5% par an, sachant que le taux réel constaté depuis 1998 est de 1,51%, et 1,98% depuis 2003.

Les tests de sensibilité montrent que même si la CIMR reste sur un effectif stable et donc, sans évolution, elle peut honorer ses engagements jusqu'en 2044.

Ces tests de sensibilité nous permettent en définitive d'identifier les points de vigilance, qui sont de maintenir une gestion financière efficace et de soutenir le développement « commercial » du régime pour assurer un accroissement des actifs cotisants.

3- De manière générale, quelles conclusions faut-il en tirer ?

La principale conclusion à tirer du bilan actuariel de cette année est que le régime se comporte bien et respecte les deux critères de pérennité fixés par la charte de pilotage et qui sont : un fonds positif sur toute la période de projection et une tendance ascendante à la fin de cette période.

Evidemment, étant donné la difficulté de prévoir avec certitude ce qui va se passer dans le futur, le régime reste sous surveillance et nous nous sommes organisés de manière à suivre annuellement le régime avec un choix prudent d'hypothèses et des études permanentes pour éviter toute dérive.

BILAN ACTUARIEL DE L'EXERCICE 2007

Le présent bilan actuariel 2007 expose l'état du régime à la fin de l'exercice 2007, c'est-à-dire cinq années après la prise d'effet de la réforme entérinée par l'AGE du 12 mars 2003.

Cette réforme a consacré la «répartition provisionnée» comme mode de gestion technique et financière du régime.

La gestion en répartition provisionnée nécessite que la situation du régime soit analysée régulièrement afin de s'assurer que la pérennité du régime est acquise sur des horizons glissants d'au moins 40 années.

Il a été décidé pour la CIMR de mener ces analyses annuellement, et c'est dans cet esprit que les bilans actuariels annuels depuis 2002 avaient été menés.

Le bilan 2007, à travers les observations effectuées après quatre années de fonctionnement sur les bases nouvelles, permet d'effectuer les premières comparaisons entre prévisions et observations.

Ces constats conduisent à confirmer la grande sensibilité du résultat à certaines hypothèses, du fait notamment de la faible couverture des engagements par des actifs représentatifs.

Il convient de signaler que les programmes informatiques servant à extraire les données servant à établir le Bilan Actuariel 2007, ont fait l'objet d'un audit par le cabinet DELOITTE en septembre 2006, qui a conclu à leur intégrité.

Le bilan actuariel 2007 montre, comme ceux réalisés annuellement à partir de 2002, que le régime reste pérenne, mais cette pérennité ne s'affirmera dans le temps qu'au prix d'une augmentation régulière du nombre des actifs cotisants et d'un rendement adéquat du portefeuille financier.

RESSOURCES ET PRESTATIONS DU RÉGIME EN 2007⁽¹⁾

Les ressources opérationnelles du régime en 2007 ont été

En MDH	31/12/2007	31/12/2006	Evolution
Contributions patronales	1 749	1 632	7,17%
Cotisations salariales	1 407	1 323	6,34%
Contributions associatives	1,063	1,003	5,96%
Autres produits techniques	339	226	50,29%
Total des ressources	3 496	3 182	9,88%

En MDH	31/12/2007	31/12/2006	Evolution
Prestations	2 729	2 271	20,17%
Frais	69,2	62,5	10,75%
Total des prestations	2 798	2 333	19,92%

Avant produits financiers, le dépassement des dépenses par les ressources, au titre de l'exercice 2007 s'élève à 698 MDH.

Parallèlement, les résultats financiers de l'exercice s'élèvent à 1 177 MDH, ce qui porte le dépassement des dépenses par les ressources à 1 875 MDH.

(1) Source : Etats financiers 2007

VALORISATION DES ENGAGEMENTS

Les principales hypothèses du scénario de référence retenu pour les études actuarielles sont décrites ci-dessous et détaillées dans le Cahier d'Hypothèses Actuarielles. Elles respectent les dispositions de la réforme.

La valeur actuelle probable (VAP) des prestations s'élève en groupe semi-fermé ⁽²⁾ à :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
Retraités et ayants cause	25,9	24,0	8,0%
Actifs et ayants droit	71,4	66,4	7,4%
Total	97,2	90,4	7,6%

Cette valeur actuelle probable se répartit en fonction des droits acquis⁽³⁾ et des droits futurs de la façon suivante :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
Droits acquis	62,3	58,1	7,1%
Droits futurs	34,9	32,2	8,4%
Total	97,2	90,4	7,6%

La valeur actuelle probable des ressources s'élève à :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
VAP des ressources	36,2	33,4	8,1%

La réserve de prévoyance (calculée comme étant la somme de la valeur comptable du fonds de prévoyance et la moitié des plus-values latentes) est évaluée à :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
Réserve de prévoyance	18,0	14,6	23,5%

La valeur actuelle totale des ressources est donc évaluée à :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
VAP total ressources	54,1	48,0	12,8%

L'engagement net, non couvert par des cotisations futures ni par le fonds existant, s'élève à :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
Engagement net non couvert	43,1	42,4	1,7%

(2) VAP des flux (prestations ou cotisations) en groupe semi-fermé : représente la valeur actuelle des flux financiers probables de la population actuelle des actifs et retraités (hors nouveaux entrants). Ces flux intègrent les droits passés et les droits futurs.
(3) Droits acquis : VAP des flux (prestations ou cotisations) financiers probables de la population actuelle des actifs et retraités en groupe fermé (hors nouveaux entrants). Ces flux intègrent uniquement les droits passés.

Le taux de préfinancement (ratio de la valeur de la Réserve de Prévoyance et de la valeur actuelle probable des ressources sur la valeur actuelle probable des prestations) et le taux de couverture (ratio de la valeur de la Réserve de Prévoyance sur la valeur actuelle probable des droits acquis) s'élèvent à :

En Mds DH	31/12/2007	31/12/2006	Ecart
Taux de préfinancement	55,7%	53,2%	4,8%
Taux de couverture	28,8%	25,1%	15,2%

AJUSTEMENTS PARAMÉTRIQUES DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES À FIN 2007

Les hypothèses actuarielles retenues dans les études

Hypothèse	Valeur retenue pour le Bilan Actuariel 2006	Valeur retenue pour le Bilan Actuariel 2007
Inflation	2%	2%
Taux de rendement financier	5% (taux nominal)	5% (taux nominal)
Taux d'actualisation	5% (taux nominal)	5% (taux nominal)
Evolution annuelle du salaire des actifs	6% (taux nominal)	6% (taux nominal)
Evolution annuelle du salaire des nouveaux entrants	4% (taux nominal)	4% (taux nominal)
Evolution annuelle des actifs	0,50%	0,50%
Table de mortalité	PF 60/64 avec dérive (+1trim / 2 ans)	PF 60/64 avec dérive (+1trim / 2 ans)
Evolution annuelle du salaire de référence	4%	4%
Evolution annuelle de la valeur du point à la liquidation	0% jusqu'en 2010, 4% ensuite	0% jusqu'en 2010, 4% ensuite
Evolution annuelle de la valeur du point en service	0,7% jusqu'en 2010, 1% ensuite	0,7% jusqu'en 2010, 1% ensuite
Taux garanti sur le capital C.I.M.R.	3,25%+0,25%	3,25%+0,25%
Montant de la réserve de prévoyance	14,6 Mds DH	18,0 Mds DH

Les hypothèses de base du bilan 2006 ont été maintenues.

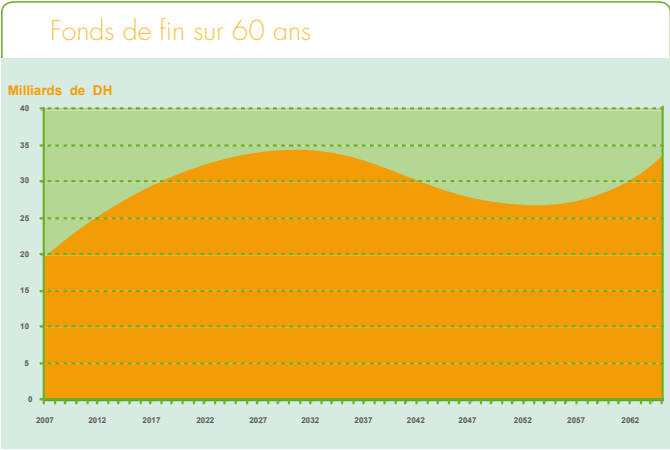
PROFIL DE LA RÉSERVE DE PRÉVOYANCE

Le principe de pérennité suppose que le profil de la réserve de prévoyance doit satisfaire deux conditions :

- Les valeurs du fonds ne doivent jamais être négatives,
- La tendance de variation du fonds doit être positive en fin de projection.

Profil du fonds au 31/12/2007

La réserve de prévoyance avec les données 2007 et les mêmes hypothèses que le bilan 2006 est présentée ci-dessous :



Le graphe montre que les deux principes de pérennité sont respectés puisque le fonds est toujours positif avec une tendance ascendante en fin de projection.

TESTS DE SENSIBILITÉ

Conformément aux prescriptions comptables internationales et dans un souci de clarté, une analyse de la sensibilité du profil du fonds en fonction de certaines variations d’hypothèses actuarielles a été effectuée.

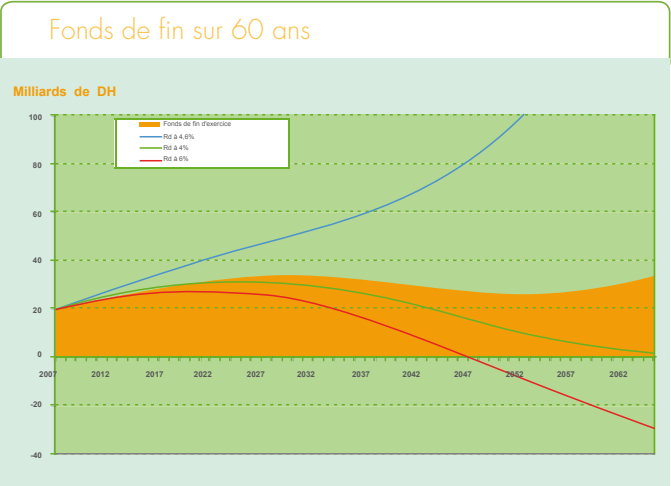
Taux de placement

Les tests proposés prennent en compte une variation des taux de placement de + 1% et de - 1%. On précise que le taux d’actualisation varie du même taux.

VARIATION DU TAUX DE PRÉFINANCEMENT ET DU TAUX DE COUVERTURE :

	Initial	+ 1%	- 1%
Taux de préfinancement	55,7%	64,0%	48,5%
Taux de couverture	28,8%	33,3%	24,6%

VARIATION DU PROFIL DE LA RÉSERVE DE PRÉVOYANCE :

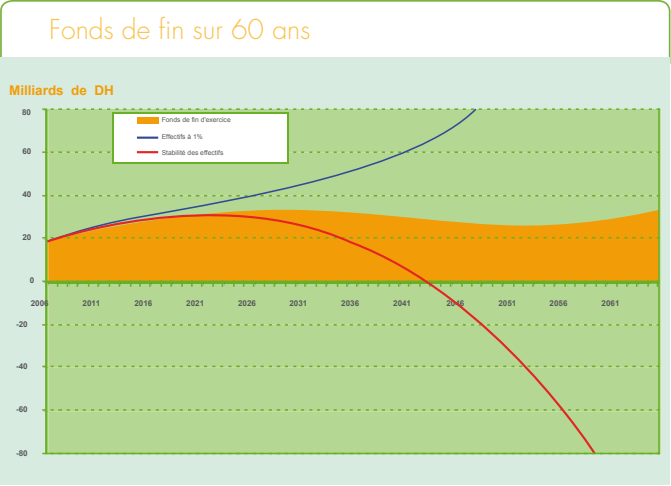


Le test montre qu’avec un taux de rendement de 4%, le régime n’est plus pérenne. Il devient négatif en 2048. Avec un taux de rendement de 4,6%, le fonds est positif sur toute la durée de projection.

Croissance démographique

Les tests proposés prennent en compte un taux d’évolution des actifs de 1% et une stabilité des effectifs au lieu de 0,5 % par an.

VARIATION DU PROFIL DE LA RÉSERVE DE PRÉVOYANCE :



Le test montre, une fois de plus, la nécessité pour la CIMR d’accéder à un statut qui lui permette de rallier dans l’avenir les entreprises non-adhérentes. Cette remarque rejoint l’un des points clef abordé à l’occasion de la réforme 2003 : faire en sorte que la CIMR devienne un régime complémentaire obligatoire.

7

Contrôle et surveillance

- ☐ Rapport du Commissaire aux comptes
- ☐ Rapport de l'Actuaire Indépendant
- ☐ Rapport de l'Audit de la Gestion Financière

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

Au Conseil d'Administration
Caisse Interprofessionnelle Marocaine
de Retraites (CIMR)
100, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

1. Nous avons audité le bilan de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite (CIMR) arrêté au 31 décembre 2007 ci-joint, ainsi que le compte d'exploitation pour l'exercice clos à cette date. La préparation de ces états de synthèse relève de la responsabilité de la Direction Générale. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états de synthèse, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel l'audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également, une appréciation des principes comptables utilisés, et des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion.

2. A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite (CIMR) au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Le 18 avril 2008

Price Waterhouse



A. Bidah
Associé



Certification de l'actuaire indépendant

En exécution de la mission confiée par la CIMR, nous avons réalisé un audit du bilan actuariel 2007.

Les travaux menés se sont appuyés sur les documents transmis par le Département Actuariat de la CIMR dont la liste exhaustive est jointe en annexe.

Les travaux d'audit ont consisté à vérifier que les procédures mises en œuvre pour l'établissement du bilan étaient conformes au *Cahier de procédure du bilan actuariel*. Le logiciel LASER en lui-même n'a pas été revu, celui-ci ayant déjà fait l'objet d'un audit lors des années précédentes.

Sous réserve du point susmentionné, les évaluations actuarielles peuvent en conséquence être considérées comme représentatives de la situation de la Caisse et de la perspective d'évolution du fonds de réserves.

Enfin, dans le cadre des fonctions qui lui sont dévolues, le Département Actuariat de la CIMR devra continuer à définir et à mener les études statistiques visant à consolider les choix d'hypothèses actuarielles pour les bilans futurs.

Pour TOWERS PERRIN,
Le 19/05/2008

Gilles Dureuil
Actuaire qualifié, consultant

François Cheynet
Actuaire qualifié, directeur associé

RAPPORT SUR L'AUDIT DE LA GESTION FINANCIÈRE

AUDIT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE

Notre mission a porté sur les conditions dans laquelle s'effectuait la gestion des 7 sociétés – 5 marocaines et 2 européennes – qui ont en charge les avoirs de la CIMR. L'approche qui a sous-tendu cette analyse a été la même pour chacune des sociétés concernées; elle a porté principalement sur :

- Le processus d'investissement et construction d'un portefeuille type équivalent à celui de la CIMR,
- Le circuit des transactions à l'intérieur de la société,
- L'analyse des procédures de traitement des opérations,
- Le contrôle interne,
- Le contrôle des risques,
- La performance,
- Le reporting.

Deux facteurs ont été mis en évidence comme élément de distinction des dites sociétés :

- *La taille* : le mode d'organisation est d'autant plus structuré, les processus et procédures de gestion d'autant plus formalisés que la taille de la société est importante.
- *La liquidité du marché* : plus le(s) marché(s) sur le(s) quel(s) la société de gestion intervient est large et liquide, plus son organisation est structurée et ses processus formalisés.

L'ensemble des sociétés de gestion inspectées remplit les critères de bonne gouvernance, que ce soit sur le plan réglementaire ou contractuel, et se conforme aux normes du ou des marchés sur le(s)quel(s) elles interviennent.

Le marché marocain (actions et obligations) étant étroit et peu liquide, il conditionne l'organisation des sociétés de gestion marocaines dans le sens d'une organisation moins stricte et de processus de gestion moins formalisés.

A l'inverse, les deux sociétés de gestions intervenant sur les marchés mondiaux font preuve d'une organisation plus rigoureuse et d'un plus grand formalisme dans leurs procédures. A ce titre, les recommandations du rapport présenté ci-dessous porteront principalement sur le marché marocain et conditions dans lesquelles s'y exerce la gestion.

CONCLUSION

Après examen des sociétés de gestion ayant la responsabilité des fonds délégués de la CIMR, il apparaît qu'elles remplissent toutes leurs obligations réglementaires et contractuelles et qu'elles assurent à la CIMR un service de bonne qualité.

Il est à noter, qu'en ce qui concerne les sociétés de gestion marocaines, la CIMR est dans 3 cas sur 4, leur premier client.

Le mode de reporting instauré par la CIMR a contribué par ailleurs à structurer de façon notable le mode de fonctionnement desdites sociétés. Ce reporting est complet : il est établi de façon détaillée et avec une très bonne qualité par chacune des sociétés de gestion.

En ce qui concerne les 2 sociétés qui gèrent les actifs étrangers de la CIMR, aucune remarque particulière sur leur organisation et leur mode de gestion n'est à formuler : elles offrent un service de bonne qualité à la CIMR.

En ce qui concerne les sociétés marocaines, la spécificité du marché marocain et notamment son manque de liquidité, permettent d'envisager des améliorations dans les règles qu'imposent la CIMR à ses mandataires.

La tendance naturelle de ces sociétés de « coller » à l'indice de référence peut être atténuée par l'instauration d'une mesure de performance fondée sur le critère de performance absolue, en créant un esprit de compétition plus important entre elles.

Cette concurrence nouvelle entre les sociétés de gestion pourra les amener à prendre des risques supplémentaires non productifs pour la CIMR : celle-ci devra établir un contrôle strict des risques dont tous les paramètres sont déjà en place mais non utilisés.

La création d'un fonds LT spécifique qui regrouperait tous les titres à long terme de la CIMR aujourd'hui éclatés au sein de plusieurs sociétés de gestion et pas réellement gérés, permettrait d'augmenter le rendement de ces titres. Ceux-ci sont actuellement surévalués dans les portefeuilles de la CIMR du fait qu'ils ne sont pas comptabilisés à leur valeur de marché (qui n'existe pas faute de transactions) mais sur la base d'une courbe des taux « théorique » publiée par la Banque Centrale à des fins de valorisation réglementaire des OPCVM.

AUDIT DE LA GESTION DIRECTE

De part son statut d'Association à but non lucratif et en accord avec les lois en vigueur, la CIMR n'est soumise à aucune réglementation régissant les différents intervenants du marché financier au sens large (assurances, banques....)

Dans ce contexte et afin de palier cette absence de référentiel réglementaire, la CIMR a entrepris une réforme de sa gestion financière en 2003 sur trois aspects :

- Adoption d'une réglementation interne (aucune réglementation appropriée à l'activité de la CIMR),
- Mise en place des instances de gouvernance : comité de pilotage, comité d'audit et comités d'Investissement,
- Délégation de la gestion des actifs (sauf participations stables).

Cette réforme a pour principal but de renforcer et améliorer les insuffisances suivantes :

- Approche globale du marché,
- Veille de marché,
- Politique de gestion du risque
- Politique de rebalancement,
- Philosophie d'investissement, de règles prudentielles,
- Présence sur certains segments porteurs (immobilier, produits structurés....),
- Politique de contrôle interne, audit externe, formalisation de la gouvernance...

Ainsi, la gestion financière de la CIMR repose sur trois axe clés :

- Objectifs stratégiques,
- Choix stratégiques,
- Gouvernance.

Les objectifs stratégiques obéissent à une logique de rendement et sécurité (rapport risque/performance), d'indépendance (intérêt des affiliés) et de transparence (communication).

Les choix stratégiques définissent :

- Les classes d'actifs autorisées, l'allocation stratégique et le rebalancement,
- l'allocation tactique,
- Les modes de gestion et les règles prudentielles,
- La politique de réalisation des plus-values latentes,
- La gestion des risques et le contrôle interne.

La gouvernance repose quant à elle sur 3 organes principaux que sont le Conseil d'administration, le Comité d'investissement et le Comité d'Audit.

CONCLUSION

Dans son ensemble, les règles qui régissent les processus d'investissement liés à la gestion directe sont :

- Robustes,
- Résultent d'une réelle analyse qui tient à la fois compte des objectifs à long terme de la CIMR et de son appétence pour le risque.

Malgré l'absence de référentiel réglementaire, la CIMR a mis en place une gouvernance satisfaisante et des règles internes adaptées à son environnement financier.

L'ensemble de ce dispositif doit néanmoins être renforcé par la mise en place d'une fonction RISK Management indépendante, d'un contrôle interne et de reporting appropriés.

Ce dispositif devra également être à moyen terme renforcé par la mise en place d'outils de pilotage et de mesure des risques en lien avec la gestion déléguée et les intervenants externes (SGAM UK par exemple) .

8

Gouvernance de la CIMR

 **Activité du Comité de pilotage**

 **Activité du Comité d'Audit**

ACTIVITÉ DU COMITÉ DE PILOTAGE EN 2007

Au cours de l'exercice 2007, le comité de pilotage s'est réuni à quatre reprises.

Le premier comité de pilotage, du fait de l'importance du thème inscrit à son ordre du jour, a élargi sa composition à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration qui ont tous, exceptionnellement, été invités à y participer.

En effet, ce comité avait pour objectif de mener la réflexion sur la réforme de la CIMR, à la lumière des rapports des études actuarielles et juridiques discutées lors de la réunion du Conseil d'Administration du 26 février 2007, et de formuler une proposition concernant cette réforme.

A l'issue de cette réunion, les administrateurs se sont accordés sur la nécessité de maintenir l'autonomie de la CIMR, en la dotant d'un statut sui generis, et ont validé la démarche entamée par la caisse et visant à mettre en place un cadre juridique approprié.

Dans ce sens, il a également été décidé de proposer au Conseil d'Administration d'adresser une correspondance au Premier Ministre, en sa qualité de Président de la Commission Nationale, afin de lui faire part de cette vision.

Au cours du deuxième comité de pilotage, les membres ont examiné les recommandations issues du Comité de Pilotage élargi, réuni le 13 mars 2007, afin de mener la réflexion quant à leur mise en œuvre.

Ainsi, les membres du Comité de Pilotage ont approuvé la recommandation de doter la CIMR d'un statut sui generis dans le cadre d'une gestion autonome, ainsi que les principes avancés pour ce statut.

Les membres du Comité de Pilotage ont rappelé la décision visant à sensibiliser Monsieur le Premier Ministre

sur la situation de la CIMR et sur la nécessité de trouver une solution urgente au problème posé par le code des assurances.

Le troisième comité de pilotage a quant à lui principalement traité de questions financières. Ainsi, les membres ont analysé et approuvé les résultats comptables arrêtés à fin décembre 2006 ainsi que ceux de la gestion financière du même exercice et à fin mars 2007. De même, le comité a examiné les résultats du bilan actuariel ainsi que la détermination du taux de revalorisation des capitaux pour l'exercice 2007.

Par ailleurs, les membres du comité ont analysé la démarche proposée par le cabinet de conseil concernant l'optimisation de l'allocation stratégique d'actif.

Dans le même volet, les membres du comité ont traité de la politique de diversification de la gestion financière, notamment par l'investissement dans les produits structurés, les fonds touristiques et la possibilité de l'introduction de la poche action dans les SICAV obligataires.

Les projets d'investissement ont également été examinés par le comité, notamment la participation dans la privatisation de 4% de IAM ainsi que le projet Maghreb Petroleum Exploration (MPE).

En fin, le comité a analysé le projet d'acquisition et d'aménagement de la nouvelle agence centrale de la CIMR.

Au cours du dernier comité de pilotage, les membres ont examiné la question de la réforme de la CIMR. Les participants ont rappelé la nécessité et l'urgence de trouver une solution avant le début de l'année 2008 pour permettre à la CIMR de poursuivre son activité.

Le comité a examiné la question relative au contrôle fiscal de la CIMR et a proposé de présenter au prochain Conseil d'Administration la problématique de ce contrôle et les étapes de réponse à l'Administration fiscale.

Le comité a analysé et approuvé les résultats de la gestion financière à fin septembre 2007 ainsi que les projets d'investissement, notamment le Fonds actif capital 1, Capital North Africa Venture, le Fonds XPANSION ainsi que l'opération de Ventes des titres BMCE.

De même, le comité a examiné la nouvelle stratégie financière en analysant les objectifs stratégiques, le mode de gouvernance ainsi que les objectifs stratégiques.

Enfin, le comité a examiné la sélection d'un consultant pour la gestion stable ainsi qu'un auditeur indépendant pour l'Audit de la gestion financière.

ACTIVITÉ DU COMITÉ D'AUDIT EN 2007

Sur recommandation du commissaire aux comptes de la CIMR, le cabinet Price Water House, le comité d'audit a décidé d'augmenter la fréquence de ses réunions annuelles d'une à deux fois par an. L'objectif étant d'augmenter son rôle de gouvernance au niveau de la caisse.

En effet, le comité a tenu pendant l'année 2008, deux réunions :

- La première le 26 mai 2008 consacrée à l'examen et à la validation des comptes arrêtés au 31 décembre 2007 et la lecture du rapport de l'auditeur indépendant pour ledit exercice.
- La deuxième réunion tenue le 05 novembre 2008 consacrée principalement à la présentation des résultats du projet de mise en œuvre de la fonction risk management de la CIMR.

Les points examinés par le comité d'audit lors des deux réunions:

- Les comptes arrêtés au 31/12/2007 et le rapport de l'auditeur indépendant sur les comptes de la CIMR.
- Le système de Risk Management de la CIMR ayant démarré en 2007, le comité a examiné les résultats de la phase de mise en place de la fonction risk management, notamment, les deux cartographies des risques, les plans d'actions retenus, la politique de gestion du risque et l'organisation cible du système. Actuellement, le projet est en phase de déploiement.
- Suivi de la mise en place des recommandations de l'auditeur sur les contrôles généraux informatiques réalisés par le cabinet Deloitte Paris.

- L'état d'avancement de la mission de nettoyage des données qui est en phase de finalisation.
- Une présentation du plan d'audit 2008 et son état d'avancement.

9

Aménagements statutaires et réglementaires

Rapport du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Extraordinaire
du 2 décembre 2008

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 2 DECEMBRE 2008

En décembre 2007, le parlement a adopté une loi modificative du code des assurances qui exclut la CIMR de son champ d'application et institue le principe du contrôle de l'Etat, dont les modalités seront fixées ultérieurement. Cette loi n'invoque pas la nécessité d'adopter un nouveau statut juridique de la CIMR.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de la CIMR a adopté des pratiques modernes de gouvernance, allant bien au-delà des exigences du dahir du 15 novembre 1958 réglementant le droit des associations, qui placent notre caisse aux meilleurs standards en la matière.

Cependant, en l'absence de dispositions réglementaires ou statutaires imposant ces règles de gouvernance, la situation peut sembler fragile à un observateur externe.

Les modifications statutaires proposées, visent à « institutionnaliser » les pratiques de gouvernance de la CIMR, en les inscrivant dans les statuts et en y apportant quelques améliorations s'inspirant des normes les plus exigeantes.

L'occasion de ces modifications a été saisie pour introduire d'autres mesures dans le but d'améliorer le fonctionnement du régime, de le rendre accessible et en adéquation avec les besoins de toutes les catégories d'entreprises et de maîtriser certains risques.

Le présent projet d'amendement a été élaboré avec la collaboration de nos conseillers juridique et fiscal : Maître Rachid LAZRAK et Monsieur Mohamed HDID.

Ci-après les principales modifications proposées :

1- MISE EN CONFORMITÉ DES TEXTES AVEC LES PRATIQUES DE BONNE GOUVERNANCE EN Y APPORTANT DES AMÉLIORATIONS

• CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Préciser que les membres du Conseil sont des personnes physiques.
- Supprimer la disposition qui n'a jamais été mise en application, prévoyant le renouvellement des administrateurs par moitié tous les deux ans.
- Formaliser la pratique de la cooptation des membres par le Conseil et leur ratification par l'Assemblée en cas de vacance.
- Préciser les modalités de convocation par le Président et par la majorité des membres et d'introduire la possibilité de convocation par les commissaires aux comptes.
- Instituer le principe de deux réunions au moins par an dont une pour arrêter le budget de l'exercice suivant.
- Formaliser les modalités d'établissement, de validation, de communication et d'archivage des procès verbaux.
- Introduire la fonction de Directeur Général et de Directeur Général Délégué, la première pouvant être cumulée avec celle de Président.

• COMITÉS DU CONSEIL

- Institutionnaliser les comités spécialisés issus du Conseil d'Administration, à l'instar du Comité de Pilotage. Il s'agit du comité d'audit, du comité d'investissements et du comité des rémunérations et des nominations.
- Préciser pour chacun de ces comités la composition et les attributions.

• CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Fixer les règles devant régir les conventions conclues par la CIMR et impliquant directement ou indirectement les intérêts de membres du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale ou de leurs proches.

• CONTRÔLE ET SURVEILLANCE

Institutionnaliser le principe de la désignation de deux commissaires aux comptes et fixer leur champ d'action.

• ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

- Instituer l'obligation de convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire au plus tard durant les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Subordonner le droit de participation aux assemblées au paiement des contributions échues au moins six mois avant la date de convocation.
- Définir les modalités de convocation et de publicité des Assemblées.
- Préciser les documents qui devront accompagner les convocations aux Assemblées.
- Limiter les quorums des Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire respectivement au quart au lieu de la moitié, et à la moitié au lieu des deux tiers du nombre de voix.
- Fixer la règle de majorité pour le vote des résolutions dans les deux assemblées à 50%.
- Fixer les modalités pratiques d'inscription des délégués pour assister aux assemblées.
- Définir le contenu des procès verbaux, le processus de leur validation, les modalités de leur conservation et de leur consultation.

2- ADAPTATION DU RÉGIME AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES SALARIÉS

- Elargir le choix des taux de contribution.
- Assouplir les conditions de rachat de points de retraite supplémentaires.
- Déplaçonnement de l'assiette de cotisation.
- Mise en conformité de l'âge minimum d'affiliation avec la législation du travail en vigueur.

3- AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

- Transformer le régime de retraite complémentaire en simple changement du taux de cotisation, sans toutefois l'obligation d'un effectif minimum.
- Prévoir la prise en compte des périodes ayant fait l'objet de rachats pour l'appréciation du minimum de cinq ans de contributions ouvrant droit à pension.
- Fixer le taux d'évolution annuel du salaire de référence au-delà de l'année 2010, en fonction de l'évolution de la moyenne des salaires au titre de l'année écoulée au lieu de la même année. Cette mesure permettra la détermination de ce paramètre durant les trois premiers mois de l'année considérée au lieu de l'année suivante. Ce qui est susceptible d'écourter les délais d'envoi des relevés de points aux affiliés et de calculer les droits au titre de la dernière année de cotisation pour les actifs mis à la retraite, sur la base du salaire de référence réel, et non pas d'un salaire de référence estimatif.
- Permettre à la Caisse à conclure dans l'intérêt des adhérents ou des affiliés, des conventions de collaboration ou de coopération avec des organismes autorisés.

4- MAITRISE DES RISQUES INHÉRENTS AUX DISPOSITIONS STATUTAIRES

- Préciser dans les Statuts le but non lucratif de la CIMR.
- Faire référence dans les Statuts à la législation marocaine applicable à la CIMR.
- Expliciter l’objet de la Caisse comme suit : « La gestion du régime de retraite s’entend de la collecte des contributions patronales et des cotisations salariales, du service des pensions aux allocataires, du placement des réserves de la caisse en valeurs mobilières et immobilières, étant précisé que ce placement constitue le prolongement de son activité de Caisse de retraite, ainsi que de toutes sujétions utiles ou nécessaires pour la bonne réalisation de ces tâches. »
- Supprimer la distinction entre l’Association et la CIMR.
- Remplacer la durée illimitée de la CIMR par une durée de 99 ans.
- Reconsidérer le niveau de l’indemnité de radiation, en disposant qu’elle soit égale aux contributions globales au titre des cinq derniers exercices clos ayant précédé la date de radiation. La méthode actuelle consistant à transformer ces cotisations en points avant de les multiplier par la valeur du point à la liquidation au moment du paiement de ladite indemnité s’est avérée trop complexe et insuffisamment dissuasive.
- Fixer la date d’effet de la radiation d’office et celle consécutive à trois ans de suspension d’adhésion, au dernier jour de la période au titre de laquelle l’adhérent a déclaré les salaires de son personnel affilié à la CIMR.
- Compter les intérêts de retard concernant l’indemnité de radiation à partir de la date d’effet de cette dernière, au lieu de la date de notification de la radiation qui intervient généralement tardivement, notamment lorsqu’il s’agit de radiations après trois ans de suspension de l’adhésion.

10 Résolutions

- ▢ Résolutions de l’Assemblée Générale Ordinaire
- ▢ Résolutions de l’Assemblée Générale Extraordinaire

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

Les délégués des membres adhérents présents ou représentés de l'Association pour la Gestion de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 2 décembre 2008, après avoir pris connaissance des rapports moral, financier et de l'auditeur indépendant, les approuvent dans tous leurs termes et donnent quitus au Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice 2007.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

Les délégués des membres adhérents présents ou représentés de l'Association pour la Gestion de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 2 décembre 2008 donnent quitus entier et définitif pour leur gestion à Messieurs :

- Saâd BENDIDI
- Nour-eddine OMARY
- El Madani LARAKI .

et les remercient pour leur contribution aux travaux du Conseil d'Administration.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

Les délégués des membres adhérents présents ou représentés de l'Association pour la Gestion de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 2 décembre 2008, ratifient la cooptation en tant qu'administrateurs de Messieurs :

- Mouatassim BELGHAZI, représentant ONA
- Mohamed BENCHAAÛBONE, représentant BCP

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

Les délégués des membres adhérents présents ou représentés de l'Association pour la Gestion de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 2 décembre 2008, après avoir pris connaissance des conclusions du Bilan Actuariel réalisé au titre de l'exercice 2007, décident sur proposition du Conseil d'Administration, de maintenir les paramètres techniques du régime pour l'exercice 2008, à leurs niveaux fixés par la réforme 2003.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

Les délégués des membres adhérents présents ou représentés de l'Association pour la Gestion de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 2 décembre 2008, reconduisent pour une période de 4 ans, les mandats d'administrateurs de Messieurs :

- Jamal BA-AMER, représentant SAMIR
- Khalid CHEDDADI, représentant ATIJARI WAFABANK
- Tajeddine GUENNOUNI, représentant MARJANE HOLDING
- Driss JETTOU, représentant GROUPE AU DERBY
- Mohamed LASRY, représentant ST MICROELECTRONICS
- Ahmed RAHHOU, représentant LESIEUR CRISTAL.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original d'une expédition, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir les formalités prévues par la loi.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

APPROBATION DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la CIMR approuve, dans son intégralité, le rapport du Conseil d'Administration relatif aux modifications apportées aux statuts et règlement intérieur de l'Association.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

APPROBATION DES MODIFICATIONS APORTEES AUX STATUTS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'Assemblée Générale Extraordinaire, agissant conformément aux articles 14 et 17 des statuts de la CIMR, approuve l'ensemble des modifications apportées aux statuts et règlement intérieur, telles que ces modifications sont proposées par le Conseil d'Administration.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

MISE A JOUR DES STATUTS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de mettre à jour les statuts et règlement intérieur de la CIMR, en tenant compte des modifications approuvées par la présente assemblée.

Elle adopte lesdits statuts et règlement intérieur mis à jour à la date de ce jour, dont une copie est annexée au présent procès verbal.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original d'une expédition, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir les formalités prévues par la loi.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

قرارات الجمع العام العادي

القرار الأول

إن مندوبي الأعضاء المنخرطين الحاضرين أو الممثلين في جمعية تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد ،المجتمعون في الجمع العام العادي المنعقد بتاريخ 2 دجنبر 2008، بعد الاطلاع على التقريرين الأدبي والمالي وتقرير مدقق الحسابات المستقل، يصادقون عليها في جميع مضامينها و يمنحون إبراء لمجلس الإدارة عن تسييره بالنسبة للسنة المالية 2007.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الثاني

إن مندوبي الأعضاء المنخرطين الحاضرين أو الممثلين في جمعية تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد ، المجتمعون في الجمع العام العادي المنعقد في تاريخ 2 دجنبر 2008، يمنحون إبراء تاما و نهائيا عن تسيير السادة :

- السيد سعد بنديدي ممثل أونا

- السيد نور الدين عماري ممثل البنك الشعبي المركزي

- السيد المدني العراقي ممثل شركة كارثو

ويشكرونهم عن مساهمتهم في أعمال مجلس الإدارة.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الثالث

إن مندوبي الأعضاء المنخرطين الحاضرين أو الممثلين في جمعية تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد، المجتمعون في الجمع العام العادي في تاريخ 2 دجنبر 2008، يصادقون على اختيار بصفة متصرفين السيدين :

- السيد معتصم بلغازي ممثل أونا.

- السيد محمد بنشعيون ممثل البنك الشعبي المركزي.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الرابع

إن مندوبي الأعضاء المنخرطين الحاضرين أو الممثلين في جمعية تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد ،المجتمعون في الجمع العام العادي بتاريخ 2 دجنبر 2008، بعد الاطلاع على مستنتجات الحصيلة الاكتوارية المنجزة برسم السنة المالية 2007 ، يقررون ، باقتراح من مجلس الإدارة الاحتفاظ بالمعالم التقنية للنظام بالنسبة للسنة المالية 2008، في مستوياتها المحددة بواسطة إصلاح سنة 2003.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الخامس

إن مندوبي الأعضاء المنخرطين حاضرين أو الممثلين في جمعية تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد،المجتمعون في الجمع العام العادي المنعقد بتاريخ 2 دجنبر 2008، يعيدون انتخاب كمتصرفي الصندوق السادة :

- جمال باعمر ممثل لاسمير

- خالد الشداوي ممثل التجاري وفابنك

- تاج الدين كنوني ممثل مرجان هولدينغ

- ادريس جطو ممثل أوديريبي

- محمد العسري ممثل ست ميكرواليكترونيكس

- أحمد رحو ممثل لوسيور كريستال

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار السادس

تمنح جميع الصلاحيات لحامل أصل أو صورة أو نسخة أو مقتطف من هذا المحضر للقيام بجميع الإجراءات المنصوص عليها من طرف القانون.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

قرارات الجمع العام الاستثنائي

القرار الأول

المصادقة على تقرير مجلس الإدارة

صادق الجمع العام الاستثنائي للصندوق المهني المغربي للتقاعد على تقرير مجلس الإدارة في مجمله و المرتبط بتعديلات النظام الأساسي والقانون الداخلي للجمعية.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الثاني

المصادقة على تعديلات النظام الأساسي والقانون الداخلي

صادق الجمع العام الاستثنائي، عملا بمقتضيات الفصل 14 والفصل 17 للنظام الأساسي و القانون الداخلي، على مجموعة من تعديلات هذا النظام، كما تم اقتراحها من طرف مجلس الإدارة.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الثالث

تحيين النظام الأساسي والقانون الداخلي

قرر الجمع العام الاستثنائي تحيين النظام الأساسي و القانون الداخلي للصندوق المهني المغربي للتقاعد، مع الاخذ بعين الاعتبار التعديلات التي تمت الموافقة عليها من طرف هذا الجمع .

كما أنه يتبنى هذا النظام الأساسي و القانون الداخلي المعين بتاريخ اليوم.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

القرار الرابع

الصلاحيات

تمنح جميع الصلاحيات لحامل أصل أو صورة أو نسخة أو مقتطف من هذا المحضر للقيام بجميع الإجراءات المنصوص عليها من طرف القانون.

تمت المصادقة بالإجماع على هذا القرار

10 القرارات

قرارات الجمع العام العادي

☐

قرارات الجمع العام الاستثنائي

☐

تقرير مجلس الإدارة للجمع العام

الاستثنائي ل 02 دجنبر 2008

في دجنبر 2007، صادق البرلمان على قانون معدل لمدونة التأمينات يقضي بإقصاء الصندوق المهني المغربي للتقاعد من مجال تطبيق هذه المدونة و يرسخ لمبدأ مراقبة الدولة و التي ستحدد معالمها لاحقا.

هذا القانون لا يلزم بوجوب تبني وضعية قانونية جديدة للصندوق المهني المغربي للتقاعد.

من جهة أخرى، كان مجلس الإدارة للصندوق المهني المغربي للتقاعد قد اعتمد ممارسات حديثة للحكمة تتعدى مقتضيات ظهير 15 نونبر 1958 المسير للجمعيات، و التي تجعل الصندوق مرجعا في ما يخص معايير الحكامة.

غير أنه في غياب مقتضيات في النظام الأساسي و القانون الداخلي تفرض ممارسات الحكامة هذه، تبقى الوضعية هشة بالنسبة لمراقب خارجي.

لهذا فإن تعديلات النظام الأساسي والقانون الداخلي المقترحة تهدف إلى ترسيخ ممارسات الحكامة بالصندوق المهني المغربي للتقاعد بتدوينها في النظام الأساسي و بإدخال بعض التحسينات المستوحاة من المعايير الأكثر صرامة.

كما تم اعتماد تعديلات تهدف إلى تحسين نظام سير الصندوق وجعله سهل المنال و ملائما لمتطلبات جميع فئات المقاولات و السيطرة على بعض المخاطر.

وقد تم إنجاز مشروع التعديلات بمساعدة مستشارينا القانونيين و الماليين : الأستاذ رشيد لزرق و السيد محمد حديد.

وفي ما يلي، أهم التعديلات المقترحة:

1 - مطابقة النصوص لممارسات الحكامة الجيدة مع إدخال تحسينات

● مجلس الإدارة

- توضيح أن أعضاء المجلس هم أشخاص ذاتيون
- حذف المقتضيات، التي لم تكن تطبق، والقاضية بتجديد نصف المتصرفين كل سنتين
- ترسيخ العمل بمبدأ اختيار الأعضاء من طرف المجلس والتصديق عليهم من طرف الجمع العام في حالة وجود مناصب شاغرة
- توضيح إجراءات الدعوة من طرف الرئيس ومن طرف أغلبية الأعضاء و إدخال إمكانية الدعوة من طرف مدقق الحسابات المستقل
- ترسيخ مبدأ اجتماعين في السنة على الأقل، تحدد خلال واحد فيهما ميزانية السنة المقبلة
- توضيح إجراءات تحرير المصادقة، الإعلان و أرشيف المحاضر
- إحداث منصب مدير عام و منصب مدير عام مساعد. المنصب الأول يمكن جمعه مع منصب الرئيس.

● لجن المجلس

- ترسيخ اللجن المتخصصة المنبثقة من مجلس الإدارة كما هو الشأن بالنسبة للجنة التوجيه. و يتعلق الأمر بلجنة التدقيق، لجنة الاستثمارات و لجنة الأجور و التعيينات
- تحديد أعضاء ومهام كل لجنة

● الاتفاقيات المقتنة

تحديد شروط عقد اتفاقيات من طرف الصندوق المهني المغربي للتقاعد و التي تهم بشكل مباشر أو غير مباشر مصالح أعضاء مجلس الإدارة أو الإدارة العامة أو أقربائهم.

● المراقبة والتتبع

ترسيخ مبدأ تعيين مدققي حسابات مستقلين و تحديد نطاق عملهما.

● الجمع العام

- إلزام الدعوة للجمع العام العادي في 6 أشهر الموالية لنهاية السنة المالية على أبعد حد
- إخضاع الحق في المشاركة في الجمع العام لشرط أداء المساهمات المستحقة في 6 أشهر على الأقل قبل تاريخ انعقاد الجمع
- تحديد إجراءات الدعوة و الإعلان عن الجمع العام
- تحديد الوثائق التي ينبغي أن ترافق الدعوة للجمع
- تحديد النصاب القانوني للجمع العام العادي في ربع الأصوات بدل النصف و نصاب الجمع العام الاستثنائي في النصف بدل الثلثين
- تحديد شرط المصادقة على القرارات في 50% بالنسبة للجمعين
- تحديد الإجراءات العملية لتسجيل المفوضين للحضور للجمعين
- تحديد مضمون المحاضر و مسطرة المصادقة عليهم إضافة إلى إجراء المحافظة و الاطلاع عليها

2 - مطابقة النظام لحاجيات المقاولات و الأجراء

- توسيع نسبة المساهمة
- تسهيل شروط شراء نقط التقاعد الإضافية
- رفع سقف المساهمة
- مطابقة السن الأدنى للاشتراك مع قوانين الشغل الجاري بها العمل.

3 - تحسين نظام عمل الصندوق

- تحويل نظام التقاعد التكميلي إلى تغيير في نسبة المساهمة دون اشتراط حد أدنى لعدد المأجورين.
- الأخذ بعين الاعتبار الفترات التي تم عنها شراء النقط في حساب الحد الأدنى للمساهمات الذي يبلغ 5 سنوات و الذي يعطي الحق في المعاش
- تحديد نسبة التطور السنوي للأجر المرجعي بعد سنة 2010 تبعا لتطور

متوسط الأجور للسنة الجارية عوض نفس السنة. هذا الأجراء سيتمكن من تحديد هذا المعيار خلال الثلاثة أشهر الأولى للسنة عوض السنة المقبلة، الشيء الذي سيتمكن من تقليص مدة إرسال بيان النقط للأجراء و حساب حقوق النشيطين المحالين على التقاعد لأخرسنة مساهمة على أساس الأجر المرجعي الحقيقي عوض الأجر المرجعي المقدر

- تمكين الصندوق من عقد اتفاقيات شراكة مع المؤسسات المرخصة لصالح المنخرطين و المشاركين.

4- التحكم في المخاطر المتعلقة بمقتضيات النظام الأساسي

- توضيح أن الصندوق المهني المغربي جمعية لا تهدف الربح
- اعتماد القانون المغربي المطبق على الصندوق كمرجع
- تحديد الهدف من الصندوق في ما يلي " تسيير نظام تقاعد ابتداء من تحصيل مساهمات المشغل و الأجير، أداء المعاشات للمتقاعدين و توظيف ذخائر الصندوق في القيم المنقولة و العقارية باعتبار أن هذا التوظيف يشكل امتدادا لنشاطه كصندوق تقاعد، إضافة إلى أي نشاط ضروري للعمل الجيد للصندوق"
- حذف التفرقة بين الجمعية و الصندوق المهني المغربي للتقاعد
- تعويض المدة غير المحدودة لتواجد الصندوق بمدة 99 سنة
- إعادة النظر في مستوى التعويض عن التشطيب، حيث سيصبح مساويا لمجموع المساهمات برسم خمس سنوات الأخيرة السابقة لتاريخ التشطيب. وقد كان التعويض يحسب عن طريق تحويل المساهمات إلى نقط تضرب في قيمة النقطة عند التصفية في تاريخ أداء التعويض هي طريقة معقدة و غير رادعة بما فيه الكفاية
- تحديد تاريخ دخول حيز التنفيذ التشطيب التلقائي و التشطيب الناتج عن تعليق الانخراط لمدة ثلاث سنوات، في آخريوم للفترة التي صرح فيها المنخرط بأجرانه المساهمين في الصندوق المهني المغربي للتقاعد
- احتساب فوائد التأخير المتعلقة بالتعويض عن التشطيب انطلاقا من تاريخ دخول التشطيب حيز التنفيذ، عوض تاريخ الإشعار بالتشطيب الذي يأتي غالبا متأخرا خصوصا عندما يتعلق الأمر بالتشطيبات الناتجة عن تعليق الانخراط لمدة ثلاث سنوات

9

تعديلات النظام الأساسي و القانون الداخلي

تقرير مجلس الإدارة للجمع العام الاستثنائي ل 02 دجنبر 2008

نشاط لجنة

التوجيه في 2007

خلال سنة 2007 ، اجتمعت لجنة التوجيه أربع مرات.

خلال الاجتماع الأول و اعتبارا لأهمية الموضوع المناقش، تمت دعوة جميع أعضاء مجلس الإدارة للمشاركة في هذه اللجنة الموسعة.

و حيث أن الاجتماع يهدف إلى القيام بتفكير حول إصلاح الصندوق المهني المغربي للتقاعد على ضوء تقارير الدراسات الاكتوارية والقانونية التي تمت مناقشتها خلال اجتماع المجلس المنعقد في 26 فبراير 2007 ، وتقديم اقتراح حول هذا الإصلاح.

أجمع المتصرفون على الاحتفاظ باستقلالية الصندوق المهني المغربي للتقاعد عبر تمتيعه بنظام فريد كما صادقوا على الإجراء الذي اتبعه الصندوق من أجل وضع إطار قانوني مناسب له . كما قرروا الاقتراح على مجلس الإدارة بيعت مراسلة إلى الوزير الأول بصفته رئيس اللجنة الوطنية لإخباره بوجهة النظر هاته.

و من جهة أخرى ، تطرق المتصرفون إلى إشكالية المؤسسات العمومية المنخرطة في الصندوق المهني المغربي للتقاعد كنظام أساسي ، وكذا إلى إمكانية إلزامية نظام الصندوق المهني المغربي للتقاعد .

وخلال لجنة التوجيه الثانية، عاين الأعضاء توصيات لجنة التوجيه الموسعة، المنعقدة في 13 مارس 2007 .

وقد صادق أعضاء لجنة التوجيه على التوصية التي تقضي بتخصيص الصندوق المهني المغربي للتقاعد بوضع فريد، في إطار تسيير مستقل، وكذا على المبادئ المقدمة بالنسبة لهذا الوضع.

صادق أعضاء لجنة التوجيه على المسعى لتحسيس السيد الوزير الأول بوضعية الصندوق المهني المغربي للتقاعد ، و بضرورة إيجاد حل عاجل للمشكل الذي تطرحه مدونة التأمين.

وخلال لجنة التوجيه الثالثة، قام الأعضاء بتحليل وبمعينة وبالمصادقة على النتائج الحسابية التي تم حصرها في آخر دجنبر 2006 ، وكذا نتائج التسيير المالي برسم نفس السنة المالية و إلى غاية آخر مارس 2007. أيضا ، عاينت اللجنة نتائج الحصيلة الاكتوارية ، وكذا تحديد نسبة إعادة تقييم رؤوس الأموال بالنسبة لسنة المالية 2007.

علاوة على ذلك، عاين أعضاء اللجنة المسعى المقترح من طرف مكتب الاستشارة والمتعلق بترشيد التوظيف الاستراتيجي للأصول.

وفي نفس المجال، عاين أعضاء اللجنة سياسة تنويع التسيير المالي، خاصة بواسطة الاستثمار في المداخل الهيكلية و العقارات السياحية وإمكانية وعاء السهم في السيكاف المخصصة. كما عاينت اللجنة مشاريع الاستثمار خاصة المشاركة في حوصصة 4% من شركة اتصالات المغرب، وكذا مشروع مغرب بترول يوم أكسبلوراسيون. و في الأخير ، عاينت اللجنة مشروع اقتناء و تهيئة الوكالة المركزية الجديدة.

و خلال لجنة التوجيه الأخيرة ، عاين الاعضاء مسألة إصلاح الصندوق المهني المغربي للتقاعد. بحيث ذكر المشاركون ضرورة التعجيل في إيجاد حل قبل بداية سنة 2008 لتمكين للصندوق المهني المغربي للتقاعد من مواصلة نشاطه.

و عاينت اللجنة المسألة المتعلقة بالمراقبة الضريبية للصندوق المهني المغربي للتقاعد و اقترحت أن تعرض على مجلس الإدارة المقبل إشكالية هذه المراقبة الضريبية و مراحل إعطاء أجوبة لإدارة الضرائب .

وقامت اللجنة بتحليل و معاينة و بالمصادقة على نتائج التسيير المالي في أواخر شتنبر 2007 وكذا مشاريع الاستثمار، خاصة صندوق أصل الرأسمال 1 ، كبيطال نورت أفريكا فانتور، صندوق كسبانسيون ، وكذا عملية بيع سندات البنك المغربي للتجارة الخارجية.

كما عاينت اللجنة الاستراتيجية المالية الجديدة عبر تحليل الأهداف الاستراتيجية وطريقة الحكامة.

أخيرا، عاينت اللجنة اختيار مستشار من أجل التسيير المستقر و كذا مدقق مستقل من أجل تدقيق التسيير المالي.

نشاط لجنة

التدقيق في 2007

بتوصية من مدقق الحسابات المستقل للصندوق المهني المغربي للتقاعد Price Water House، قررت لجنة التدقيق الزيادة من وتيرة اجتماعاتها السنوية من مرة إلى مرتين في السنة. وذلك بهدف تعزيز دورها على مستوى حكامه الصندوق.

وقد اجتمعت هذه اللجنة مرتين خلال سنة 2008 :

● عقد الاجتماع الأول بتاريخ 26 ماي 2007 حيث خصص للدراسة و المصادقة على الحسابات المقضلة بتاريخ 31 دجنبر 2007 و قراءة تقرير مدقق الحسابات المستقل المرتبط بهذه السنة المالية.

● عقد الاجتماع الثاني بتاريخ 5 نونبر 2008 و الذي خصص بالأساس لتقديم النتائج الخاصة بمشروع تفعيل مراقبة مخاطر تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد.

النقط المدروسة خلال اجتماعي لجنة التدقيق هي:

● الحسابات المقضلة بتاريخ 31 دجنبر 2007 و تقرير مدقق الحسابات المستقل للصندوق المهني المغربي للتقاعد.

● بعد انطلاق العمل بنظام مخاطر تسيير الصندوق المهني المغربي للتقاعد في سنة 2007، تمت دراسة نتائج تنفيذ مراقبة مخاطر التسيير من طرف اللجنة، خاصة خريطتي المخاطر، مخططات الأعمال المتبناة، سياسة تسيير المخاطر و التنظيم الأمثل للنظام. حاليا المشروع في مرحلة الانتشار.

● تتبع تنفيذ توصيات المدقق فيما يخص المراقبات العامة للمعلوماتية المنجزة من طرف مكتب Deloitte Paris.

● مستوى تنفيذ مهمة تنقية المعطيات التي بلغت مرحلتها الأخيرة .

● تقديم مخطط التدقيق لسنة 2008 و مستوى تنفيذه.

الحكامة بالصندوق المهني المغربي للتقاعد

8

نشاط لجنة التوجيه

نشاط لجنة التدقيق

CONCLUSION

Dans son ensemble, les règles qui régissent les processus d'investissement liés à la gestion directe sont :

- Robustes,
- Résultent d'une réelle analyse qui tient à la fois compte des objectifs à long terme de la CIMR et de son appétence pour le risque.

Malgré l'absence de référentiel réglementaire, la CIMR a mis en place une gouvernance satisfaisante et des règles internes adaptées à son environnement financier.

L'ensemble de ce dispositif doit néanmoins être renforcé par la mise en place d'une fonction RISK Management indépendante, d'un contrôle interne et de reporting appropriés.

Ce dispositif devra également être à moyen terme renforcé par la mise en place d'outils de pilotage et de mesure des risques en lien avec la gestion déléguée et les intervenants externes (SGAM UK par exemple) .

AUDIT DE LA GESTION DIRECTE

De part son statut d'Association à but non lucratif et en accord avec les lois en vigueur, la CIMR n'est soumise à aucune réglementation régissant les différents intervenants du marché financier au sens large (assurances, banques....)

Dans ce contexte et afin de palier cette absence de référentiel réglementaire, la CIMR a entrepris une réforme de sa gestion financière en 2003 sur trois aspects :

- Adoption d'une réglementation interne (aucune réglementation appropriée à l'activité de la CIMR),
- Mise en place des instances de gouvernance: comité de pilotage, comité d'audit et comités d'Investissement,
- Délégation de la gestion des actifs (sauf participations stables).

Cette réforme a pour principal but de renforcer et améliorer les insuffisances suivantes :

- Approche globale du marché,
- Veille de marché,
- Politique de gestion du risque
- Politique de rebalancement,
- Philosophie d'investissement, de règles prudentielles,
- Présence sur certains segments porteurs (immobilier, produits structurés...),
- Politique de contrôle interne, audit externe, formalisation de la gouvernance...

Ainsi, la gestion financière de la CIMR repose sur trois axes clés :

- Objectifs stratégiques,
- Choix stratégiques,
- Gouvernance.

Les objectifs stratégiques obéissent à une logique de rendement et sécurité (rapport risque/performance), d'indépendance (intérêt des affiliés) et de transparence (communication).

Les choix stratégiques définissent :

- Les classes d'actifs autorisées, l'allocation stratégique et le rebalancement,
- L'allocation tactique,
- Les modes de gestion et les règles prudentielles,
- La politique de réalisation des plus-values latentes,
- La gestion des risques et le contrôle interne.

La gouvernance repose quant à elle sur 3 organes principaux que sont le Conseil d'administration, le Comité d'investissement et le Comité d'Audit.

CONCLUSION

Après examen des sociétés de gestion ayant la responsabilité des fonds délégués de la CIMR, il apparaît qu'elles remplissent toutes leurs obligations réglementaires et contractuelles et qu'elles assurent à la CIMR un service de bonne qualité.

Il est à noter, qu'en ce qui concerne les sociétés de gestion marocaines, la CIMR est dans 3 cas sur 4, leur premier client.

Le mode de reporting instauré par la CIMR a contribué par ailleurs à structurer de façon notable le mode de fonctionnement desdites sociétés. Ce reporting est complet : il est établi de façon détaillée et avec une très bonne qualité par chacune des sociétés de gestion.

En ce qui concerne les 2 sociétés qui gèrent les actifs étrangers de la CIMR, aucune remarque particulière sur leur organisation et leur mode de gestion n'est à formuler : elles offrent un service de bonne qualité à la CIMR.

En ce qui concerne les sociétés marocaines, la spécificité du marché marocain et notamment son manque de liquidité, permettent d'envisager des améliorations dans les règles qu'imposent la CIMR à ses mandataires.

La tendance naturelle de ces sociétés de « coller » à l'indice de référence peut être atténuée par l'instauration d'une mesure de performance fondée sur le critère de performance absolue, en créant un esprit de compétition plus important entre elles.

Cette concurrence nouvelle entre les sociétés de gestion pourra les amener à prendre des risques supplémentaires non productifs pour la CIMR : celle-ci devra établir un contrôle strict des risques dont tous les paramètres sont déjà en place mais non utilisés.

La création d'un fonds LT spécifique qui regrouperait tous les titres à long terme de la CIMR aujourd'hui éclatés au sein de plusieurs sociétés de gestion et pas réellement gérés, permettrait d'augmenter le rendement de ces titres. Ceux-ci sont actuellement surévalués dans les portefeuilles de la CIMR du fait qu'ils ne sont pas comptabilisés à leur valeur de marché (qui n'existe pas faute de transactions) mais sur la base d'une courbe des taux « théorique » publiée par la Banque Centrale à des fins de valorisation réglementaire des OPCVM.

AUDIT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE

Notre mission a porté sur les conditions dans laquelle s'effectuait la gestion des 7 sociétés – 5 marocaines et 2 européennes – qui ont en charge les avoirs de la CIMR. L'approche qui a sous-tendu cette analyse a été la même pour chacune des sociétés concernées; elle a porté principalement sur :

- Le processus d'investissement et construction d'un portefeuille type équivalent à celui de la CIMR,
- Le circuit des transactions à l'intérieur de la société,
- L'analyse des procédures de traitement des opérations,
- Le contrôle interne,
- Le contrôle des risques,
- La performance,
- Le reporting.

Deux facteurs ont été mis en évidence comme élément de distinction des dites sociétés :

- *La taille* : le mode d'organisation est d'autant plus structuré, les processus et procédures de gestion d'autant plus formalisés que la taille de la société est importante.
- *La liquidité du marché* : plus le(s) marché(s) sur le(s) quel(s) la société de gestion intervient est large et liquide, plus son organisation est structurée et ses processus formalisés.

L'ensemble des sociétés de gestion inspectées remplit les critères de bonne gouvernance, que ce soit sur le plan réglementaire ou contractuel, et se conforme aux normes du ou des marchés sur le(s)quel(s) elles interviennent.

Le marché marocain (actions et obligations) étant étroit et peu liquide, il conditionne l'organisation des sociétés de gestion marocaines dans le sens d'une organisation moins stricte et de processus de gestion moins formalisés.

A l'inverse, les deux sociétés de gestions intervenant sur les marchés mondiaux font preuve d'une organisation plus rigoureuse et d'un plus grand formalisme dans leurs procédures. A ce titre, les recommandations du rapport présenté ci-dessous porteront principalement sur le marché marocain et conditions dans lesquelles s'y exerce la gestion.

Certification de l'actuaire indépendant

En exécution de la mission confiée par la CIMR, nous avons réalisé un audit du bilan actuariel 2007.

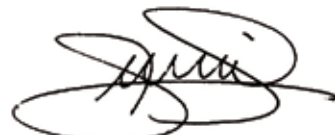
Les travaux menés se sont appuyés sur les documents transmis par le Département Actuariat de la CIMR dont la liste exhaustive est jointe en annexe.

Les travaux d'audit ont consisté à vérifier que les procédures mises en œuvre pour l'établissement du bilan étaient conformes au *Cahier de procédure du bilan actuariel*. Le logiciel LASER en lui-même n'a pas été revu, celui-ci ayant déjà fait l'objet d'un audit lors des années précédentes.

Sous réserve du point susmentionné, les évaluations actuarielles peuvent en conséquence être considérées comme représentatives de la situation de la Caisse et de la perspective d'évolution du fonds de réserves.

Enfin, dans le cadre des fonctions qui lui sont dévolues, le Département Actuariat de la CIMR devra continuer à définir et à mener les études statistiques visant à consolider les choix d'hypothèses actuarielles pour les bilans futurs.

Pour TOWERS PERRIN,
Le 19/05/2008



Gilles Dureuil
Actuaire qualifié, consultant



François Cheynet
Actuaire qualifié, directeur associé

Au Conseil d'Administration
Caisse Interprofessionnelle Marocaine
de Retraites (CIMR)
100, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007**

1. Nous avons audité le bilan de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite (CIMR) arrêté au 31 décembre 2007 ci-joint, ainsi que le compte d'exploitation pour l'exercice clos à cette date. La préparation de ces états de synthèse relève de la responsabilité de la Direction Générale. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états de synthèse, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel l'audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également, une appréciation des principes comptables utilisés, et des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion.

2. A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite (CIMR) au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Le 18 avril 2008

Price Waterhouse



A. Bidah
Associé

المراقبة والتدقيق

7

تقرير مدقق الحسابات المستقل

☐

مصادقة الخبير الاكتواري المستقل

☐

تقرير مدقق التسيير المالي

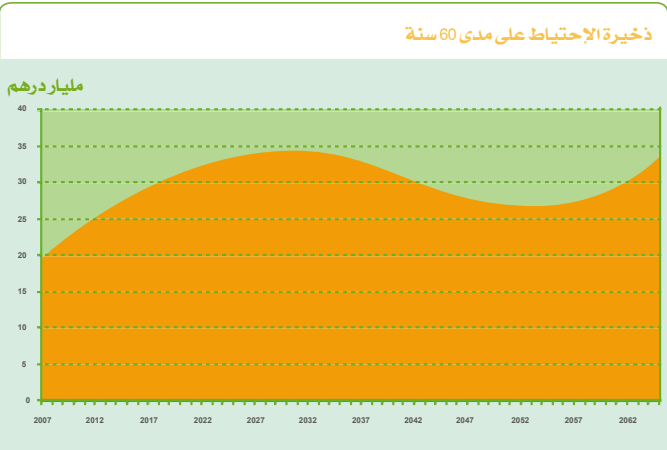
☐

ملمح ذخيرة الاحتياط

يفرض مبدأ الاستمرارية أن يستجيب ملمح ذخيرة الاحتياط على مدى 40 سنة لشروطين أساسيين: أن لا تكون أبدا قيم ذخيرة الاحتياط سلبية، أن يكون اتجاه ذخيرة الاحتياط تصاعديا في نهاية الإسقاط.

ملمح ذخيرة الإحتياط في 2007/ 12/31

يظهر الرسم البياني الذي يلي، ملمح ذخيرة الإحتياط بناء على معطيات 2007 وفرضيات حصيلة 2006 :



الرسم البياني يوضح احترام مبدأي الاستمرارية حيث أن ذخيرة الإحتياط دائما إيجابية مع اتجاه تصاعدي عند نهاية الإسقاط.

اختبارات التأثير

وفق التعليمات المحاسبية الدولية وسعيا وراء التوضيح، تم إنجاز تحليل تأثر ملمح ذخيرة الإحتياط على ضوء بعض التغيرات في الفرضيات الإكتوارية.

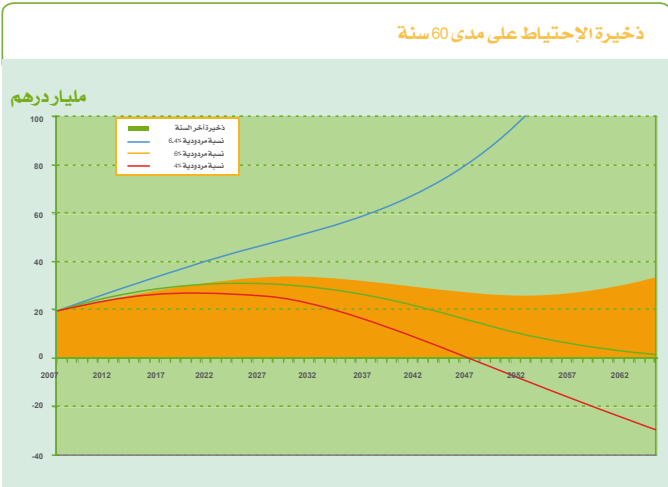
معدل المردودية المالية

تأخذ الاختبارات المقترحة بعين الاعتبار تغير معدل المردودية المالية : +1% و -1%، ويتعين الإشارة إلى أن نسبة التحيين تتغير وفق نفس المعاملات.

تغيير نسبة التمويل المسبق و نسبة التغطية :

	الأولية	+1%	-1%
نسبة التمويل المسبق	55,7%	64,0%	48,5%
نسبة التغطية	28,8%	33,3%	24,6%

تغيير ملمح ذخيرة الاحتياط :

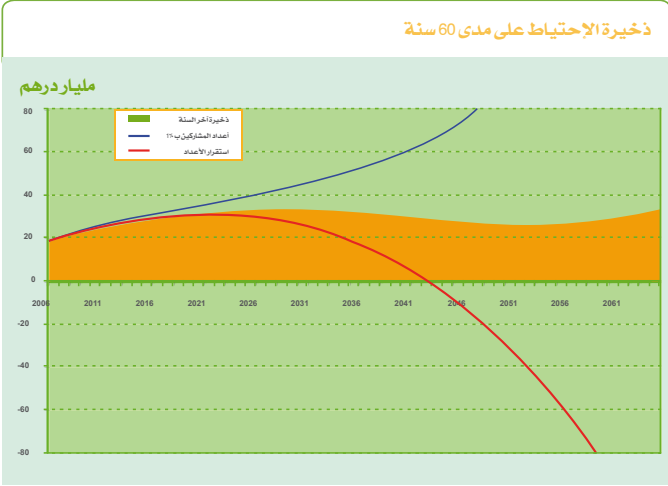


يبين الاختبار أنه بنسبة مردودية تساوي 4% تصبح استمرارية النظام غير مضمونة، حيث تصبح الذخيرة سلبية بحلول 2045. أما بنسبة مردودية 4,6% تبقى الذخيرة إيجابية طول مدة الإسقاط.

النمو الديمغرافي

تأخذ الاختبارات المقترحة بعين الاعتبار معدل نسبة تطور المشتركين النشيطين بنسبة 1% وكذا استقرار الأعداد عوض التطور بنسبة 0,5 سنويا.

تغيير ملمح ذخيرة الاحتياط :



يبين هذا الاختبار من جديد، ضرورة حصول الصندوق المهني المغربي للتقاعد على قانون يتيح له مستقبلا استقطاب الشركات غير المنخرطة، وتضاف هذه الفكرة إلى أهم النقط التي تم التطرق إليها بمناسبة إصلاح 2003 ألا وهي العمل على جعل الصندوق المهني المغربي للتقاعد نظاما تكميليا إجباريا.

الحصيلة الإكتوارية

لسنة 2007

تمهيد

تعرض هذه الحصيلة الاكتوارية لسنة 2007 حالة النظام في نهاية السنة المالية المذكورة، أي بعد مرور خمس سنوات على سريان الإصلاح المعتمد من طرف الجمع العام الاستثنائي المنعقد في 12 مارس 2003.

وقد كرس هذا الإصلاح التوزيع الادخاري كصيغة للتدبير التقني والمالي للنظام.

يستوجب التسيير بالتوزيع الادخاري تحليل وضعية النظام بشكل منتظم لضمان استمراريته في أفق 40 سنة على الأقل.

كما تقرر أن يقوم الصندوق المهني المغربي للتقاعد سنويا بهذه التحليلات، وفي هذا الإطار تم إعداد الحصيلات الاكتوارية سنويا وذلك منذ سنة 2002.

من خلال الملاحظات التي تم الوقوف عليها بعد مرور أربع سنوات من العمل بالقواعد الجديدة، مكنت حصيلة 2007 من القيام بأولى المقارنات بين التوقعات وماتمت ملاحظته.

تؤدي هذه الملاحظات إلى التأكيد على التأثير الكبير للنتائج تجاه بعض الفرضيات ونظرا للتغطية الضعيفة للالتزامات عبر النشيطين التمثيليين.

وتجدر الإشارة إلى أن البرامج المعلوماتية المعتمدة في استخراج المعطيات الضرورية لإعداد الحصيلة الاكتوارية، كانت موضوع تدقيق من طرف مكتب DELOITTE في شهر شتنبر من سنة 2006 و الذي أثبت نزاهتها.

تبين الحصيلة الاكتوارية لسنة 2007، على غرار الحصيلات المنجزة منذ سنة 2002، استمرارية النظام. لكن هذه الإستمرارية لن تتأكد مستقبلا إلا من خلال زيادة منتظمة لعدد النشيطين المساهمين وكذا بالرفع من مردودية الحقيبة المالية.

موارد ونفقات النظام خلال سنة 2007⁽¹⁾

تمثلت الموارد العملية للنظام سنة 2007 في الشكل التالي :

بمليون درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
مساهمات المشغلين	1 749	1 632	7،17%
مساهمات المأجورين	1 407	1 323	6،34%
اشتراكات جمعوية	1.063	1.003	5،96%
موارد تقنية أخرى	339	226	50،29%
مجموع الموارد	3496	3 182	9،88%

بمليون درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
الخدمات	2 729	2 271	20،17%
التكاليف	69،2	62،5	10،75%
مجموع الخدمات	2798	2 333	19.92%

يمثل الفارق بين الموارد والنفقات قبل احتساب الموارد المالية برسم سنة 2007، مبلغ 698 مليون درهم.

وبالموازاة مع ذلك، وصلت المدا خيل المالية للسنة 1 177 مليون درهم، مما يجعل الفارق بين الموارد والنفقات يستقر في مبلغ 1 875 مليون درهم.

تقييم الالتزامات

أهم فرضيات السيناريو المرجعي المعتمد في الدراسات الاكتوارية مذكورة أسفله و مفصلة في دفتر الفرضيات الاكتوارية. وتجدر الإشارة إلى أن هذه الفرضيات تحترم مقتضيات الإصلاح.

تقدر القيمة الحالية المحتملة(ق ح م) للمعاشات داخل مجموعة نصف مغلقة⁽²⁾ ب:

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
المتقاعدون والخلف	25،9	24،0	8،0%
النشيطون وذوو الحقوق	71،4	66،4	7،4%
المجموع	97،2	90،4	7،6%

تتوزع هذه القيمة الحالية المحتملة وفقا للحقوق المكتسبة⁽³⁾ و الحقوق المستقبلية على النحو التالي :

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
الحقوق المكتسبة	62،3	58،1	7،1%
الحقوق المستقبلية	34،9	32،2	8،4%
المجموع	97،2	90،4	7،6%

وصلت القيمة المحتملة الحالية للموارد إلى :

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
القيمة المحتملة الحالية للموارد	36،2	33،4	8،1%

تقدر قيمة ذخيرة الاحتياط (المحتسبة بوصفها مجموع القيمة الحسابية لذخيرة الاحتياط ونصف فائض القيمة الكامن) كما يلي :

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
ذخيرة الاحتياط	18،0	14،6	23،5%

وعليه، تقدر القيمة الحالية الإجمالية للموارد ب :

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
القيمة المحتملة الحالية الإجمالية للموارد	54،1	48،0	12،8%

الالتزام الصافي غير المغطى بالمساهمات المستقبلية أو بذخيرة الاحتياط الموجودة، يصل إلى :

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	التطور
الالتزام الصافي غير المغطى	43،1	42،4	1،7%

تصل نسبة التمويل المسبق (نسبة قيمة ذخيرة الاحتياط و القيمة المحتملة الحالية للموارد على القيمة المحتملة الحالية للنفقات) ونسبة التغطية (نسبة قيمة ذخيرة الاحتياط على القيمة المحتملة الحالية للحقوق المكتسبة) إلى:

بمليار درهم	2007 / 12 / 31	2006 / 12 / 31	الفرق
نسبة التمويل المسبق	55،7%	53،2%	4،8%
نسبة التغطية	28،8%	25،1%	15،2%

التعديلات المقياسية لأهم الفرضيات الإكتوارية بنهاية سنة 2007 :

تتلخص الفرضيات الاكتوارية المعتمدة في الدراسات الاكتوارية كالتالي :

الفرضية	القيمة المعتمدة في الحصيلة الاكتوارية 2007	القيمة المعتمدة في للحصيلة الاكتوارية 2006
التضخم	2%	2%
نسبة المردود المالي	(نسبة اسمية) 5%	(نسبة اسمية) 5%
نسبة التحيين	(نسبة اسمية) 5%	(نسبة اسمية) 5%
التطور السنوي لأجور المشاركين النشيطين	(نسبة اسمية) 6%	(نسبة اسمية) 6%
التطور السنوي لأجور المشاركين الجدد	(نسبة اسمية) 4%	(نسبة اسمية) 4%
التطور السنوي للمشاركين النشيطين	0،50%	0،50%
جدول الوفيات	بف 64/60 مع انحراف (+فصل /سنتين)	بف 64/60 مع انحراف (+فصل /سنتين)
التطور السنوي للأجر المرجعي	4%	4%
التطور السنوي لقيمة النقطة عند التصفية	0 \$ إلى غاية 2010، 4\$ بعد ذلك	0 \$ إلى غاية 2010، 4\$ بعد ذلك
التطور السنوي لقيمة النقطة السارية	0.7% إلى غاية 2010، 1% بعد ذلك	0.7% إلى غاية 2010، 1% بعد ذلك
المعدل المضمون في رأس مال الص.م.م.ت.	0.25% + 3.25%	0.25% + 3.25%
مبلغ ذخيرة الاحتياط	مليار درهم 18،0	مليار درهم 14،6

وقد تم اعتماد نفس الفرضيات الإكتوارية لحصيلة 2006.

^[1] (2) القيمة المحتملة الحالية (الأدوات و المساهمات) في مجموعة نصف مغلقة تمثل القيمة الحالية للتدفق المالي المحتمل للمشاركين النشيطين و المتقاعدين الحاليين (دون احتساب المشاركين الجدد)، و تدمج هذه التدفقات الحقوق المكتسبة و الحقوق المستقبلية.
^[2] (3) الحقوق المكتسبة، القيمة الحالية المحتملة للتدفقات المالية (الأدوات و المساهمات) للمشاركين النشيطين و المتقاعدين الحاليين (دون احتساب المشاركين الجدد)، و تدمج هذه التدفقات الحقوق المكتسبة فقط.

^[1] (1) المصدر، البيانات المالية لسنة 2007



عبد الرحيم جناني
مدير الاستغلال

منذ سنة 2003 تاريخ دخول الإصلاح حيز التنفيذ، يعيش الصندوق المهني المغربي للتقاعد وضعية خاصة داخل الحقل المغربي للتقاعد بحيث استرجع توازناته المالية كما تبين حصيلته الاكتوارية استمرارية النظام في أفق 60 سنة. كيف يمكن تفسير ذلك؟

إن استمرارية الصندوق المهني المغربي للتقاعد تعكس نجاعة إصلاح 2003 و الإجراءات المتخذة في هذا الإطار. وقد حرص الصندوق على نجاعة هذه الإجراءات باعتماد فرضيات جد حذرة خاصة فيما يخص تطور عدد المشاركين و المردودية المالية. هذه الفرضيات التي تتجاوزها بصفة منتظمة منذ سنة 2003 .

يعتبر الإصلاح حدث عادي في حياة أي صندوق للتقاعد .بحيث أن صناديق التقاعد التي كانت تسير عن طريق الرسملة أو عن طريق التوزيع تجد نفسها تحت ضغط مجموعة من العوامل الخارجية التي قد تؤثر على استمراريته مما يجيب القيام ببعض الإصلاحات من حين إلى آخر قصد تحقيق توازناتها.

فضلا عن الإصلاح المعياري الذي مكنه من تحقيق التوازن المالي، حقق إصلاح 2003 منعطفا بالنسبة للصندوق المهني المغربي للتقاعد بحيث أدخل نظرة جديدة حول الحكامة و أقر بمبدأ التوجيه الذي يمكن من تتبع النظام بصفة دائمة. منذ سنة 2003 ولضمان استمرارية النظام، نقوم كل سنة بدراسات اكتوارية و تنبؤات لموارد النظام من أجل تحليل تطوره في أفق 40 سنة .

و عليه يمكن القول، أنه إذا عرفنا إمكانية وجود محتمل لعدم توازن الصندوق خلال أي سنة سيكون أمامنا متسع من الوقت قصد اتخاذ الإجراءات الملائمة التي ستمكن من استعادة تحقيق التوازن.

تبين الحصيلة الاكتوارية أن نظام الصندوق المهني المغربي للتقاعد مستمر غير أن اختبارات التأخير تبين بعض نقط الضعف .هل يمكن لكم تفسير ذلك؟

تسمى هذه العمليات باختبارات التأخير و ليس نقط الضعف التي نقوم بها سنويا و ذلك من أجل معرفة رد فعل النظام اتجاه بعض الوضعيات الصعبة التي نعتقد أن احتمال وقوعها ضعيف . يجب أن تعلموا أن الدراسات التي نقوم بها على الأمد الطويل تحتم علينا القيام باختبار الفرضيات. في الصندوق المهني المغربي للتقاعد، نعتمد مبدأ الحذر في اختيار هذه الفرضيات خاصة تلك التي لها تأثير قوي و مباشر على استمرارية النظام أي المردودية المالية و نسبة تطور عدد المشاركين . وفيما يخص فرضية المردودية المالية اعتمدنا نسبة 5% رغم أن الصندوق المهني المغربي للتقاعد يحقق نسبة أعلى بكثير منذ سنة 2003 و هذا ما تبينه لنا اختبارات التأخير حيث أنه مع مردودية مالية أقل تبلغ 4,6% يمكن للنظام أن يحافظ على استمراريته . الفرضية الثانية المهمة للحصيلة الاكتوارية تخص اختيار مشاركين جدد للنظام لهذا اخترنا نسبة تطور المشاركين تمثل 0,5% سنويا مع العلم أن النسبة الحقيقية الملاحظة منذ سنة 1998 تصل إلى 1,51% و 1,98% منذ سنة 2003. تبين اختبارات التأخير أن الصندوق المهني المغربي للتقاعد يمكن أن يفي بجميع تعهداته حتى سنة 2044، حتى مع السيناريو المتمثل في الحفاظ على استقرار عدد المشاركين النشيطين. اختبارات التأخير هذه تمكننا من تحديد نقط الاحتراس التي تتمثل في الحفاظ على تحقيق تسيير مالي فعال و كذلك دعم تطور تجاري للنظام كل هذا من أجل تطوير مستوى المشاركين النشيطين.

بصفة عامة ما هي النتائج التي يمكن استنباطها؟

إن أهم نتيجة يمكن استخلاصها من الحصيلة الاكتوارية لهذه السنة هي أن النظام يحترم الشرطين الخاصين بالاستمرارية التي حددت في ميثاق التسيير و هما ذخيرة إيجابية خلال فترة التوقعات و خط تصاعدي في نهاية هذه الفترة.

من البديهي أن يبقى النظام تحت المراقبة أمام صعوبة توقع ما قد سيقع مستقبلا و قد اعتمدنا متابعة سنوية للنظام مع اختيار حذر للفرضيات و القيام بدراسات دائمة لتضادي أي انحراف .

استمرارية النظام في 2007 6

أسئلة لعبد الرحيم جناني، مدير الاستغلال

الحصيلة الإكتوارية لسنة 2007

حساب المداخل والتكاليف

في 2007/12/31

المداخل

الركن	2007	2006
اشتراكات المنخرطين	1 063 200.00	1 003 440.00
المساهمات ، حصة المشتغلين	1 749 098 973.68	1 632 105 134.13
المساهمات ، حصة المأجورين	1 406 809 740.39	1 322 995 576.68
العلاوات وشراء الخدمات السابقة	74 880 786.50	76 879 692.24
مساهمات شركات التأمين	16 483 539.73	20 645 061.26
إيرادات الرسملة	31 999 824.55	28 631 001.67
تعويضات التشطيب على المنخرطين	17 339 705.40	726 303.95
فوائد التأخير - المنخرطون	25 272 819.76	41 475 407.56
استرجاع / مخصصات استحقاقات المنخرطين	173 380 965.25	57 444 609.18
إيرادات تقنية	3 496 329 555.26	3 181 906 226.67
×تقاعد عادي	3 406 235 998.52	3 108 046 881.89
×تقاعد تكميلي	90 093 556.74	73 859 344.78
مداخل القيم المنقولة	310 794 802.96	207 420 503.66
أرباح ناتجة عن بيع القيم المنقولة	856 217 836.29	698 209 740.05
أرباح ناتجة عن عمليات الصرف	206 729.79	11 876.08
فوائد الأموال المودعة	36 570 707.16	3 402 222.96
مداخل الإستئجار	1 457 406.67	2 078 508.81
فوائد محققة على قروض المستخدمين	608 422.15	657 294.53
استرجاع/مخصصات انخفاض القيم	714 887.04	13 186 606.41
مداخل مالية	1 206 570 792.06	924 966 752.50
×تقاعد عادي	1 168 091 379.62	892 180 183.25
×تقاعد تكميلي	38 479 412.44	32 786 569.25
أرباح سنوات سابقة	421 912.98	4 642 710.81
أرباح استثنائية	95 883.75	1 167 349.51
أرباح استثنائية وعلى سنوات سابقة	517 796.64	5 810 060.32
× تقاعد عادي	515 152.36	5 782 082.34
× تقاعد تكميلي	2 644.28	27 977.98
مجموع المداخل	4 703 418 143.96	4 112 683 039.49
× تقاعد عادي	4 574 842 530.05	4 006 009 147.48
× تقاعد تكميلي	128 575 613.46	601 673 892.01
المجموع العام	4 703 418 143.96	4 112 683 039.49

التكاليف

الركن	2007	2006
تخصيصات التقاعد ، حصة التوزيع	2 268 305 060.42	2 114 062 072.91
تخصيصات التقاعد ، حصة الرسملة	31 999 824.55	28 631 001.67
خيار التحويل إلى رأسمال	170 587 136.51	96 190 284.57
أداء مساهمات المأجورين	29 473 515.18	20 816 789.07
تخصيصات اختيار شراء التقاعد	16 798 088.18	6 088 578.26
مخصصات خاصة بالمنخرطين ذو نزاعات	197 446 872.23	0.00
مخصص احتياط الإيرادات العمرية	14 230 905.43	4 973 090.77
تكاليف تقنية	2 728 841 402.50	2 270 761 817.25
تقاعد عادي	2 700 933 429.83	2 246 339 380.91
تقاعد تكميلي	27 907 972.67	24 422 436.34
مخصص انخفاض القيم	48 961.20	7 200 022.31
حقوق حراسة القيم	17 ، 3 808	2 682 233.87
مصاريف عمليات بيع وشراء القيم	93.780 591 61	1 504 335.78
خسائر ناتجة عن بيع القيم المنقولة	0.00	956 720.61
خسائر عن عمليات الصرف	165 952.46	13 023.51
مخصص انخفاض الديون /الإيجار	1 310 509.31	473 215.86
مصاريف التسيير /الممتلكات العقارية	795 773.55	408 423.90
اقتطاعات/المصدر على المحفظة	7 300 943.25	470 444.44
تكاليف و خسائر	29 625 424.33	13 708 420.28
تقاعد عادي	28 680 623.64	13 222 508.68
تقاعد تكميلي	944 800.69	485 911.60
مصاريف عامة	63 142 073.87	61 971 446.94
مخصصات الاستخماد	6 505 445.46	5 803 417.39
خسائر برسم السنوات الماضية	4 019.65	697 951.23
خسائر استثنائية	108 177.64	59 552.66
مصاريف عامة وخسائر	69 759 716.62	68 532 368.22
تقاعد عادي	67 835 997.12	66 906 574.18
تقاعد تكميلي	1 923 719.50	1 625 794.04
مجموع التكاليف	2 628 226 543.45	2 353 002 605.75
تقاعد عادي	2 797 450 050.59	2 326 468 463 78
تقاعد تكميلي	30 776 492.86	26 534 141.97
ذخيرة الإحتياط الخاصة بالسنة المالية	1 018 267 061.05	1 056 441 977.63
حصة تقاعد عادي	920 467 940.46	976 302 227.59
حصة تقاعد تكميلي	97 799 120.95	80 139 750.04
احتياطي قلب محفظة السنة المالية	856 924 539.46	703 238 456. 11
مجموع الاحتياطيات	1 875 191 600.51	1 759 680 433.74
المجموع العام	4 703 418 143.96	4 112 683 039.49

حساب النتيجة 31 / 12 / 2007

أصول

الركن	قيم أولية	استخدامات ومخصصات	قيم صافية 2007	قيم صافية 2006
قيم مستقرة	139 186 730,24	33 282 790,79	105 903 939,45	98 127 473,58
تكاليف توزع على عدة سنوات مالية	1 848 600,00	1 758 279,96	90 320,04	507 080,05
أراضي	15 585 000,00		15 585 000,00	15 585 000,00
عقارات	66 252 185,00	6 038 188,73	60 213 996,27	55 494 250,00
معدات معلوماتية	19 760 958,38	12 319 534,28	7 441 424,10	4 618 651,66
معدات نقل	18 400,00	12 880,00	5 520,00	9 200,00
معدات وأثاث مكاتب	8 141 663,21	6 364 869,90	1 776 793,31	1 685 644,84
تتخيم وتجهيز	10 916 597,40	6 789 037,92	4 127 559,48	2 570 702,73
قيم أخرى مستقرة	16 663 326,25		16 663 326,25	17 656 944,30

أصول قابلة للتحويل	1 677 673 578,32	515 972 855,18	1 161 700 723,14	1 145 106 719,01
منخرطو التقاعد العادي	425 122 240,67	316 870 023,40	108 252 217,27	203 580 863,01
منخرطو التقاعد التكميلي	11 948 935,46		11 948 935,46	9 613 449,79
منخرطون - كمبيلات للتحويل	51 838 092,41		51 838 092,41	43 989 378,15

مساهمات مكتسبة وغير صادرة				
حساب التقاعد العادي	1 019 971 044,67	123 398 979,99	896 572 064,68	808 885 054,44
حساب التقاعد التكميلي	45 584 275,22	18 937 578,88	26 646 696,34	20 052 926,92

إيرادات وقيم مستحقة	2 504 824,21		2 504 824,21	828 342,23
موارد المحفظة الجارية التي لم يحل أجر استحقاقها	14 905 490,97		14 905 490,97	313 140,49
شركات التأمين	67 152 719 ,61	54 982 547,74	12 170 171,87	13 977 727,79
مساهمات في الأرباح المستحقة	-		-	26 350 687,57
مدينون مختلفون	38 645 955,10	1 783 725,17	36 862 229,93	17 515 148,62

قيم التوظيفات	21 095 457 632,01	68 469 049,90	21 026 688 582,11	10 195 119 305,21
أموال الدولة أو ما شابهها	250 994 157,29		250 499 157,29	1 665 157,29
قيم ذات دخل ثابت	1 180 050 000,00		1 180 050 000,00	500 759 128,88
نمضاء متغيرة المردود	6 458 033 288,23		6 458 033 288,23	6 772 365 457,42
نمضاء أسهم	629 882 969,75		629 882 969 75	593 300 789,19
قيم متغيرة المردود	3 427 317 759,39	50 905 301,67	3 376 412 457,72	2 201 531 881,51
معادن نفيسة	4 165 263,05		4 165 263,05	4 165 263,05
توظيفات عقارية	137 401 037,59	17 563 748,23	119 837 289,36	119 770 178,68
عملات	8 108 156,71		8 108 156,71	1 561 449,19

قيم متاحة	106 361 339,40		106 561 339,40	91 101 641,64
بنوك وشيكات بريدية	106 334 775,16		106 334 775,16	91 086 534,21
تتقود بالصندوق	26 564,24		26 564,24	15 107,43
المجموع العام	14 018 679 279,97	6 17 724 695,87	13 400 954 584,10	11 529 455 139,44

خصوم

الركن	قيم صافية 2007	قيم صافية 2006
خصوم غير مستحقة		
ذخيرة الاحتياط - تقاعد عادي	8 018 320 346,74	7 097 852 406,28
الاحتياطيات السابقة	7 097 852 406,28	6 121 550 178,69
احتياطي السنة الجارية	920 467 940,46	976 302 227,59
ذخيرة الإحتياطي - تقاعد تكميلي	749 621 036,16	651 821 915,57
الاحتياطيات السابقة	651 821 915,57	571 682 165,53
احتياطي السنة الجارية	97 799 120,59	80 139 750,04

احتياطي قلب المحفظة	4 104 926 522,67	3 248 001 983,21
الاحتياطيات السابقة	3 248 001 983,21	2 544 763 527,10
احتياطي السنة الجارية	856 924 539,46	703 238 456,11
نتيجة التحويل للقيم المنقولة	856 258 613,62	
استرجاع/رصيد السندات	7 14 887,04	
مخصص /رصيد السندات	-48 961,20	

خصوم مستحقة	528 086 678,53	531 778 834,38
معاشات حل أجلها ولم تؤد بعد	335 267 097,99	327 453 834,67
الدولة (ضرائب مستحقة)	14 637 645,85	35 373 086,57
دائنون مختلفون	160 351 704,58	153 399 324,95
نفقات مستحقة للأداء	11 869 149,92	12 183 273,23
بنوك	5 961 080,19	3 369 314,96

المجموع العام	13 400 954 584,10	11 529 455 139,44
---------------	-------------------	-------------------

ملحقات :

قيم مدفوة خلال سنة 2007

قيم مدفوة خلال سنة 2007	عدد القيم	ثمن البيع
أسهم		356 125 253
أطلسطا	920	2 024 920
البنك المغربي لتجارة الخارجية	115 205	344 013 770
الشركة الوطنية للاستثمار	71 200	7 120 000
كابيتال موروکو	338	2 966 493
بيع تخصيصات الضحة	10	70
توظيفات عقارية	-	2 411 450
إنتاج	720	1 461 450
لونوتر	80	950 000
المجموع		358 536 703

جرد المحفظة في 2007/ 12/ 31

قيم ذات مداخيل متغيرة

1 - قيم التوظيف (شركات مدرجة في البورصة)

أسهم مغربية	العدد	القيمة المحاسبية	القيمة التقديرية
التجاري وفا بنك	462 070	348 022 880.76	1 423 175 600.00
البنك المغربي للتجارة الخارجية	769 006	159 239 163.68	2 164 751 890 .00
القرض العقاري و السياحي	1	99.13	630.00
سلف إكدوم	100 0606	18 174 339.77	171 030 200.00
البنك الشعبي المركزي	1 635	1 111 800.00	3 758 865.00
أونا	688 772	215 247 641.50	1 102 035 200.00
ريسما	196 283	34 815 300.00	85 383 105.00
الشركة الوطنية للاستثمار	354 052	177 997 683.19	590 204 684.00
إسمنت المغرب	561 674	158 208 008.69	1 429 460 330.00
لافارج إسمنت	677 105	81 167 272.53	1 252 644 250.00
برانوما	2	996.27	3 260.00
براسري المغرب	459 425	119 363 668.84	859 124 750.00
كوسيمار	538 608	83 290 529.23	460 509 840.00
أوطوهاال	308 902	31 171 748.20	744 144 918.00
سيتيام- غ و	5	1 608.61	1 650.00
اتصالات المغرب	9 937 131	1 223 455 862.30	1 455 789 691.50
لبدك	8 892	2 623 140.00	2 756 520.00
الضجب	144 721	114 711 492.80	487 709 770.00
الشركة العامة للعقار	2 356	2 242 912.00	5 725 080.00
القناة الثانية	86	94 170.00	85 140.00
سطلوكتيس	912	665 760.00	710 448.00
سنيب	614	767 500.00	798 200.00
بروموفارم ش.م.	342	300 960.00	266 418.00
سلفين	703	471 010.00	590 520.00
المجموع		2 773 145 547.50	21 240 660 959.50

2 - قيم المساهمة (شركات غير مدرجة في البورصة)

الشركات	العدد	القيمة الحسابية	القيمة التقديرية
كابطال موروکو ل ب	7 997.79	8 000 287.73	8 000 287.73
كازا فين ماركينس	135 132.00	13 559 957.88	13 559 957.88
س. ف.ج. ديفلويمان	220 000.00	22 000 005.35	22 000 005.35
ام أنقيست المغرب	300 000.00	30 000 000.00	30 000 000.00
موروكان أنفراستر فوند	4 687.00	4 687 499.84	4 687 499.84
ن س ا	1 214 999.00	121 499 900.00	121 499 900.00
الشركة الجديدة لأنابيب المياه	20 000.00	2 000 000.00	2 000 000.00
سيما	3 321.00	1 434 364.94	1 434 364.94
الشريفة للمنسوجات	9 942.00	2 102 102.84	2 102 102.84
جينيرال تاير	103 170.00	23 531 560.00	23 531 560.00
فريما	335.00	13 341.83	13 341.83
سورياد	23 522.00	24 750 000.00	24 750 000.00
أش. بارتنيرز	250 000.00	25 000 000.00	25 000 000.00
لاريل	02 200.00	4 350 954.72	4 350 954.72
المجموع		282 929 975.13	282 929 975.13

توظيفات عقارية	القيمة الحسابية	تسبق س.س.	المجموع	القيمة التقديرية
تسبق لاريل		8 458 431.16	8 458 431.16	8 458 431.16
تسبق س.س. رانيلا	5 560 325.00	81 296 040.16	23 856 365.16	23 856 365.16
تسبيقس.س. ياستور	2 749 900.00	35498 368.34	38 248 268.34	38 248 268.34
تسبق س.س. حوازين	703 687.44	2 160 031.25	2 863 718.69	2 863 718.69
تسبق س.س. نجمة	99 900.00	12 317 389.61	12 417 289.61	21 417 289.61
تسبقس.س. انعاش	99 900.00	31 569 865.38	13 669 765.38	13 669 765.38
شركة سانتوريس	22 029 999.25		22 029 999.25	22 029 999.25
ساينو	6 857 100.00		6 857 100.00	6 857 100.00
شركة طنجة منطقة حرة	9 000 000.00		9 000 000.00	9 000 000.00
حصة لاريل عند باستور	1 00.00		100.00	100.00
المجموع	47 100 9 11.69	90 300 125.90	137 401 037.59	137 401 037.59

3 - قيم ذات مداخيل ثابتة

قيم ذات مداخيل ثابتة وصناديق الاستثمار الجماعية في القيم المنقولة	العدد	القيمة الحسابية	القيمة التقديرية
صناديق التوظيف المشتركة المخصص لـ ص. م. م. ت المجال الدولي		148 097 000	228 120 707
صناديق التوظيف المشتركة المخصص لـ ص. م. م. ت. ديفلويمنت		223 121 505	234 401 288
أموال الدولة أو ما شابهها		250 549 157.29	250 717 737.15
إيداعات مع حلول الاجل		1 180 000 000.00	1 194 736 911.11
سيكاف بريفواينس	4 009	1 910 028 736	2 284 332 009
سيكاف ادخار	4 125	1 711 588 808	1 837 414 013
سيكاف أجيال	3 671	1 434 173 612	1 634 989 576
سيكاف التضامن	3 367	1 402 242 133	1 476 162 699
ص. ت. م. جينيراسيون بيرفورمنس	264 924	317 302 969	793 524 208
ص. ت. م . ثروة	4 284	312 580 002	724 844 318
المجموع		8 889 683 921.85	10 659 243 464.86

تركيبة و أداء المحفظة

1 - تركيبة المحفظة

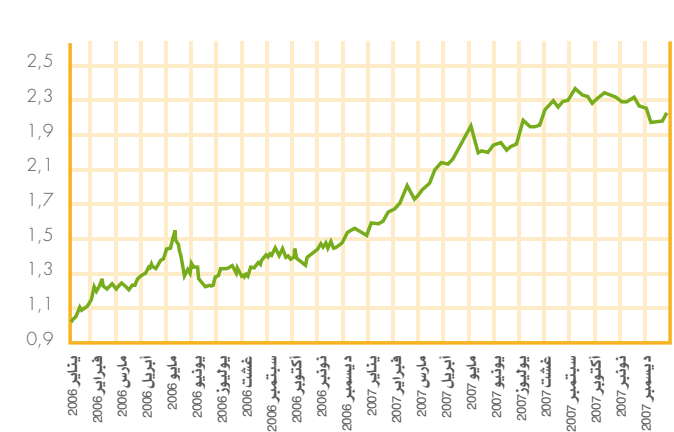
تتكون محفظة الصندوق المهني المغربي للتقاعد إلى حدود 31 دجنبر 2007 ، كالآتي :

محفظة ص.م.م.ت خلال سنة	قيم الشراء بالدرهم	قيم التقدير بالدرهم	2007
أسهم	2 773 169 179	12 240 660 096	
أسهم مغربية	2 773 169 179	12 240 660 096	
سندات	1 430 549 157	1 445 454 648	
سندات مغربية	1 430 549 157	1 445 454 648	
سيكاف ص.م.م.ت.	6 458 033 289	7 232 898 296	
سيكاف التضامن	1 402 242 133	1 476 162 699	
سيكاف ادخار	1 711 588 808	1 837 414 013	
سيكاف الاحتياط	1 910 028 736	2 284 332 009	
سيكاف أجيال	1 434 173 612	1 634 989 576	
صناديق التوظيف المشتركة	629 882 971	1 518 368 526	
ص.ت.ج. ثروة	312 580 002	724 844 318	
ص.ت.ج. جينيراسيون بيرفورمونس	317 302 969	793 524 208	
صناديق الاستثمار	371 218 505	462 521 995	
ص.ت.ج.ص.م.م.ت. الدولي	148 097 000	228 120 707	
ص.ت.ج.ص.م.م.ت. ديفلوميوم	223 121 505	234 401 288	
قيم غير مسعرة في البورصة	282 929 975	282 929 975	
توظيفات عقارية	137 401 036	137 401 036	
معادن نفيسة (ذهب)	4 165 263	58 000 000	
عملات	8108 157	8 107 459	
مجموع المحفظة	12 095 457 632	23 386 341 032	

استقرت القيمة التقديرية لمحفظة الصندوق المهني المغربي للتقاعد (أسهم ، سندات ، صناديق الاستثمار الجماعية في القيم المنقولة ، قيم غير مدرجة في البورصة ، توظيفات عقارية ، عملات و ذهب) إلى غاية 31 دجنبر 2007 في 23,5 مليار درهم نتج عنها فائض قيمة كامن يعادل 11,3مليار درهم، يمثل %93,4 من القيمة المحاسبية بغض النظر عن التوظيفات العقارية والسندات غير المسعرة في البورصة التي يبقى معبرا عنها بقيمتها المحاسبية.

2 - أداء المحفظة المباشرة " أسهم مسعرة في البورصة "

سجلت محفظة الأسهم المباشرة المسعرة في البورصة أداء بنسبة %43 مقابل %26 بالنسبة للبنشمارك ، ويرجع هذا الأداء أساسا إلى القيم البنكية و مصانع الإسمنت وقطاع التوزيع.



3 - أداء سيكاف مخصصة للسندات :

تشكل أداء سيكاف المخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد خلال سنة 2007 على النحو التالي :

سيكاف ص.م.م.ت بالدرهم	أصول صافية (بالدرهم)	أداء 2006	أداء 2007
سيكاف بريفواينس	1 910 028 735	21.37%	-2.38%
سيكاف أجيال	1 434 173 612	21.46%	-2.55%
سيكاف إدخار	1 711 588 808	21.90%	-4.34%
سيكاف التضامن	1 402 242 133	21.48%	-4.61%
محفظة سيكاف ص.م.م.ت	8 458 033 288	21.55%	-3.38%
النقطة المرجعية (LT%50+MLT%50: MBI)	-	18.0%	-3.14%

4 - أداء صناديق التوظيف المخصصة للأسهم :

صناديق توظيف الأموال - بالدرهم	أصول صافية (بالدرهم)	أداء 2006	أداء 2007
ص.ت.م. جنراسيون بيرفورمانس	317 302 968	75.60%	30.8%
ص.ب.م. ثروة	312 580 002	74.87%	32.3%
محفظة ص.ت.ج./ص.م.م.ت. بنشمارك (CFG25f)	629 882 970	75.25%	31.6%
		73.80%	34.1%

فائض قيمة كامن		الأداء في 2007	القيمة 2007				
المجموع	2007		السوق	الجسائية			
9 467	3 151	42%	12 240	2 773	المباشرة ك %		
1 075	360	34%	1 423	348	2,39%	التجاري وفا بنك	27%
2 006	1 203	125%	2 165	159	4,84%	البنك المغربي للتجارة الخارجية	
153	7	4%	171	18	6,02%	إكدوم	
887	41	4%	1 102	215	3,99%	أونا	20%
4 12	95	19%	590	178	3,25%	الشركة الوطنية للاستثمار	
1 271	194	16%	1 429	158	7,04%	سيمار	
1 171	519	78%	1 253	81	3,88%	لافارج	28%
740	101	13%	859	119	16,26%	براسري	17%
377	17	4%	461	83	12,85%	كوسيمار	
713	367	97%	744	31	13,09%	أوطوवाल	3%
232	169	13%	1 456	1 223	1,13%	اتصالات المغرب	4%
372	72	18%	488	114	1,02%	الضحى	
52	1	1%	85	34	4,49%	ريسم	
6	4	-	15	8		اخرى	-

5 -أداء صندوق التوظيف المشترك المخصص للصندوق

المهني المغربي للتقاعد للمجال الدولي

في مارس 2007 انقسم صندوق الأسهم المخصص للمجال الدولي إلى صندوقين ، الصندوق المهني المغربي للتقاعد المجال الدولي المسير من طرف SGAM و الصندوق المهني المغربي للتقاعد للنمو المحدث منذ حين والذي كلفت EIM بتسييره (الرأسمال الأصلي 20 مليون أورو).

و تندرج هذه العملية في إطار استراتيجية الصندوق المهني المغربي للتقاعد المتعلقة بمضاعفة الأداء إلى أقصى حد مع التقليل من الخطر بفضل التنويع الذي يخلق المنافسة بين المسيرين (بنفس البنشمارك).

أداء منذ بداية التتويض	أصول صافية بالأورو		الصندوق المهني المغربي للتقاعد الدولي
	2007/12/31	2007/03/30	
	20 083 513	20 193 224	-0.54%
نقطة	20 635 737	20 000 000	3.13%
الصناديق المدعمة	40 719 250	40 193 224	1.31%

التسيير المالي

خلال سنة 2007

تطور المحفظة في سنة 2007

محفظة الأسهم

1.اقتناء الأسهم

حقق اقتناء الأسهم مبلغا إجماليا قدره 1 131,9 مليون درهم :

شراء الأسهم	1131945146
اتصالات المغرب	1 074 697 954
أش بارتنيرز	25 000 000
الضحى	21 913 380
ماروكان إنفر فاند	4 687 500
الشركة العامة العقارية	2 242 912
أطلانطا	1 104 000
سنيب	767 500
سطلوكفيس	665 760
سلفين	471 010
بروموفارما ش.م.	300 960
أم 2 أم	94 170

2.تفويت الأسهم وخفض رأس المال

ارتفع مبلغ تفويّات الأسهم سنة 2007 إلى 358,5 مليون درهم. ونتج عن هذه العمليات فائض قيمة صافي يقدر بـ 325 مليون درهم.

تفويت الأسهم (بالدرهم)	ثمن التفويت	فائض أو ناقص القيمة
بيع الأسهم	356 125 253	323 707 449
أطلانطا	2 024 920	920 920
البنك المغربي للتجارة الخارجية	344 013 770	320 158 107
الشركة الوطنية للاستثمار	7 120 000	-
كابيتال موروكو	2 966 493	2 628 422
بيع مخصصات الضحي	70	-
تفويّات التوظيفات العقارية	2 411 450	1 289 825
إنتاج	1 461 450	420 825
نوتر	950 000	869 000
المجموع	358 536 703	324 997 274

3.صناديق التوظيف المشتركة والأسهم المخصصة

وصل مجموع الاكتتابات في صناديق التوظيف المشتركة لأسهم مخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد إلى مبلغ 60,5 مليون درهم :

الاكتتابات في الصناديق المشتركة لتوظيف الاموال (بالدرهم)	60 534 166
صناديق التوظيف المشتركة للصندوق المهني المغربي للتقاعد ثورة	30 471 328
صناديق التوظيف المشتركة جينيراسيون بيرفورمونس	30 062 838

ووصل مجموع الاقتناءات إلى مبلغ 60,5 مليون درهم :

الشراء في الصناديق المشتركة لتوظيف الاموال (بالدرهم)	60 534 166
صناديق التوظيف المشتركة ثورة	30 471 328
صناديق التوظيف المشتركة جينيراسيون بيرفورمونس	30 062 838

تتعلق نفس هذه المبالغ المتشابهة الخاصة بالعمليات و الاكتتابات و الاقتناءات، بالذهاب و الإياب في نهاية السنة.

محفظة السندات

1 - محفظة السندات المملكة بصفة مباشرة

تسديدات السندات ذات مداخل ثابت

ارتفعت تسديدات السندات المغربية خلال سنة 2007 إلى 1,16 مليون درهم

2 - سيكاف مخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد

الاكتتابات في سيكاف مخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد

حققت اكتتابات السيكاف المخصصة المنجزة نقدا مبلغ 2 192 مليون درهم

الإكتتاب في سيكاف نقدا (بالدرهم)	2 192 015 749
سيكاف تضامن	798 802 625
سيكاف ادخار	697 822 652
سيكاف بريضا يونس	368 551 399
سيكاف اجيال	326 839 073

اقتناءات سيكاف المخصصة

وصلت اقتناءات حصص سيكاف المخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد خلال سنة 2007 إلى 2 922,3 مليون درهم :

إعادة الشراءت لدى سيكاف نقدا (بالدرهم)	2 922 340 033
سيكاف تضامن	871 924 140
سيكاف ادخار	917 162 677
سيكاف بريفيوانس	587 016 452
سيكاف أجيال	546 236 764

تشمل هذه الاقتناءات عمليات الاعتماد الخارجي للقسائم التي تم تحصيلها من طرف سيكاف المخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد ، في حدود مبلغ 416 مليون درهم.

التوظيفات النقدية

أمام انخفاض نسب السندات، فضل الصندوق المهني المغربي للتقاعد توظيف فوائض الخزينة في :

- الحسابات المكافأة ؛

- مع إمكانية الشراء منذ أول يوم ؛

- شراء شواهد الودائع مع إمكانية المساهمة في الأموال المخصصة للصندوق المهني المغربي للتقاعد.

تبرز نتائج هذا التسيير ربحا يقدر بـ 24,7 مليون درهم ، أي بمعدل سنوي للمردودية يصل إلى 3,58.

موارد المحفظة

وصلت الموارد المالية و موارد التوظيفات مضافا اليها فوائض القيمة المحققة والمدرجة في المحاسبة خلال السنة المالية، إلى مبلغ 1 167 مليون درهم ، أي بزيادة 261,4 مليون درهم أو 28,8 ٪ مقارنة مع السنة المالية السابقة.
وسجلت مداخليل المحفظة (أرباح الأسهم و بدائل الحضور) مبلغ 310 مليون درهم خلال سنة 2007.

واعتبارا لفوائض القيمة الصافية المحققة فإن مردودية رؤوس الأموال المستثمرة (أسهم، سندات، صناديق الاستثمار الجماعية في القيم المنقولة ، قيم غير مسعرة في البورصة ، توظيفات عقارية ، عملات صعبة وذهب) المعبر عنها بقيمة محاسبية ، يمثل 10,52 ٪.

الموارد المالية بملايين الدراهم	2006	2007
فوائض القيمة المحققة	698.2	856.22
فوائض القيمة/أسهم مغربية	325.00	210
فوائض القيمة/أسهم سيكاف	415.99	452.8
فوائض القيمة/ صناديق التوظيف المشتركة بالمغرب	36.58	32.8
فوائض القيمة/توظيف الخزينة	0.03	2.4
فوائض القيمة/صناديق التوظيف المشتركة بالخارج	78.62	0.2
فوارق الصرف	347.27	210.7
مداخليل /أسهم مغربية	309.94	202.9
مداخليل / سندات مغربية	0.8	4.4
فوائد /حسابات الإيداعات بالمغرب	36.5	3.4
فوائد /حسابات مجمدة بالخارج	0.03	-
موارد مالية	1 203.5	908.9

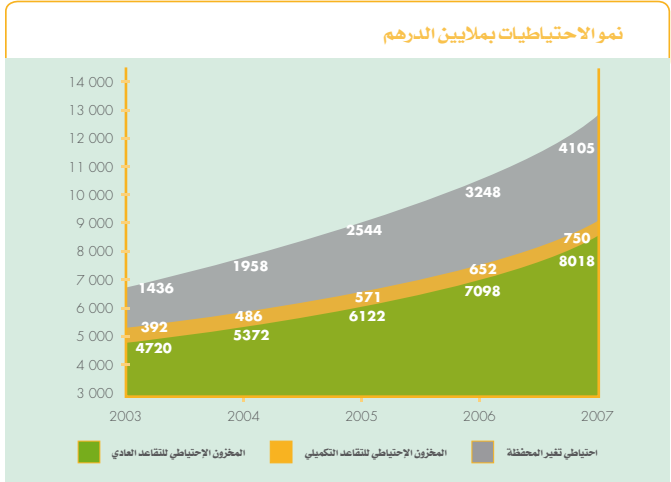
التغيير	2007	2006	
تقاعد عادي			
احتياطات سابقة	7 098	6 122	15.9%
نتيجة السنة	920	976	-5.7%
المخزون الاحتياطي للتقاعد العادي	8 018	7 098	14%
تقاعد تكميلي			
احتياطات سابقة	652	572	18%
نتيجة السنة	98	80	22.5%
المخزون الاحتياطي للتقاعد التكميلي	750	652	15%
احتياطي تغيير المحفظة			
احتياطات سابقة	3 248	2 544	27.7%
مخصصات السنة	857	703	21.9%
احتياطي تغير المحفظة	4 105	3 247	26.4%
مجموع المخزون الاحتياطي	8 768	7 750	13.1%
مجموع الذخائر	12 873	10 997	17.1%

فضلا عن هذا، انتقل احتياطي قلب المحفظة من 247.3 مليون درهم نهاية سنة 2006 إلى 105.4 مليون درهم في 2007/12/31 بفضل فوائض القيمة الصافية المحققة برسم تفويّتات الأسهم المحققة سنة 2007.

فضلا عن هذا، انتقل احتياطي قلب المحفظة من 247.3 مليون درهم نهاية سنة 2006 إلى 105.4 مليون درهم في 2007/12/31 بفضل فوائض القيمة الصافية المحققة برسم تفويّتات الأسهم المنجزة سنة 2007.

و يرتفع مجموع هذه الاحتياطات الثلاثة إلى مبلغ 12 873 مليون درهم مقابل 10 997 مليون درهم سنة خلال 2006 أي بزيادة تقدر بـ 1 876 مليون درهم، بما يفوق الاشتراكات الآجرية عن السنة بمبلغ 469 مليون درهم.

بالمقارنة مع تكاليف المعاشات التي تحملها الصندوق المهني المغربي للتقاعد خلال السنة المالية 2007، مثل الاحتياطي الإجمالي 5,7 سنة من المعاشات، وهو المستوى الذي يفوق ما تم تسجيله خلال السنة الماضية إذ استقر في 5,1 سنة.



وفي المجموع بلغت المداخل المالية و فائض القيمة، الخالصة من التكاليف و الخسائر والمخصصات و الاسترجاعات عن الأرصدة من أجل انخفاض السندات، ما مجموعه 1 177 مليون درهم مقابل 911,2 مليون درهم خلال سنة 2006 مسجلة بذلك زيادة تقدر بـ 265,7 مليون درهم.

و قد استقرت القيمة التقديرية لمحفظة الصندوق المهني المغربي للتقاعد (أسهم و إلتزامات و صناديق الاستثمار الجماعية في القيم المنقولة و قيم غير مسعرة وتوظيفات عقارية و عملات و ذهب) بحلول 31 دجنبر 2006 في مبلغ 23.5 مليار درهم، نتجت عنها فائض قيمة كامنة يعادل 11,4 مليار درهم تمثل 94% من القيمة الحسابية و ذلك بمعزل عن التوظيفات العقارية والسندات غير المدرجة بالبورصة التي يتم التعبير عنها بقيمتها الحسابية.

الاحتياطات

تميزت سنة 2007 بتحقيق فائض في نتيجة الاستغلال برسم التقاعد العادي بلغ 920 مليون درهم بالمقارنة مع 976 مليون درهم التي تم تحقيقها برسم السنة الفارطة، أي بانخفاض يقدر بـ 5,7%.

وطبقا للمقتضيات التنظيمية و نظرا لهذه النتيجة، ارتفع المخزون الإحتياطي برسم التقاعد العادي من مبلغ 7 098 مليون درهم المحصل عليه سنة 2006 ليصل إلى مبلغ 8 018 مليون درهم في 31 دجنبر 2007.

أما نتيجة نظام التقاعد التكميلي فقد وصلت سنة 2007 إلى 98 مليون درهم بما يرفع المخزون الاحتياطي برسم التقاعد التكميلي من 652 مليون درهم التي سجلت سنة 2006 إلى 750 مليون درهم أواخر دجنبر 2007 مسجلة زيادة وصلت الى 15%.

مداخل و أداء المحفظة

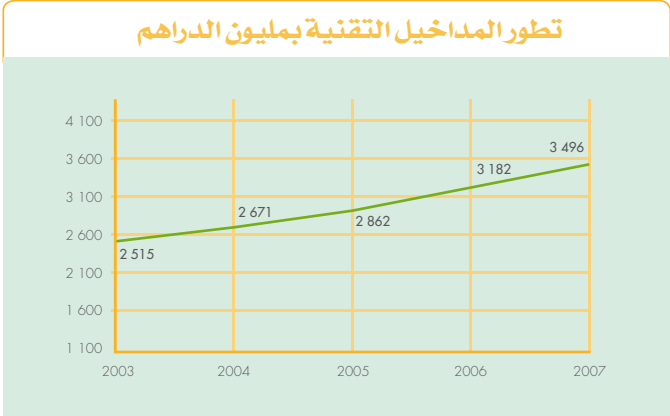
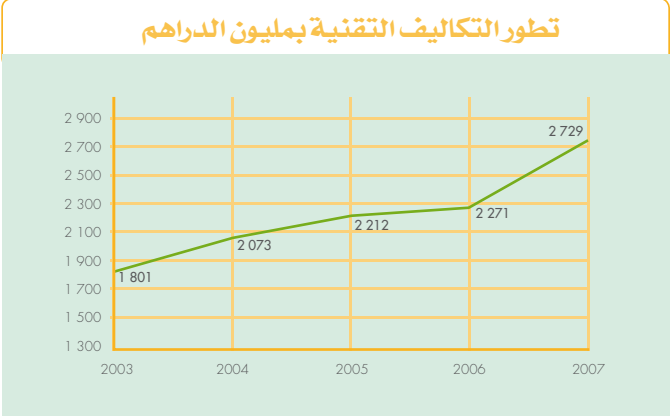
ارتفعت المداخل المالية و مداخل التوظيفات إضافة الى فائض القيمة المحققة، المحتسبة خلال السنة المالية الى 1 167 مليون درهم أي بزيادة تقدر بـ 261,4 مليون درهم مقارنة مع السنة المالية المنصرمة التي سجلت 905,6 مليون درهم.

كما حققت المداخل الأخرى بالاضافة الى الاسترجاعات على أرصدة من أجل انخفاض قيمة السندات، ما مجموعه 39,5 مليون درهم مقابل 19,3 مليون درهم خلال سنة 2006.

هذا و قد حققت التكاليف ومخصصات انخفاض قيمة السندات ما قيمته 29,6 مليون درهم مقابل 13,7 مليون درهم سنة خلال 2006.

المداخل المالية الصافية بمليون درهم

السنة	2006	2007	التغيرات%
مداخل القيم المنقولة	207,4	310.8	49.8%
فائض القيم	698,2	856.2	22,6%
مجموع المداخل المالية	905,6	1 167	28,9%
مداخل صافية أخرى	4,2	36,4	NS
اقتطاع من المنبع	-0,5	-7,3	NS
مصاريف التسيير	-4,2	-20	NS
مخصصات/استرجاع خالص للأرصدة من أجل انخفاض السندات	6,0	0,7	NS
المجموع	911.2	1 177	29.2%



نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007 – العناصر المالية

المساهمات

حقق إجمالي الموارد التقنية (اشتراكات سنوية ومساهمات وفوائد التأخير وعلاوات وتصحيح الخدمات) ما يبلغه 3 290.9 مليون درهم سنة 2007 مقابل 3 095.8 مليون درهم سنة 2006 ، مسجلا بذلك ارتفاعا يقدر بـ 195.1 مليون درهم أي 6.3% بالمقارنة مع السنة الفارطة.

وتقدر المساهمة المتوسطة الفردية بـ 13 657 درهم أي بزيادة قدرها 4.4% مقارنة مع سنة 2006.

تفصيل المساهمات :

	2006	2007	التغير %
اشتراكات المنخرطين	1 003 440.00	1 063 200.00	5.9
مساهمات حصة المشغلين	1 632 105 134.13	1 749 098 973.68	7.2
المساهمات الأجرية	1 322 995 576.68	1 406 809 740.39	6.3
علاوات شراء الخدمات السابقة	76 879 692.24	74 880 786.50	-2.6
مساهمات التأمينات	20 645 061.26	16 483 539.73	-20.2
تعويضات التشطيب	726 303.95	17 339 705.40	2 287.4
فوائد التأخير الخاصة بالمنخرطين	41 475 407.56	25 272 819.76	-39.1
مجموع المساهمات	3 095 830 615.82	3 290 948 765.46	6.3

المعاشات

ارتفعت تخصيصات المعاشات المؤداة أو المستحقة برسم سنة 2007 إلى 2 300 مليون درهم عوض 2 142.7 مليون درهم سنة 2006 ، مسجلة بذلك زيادة تقدر بـ 157.3 مليون درهم أو بنسبة 7.3% بالمقارنة مع سنة 2006.

هذا وقد ارتفعت التسديدات برسم خيار التحويل إلى رأسمال خلال سنة 2007 إلى 6.170 مليون درهم مقابل 96.2 مليون السنة الفارطة . كما ارتفعت تسديدات المساهمات الأجرية خلال سنة 2007 لتصل 26.5 مليون درهم مقابل 20.8 مليون درهم خلال السنة المنصرمة.

أما فيما يخص رصيد التخصيصات و استرجاعات الأرصدة عن ديون المنخرطين ، فقد حقق رسيدا صافيا يتعلق بتخصيصات الأرصدة في حدود 24 مليون درهم.

كما عرفت التكاليف التقنية غير المخصصة زيادة بنسبة 11% أي مبلغ 2 265.8 مليون درهم عوض 2 517.2 مليون درهم.

و على العموم ، عرفت التكاليف التقنية زيادة بمبلغ 458.1 مليون درهم حيث وصلت إلى 2 270.7 مليون درهم عوض 2 728.8 مسجلة بذلك زيادة تقدر بـ 20%.

تفصيل التكاليف التقنية:

طبيعة التكاليف	2006	2007	التغير
معاشات التقاعد ، حصة التوزيع	2 114 062 073	2 268 305 060	7.3%
معاشات التقاعد ، حصة الرسملة	28 631 002	31 999 824	11.8%
خيار التحويل إلى رأسمال	96 190 285	170 587 136	77.3%
استرجاع المساهمات الأجرية	20 816 789	26 473 515	27.2%
معاشات خيار شراء التقاعد	6 088 578	16 798 088	175.9%
مخصصات للمنخرطين في نزاع	-	197 446 872	- 110%
مخصص احتياط الإيرادات العمرية	4 973 091	14 230 905	186.2%
مجموع التكاليف التقنية	2 270 761 818	2 728 841 400	20%

النفقات العامة

ارتفعت النفقات العامة ومخصصات الاستخماذ خلال سنة 2007 إلى مبلغ 69.6 مليون درهم أي مستوى مطابق شيئا ما لمستوى السنة الفارطة. حيث أن الزيادة بلغت 2.8% ، ويعزى هذا التحكم في النفقات العامة أساسا إلى انخفاض الأتعاب و إلى الزيادة المعتدلة في مصاريف المستخدمين.

تمثل هذه النفقات 1.97% بالنسبة لإجمالي المداخل التقنية أي نفس المستوى كالسنة المنصرمة. و تمثل بالنسبة لإجمالي المداخل (بما في ذلك المداخل المالية الصافية من التكاليف و الأرصدة المطابقة لها) 1.47% مقابل 1.64% السنة المالية المنقضية.

المصاريف العامة ، الخسائر والأرباح بمليون درهم

	2006	2007	التغير
مصاريف عامة	67.7	69.6	2.8%
خسائر في سنوات سابقة	0.70	0.00	-99.4%
خسائر استثنائية	0.06	0.11	81.7%
أرباح خلال سنوات سابقة	4.6	0.42	-90.9%
أرباح استثنائية	1.17	0.10	-91.8%
مجموع المصاريف العامة ،الخسائر والأرباح	62.8	69.2	10.2%
العلاقة بالمنتوجات التقنية	1.97%	1.97%	0.0%

فائض استغلال السنة المالية

خلال سنة 2007 ، سجل الصندوق المهني المغربي للتقاعد 3 496.3 مليون درهم بالنسبة للمداخل التقنية ووصلت التكاليف التقنية مبلغ إجمالي يقدر بـ 2 728.8 مليون درهم ، مما نتج عنه فائض يقدر بـ 767.5 مليون درهم مقارنة مع 911.3 مليون درهم سجلت في سنة 2006.

ارتفعت المصاريف العامة والخسائر و الأرباح لتصل إلى 69.2 مليون درهم في سنة 2007 مقابل 62.8 مليون درهم خلال سنة 2006.

نتج عن المداخل المالية الصافية من التكاليف المطابقة لها مبلغ إجمالي قدره 1 176.9 مليون درهم خلال سنة 2007 مقابل 911.2 مليون درهم في سنة 2006.

خلفت النتيجة النهائية ربحا يساوي 1 875.2 مليون درهم خلال سنة 2007 مقابل 1 759.7 مليون درهم في سنة 2006 ، أي بزيادة قدرها 6.5%.

فائض استغلال السنة المالية بمليون الدرهم

نتيجة 2006	نتيجة 2007	تغيرات 06/نتيجة 07	ميزانية 2007	تغيرات 06/ميزانية 07
3 182	3 496	9.9%	3 285	6.4%
2 271	2 729	20.2%	2 715	0.5%
911	767	- 15.8%	570	34%
140.1%	128.1%	-8.6%	121%	5.8%
67.7	69.6	2.8%	75	-15.7%
911	1 177	29.2%	955	23%
4 113	4 703	14.3%	4 240	11%
2 353	2 828	20.2%	2 790	1.3%
1 760	1 875	6.5%	1 450	29%
174.8%	166.3%	-4.9%	152%	9.4%

* المداخل التقنية/التكاليف التقنية

** مجموع المداخل/مجموع التكاليف

وتبلغ نسبة التغطية التقنية (مداخل تقنية/تكاليف تقنية) ما يساوي 128.1% خلال سنة 2007 مقابل 140.1% خلال سنة 2006.

كما بلغت نسبة التغطية الشاملة (مجموع المداخل خالصة من التكاليف والارصدة المالية المقابلة على مجموع التكاليف) 166.3% خلال سنة 2007 مقابل 174.8% في سنة 2006.

أسئلة ...



نورالدين جاودي
المدير الإداري والمالي

بلغ فائض الإستغلال خلال سنة 2007 ما مجموعه 1 875 مليون درهم مسجلا بذلك تطورا نسبته 6,5% ،
ما هي أهم العناصر التي تفسر ذلك؟

يرجع تطور هذه النتيجة إلى ثلاثة عوامل أساسية :
- في البداية هناك حدث هام و هو أن النتائج التقنية بلغت 496 3 مليون درهم وبالتالي غطت مجموع التكاليف التقنية التي بلغت 2 729 مليون درهم مخلفة بذلك فائض في القيمة مبلغه 767 مليون درهم.
مول هذا الفائض الذخيرة التقنية وأدى إلى تحسن واضح للنتيجة. وبمعنى آخر، يسمح هذا الفائض الذي يمثل 1% 28 من الموارد التقنية ، بالنسبة لكل 100 درهم، من ادخار 22 درهم بعد أداء كل المعاشات.

- يضاف إلى ذلك، النتيجة المالية والتي ازدادت بشكل كبير هذه السنة، حيث بلغت 1 177 مليون درهم، بزيادة نسبتها 2% 29 وذلك بفضل الأداء الجيد للأصول المالية. مما مكن من بلوغ مردودية نسبتها 4% 10 مسجلة تحسنا بنسبة 29%. ويزداد الفائض المالي إلى الفائض التقني ويغذي ذخيرة الاحتياط مما يساهم في تحسين النتيجة العامة.

- أخيرا تم ، ضبط النفقات العامة، بحيث لم تزداد إلا بنسبة 8% 2. لتبلغ مستوى 69 مليون درهم. مما يمثل أقل من 2% من التكاليف التقنية. يبقى هذا المعدل مقبولا جدا، بحيث يعتبر ضعيفا بالمقارنة مع صناديق التقاعد الأخرى المغربية والأجنبية.

في سنة 2007، حافظ الصندوق المهني المغربي للتقاعد على مستوى النفقات العامة في حدود أقل من 2% ، ماذا يمكنكم أن تقولوا لنا بخصوص هاته النقطة؟

يعتبر ضبط النفقات العامة من بين الانشغالات الأولى للصندوق حيث يثير انتباه جميع المسيرين على كل المستويات.

في البداية، ضبط التكاليف يمر بالضرورة عبر معرفتها ونشر المعلومات حولها. في صندوقنا، كل التكاليف محددة، معلن عنها، ويتم تتبعها عن قرب دوريا من طرف كل المسؤولين المعنيين.

الإجراءات التي تم اتخاذها من أجل ضبط التكاليف هي :

- إعادة تنظيم المشتريات والمسا طير المماثلة.

- تبسيط ومكننة المسلسلات وتحسيس المستخدمين بضرورة تحديد والتحكم في التكاليف الكامنة.

- ترشيد محفظة الممونين من أجل الاقتصاد في النفقات.

- خلق لجنة المشتريات التي تبث في كل المشتريات التي تفوق قيمتها 100 000 درهم.

- مراجعة سنوية لجميع العقود مع التدقيق في المفاوضات حولها ومراجعة لائحة المومنين وذلك من أجل تخفيض أئمة الاقتناء.

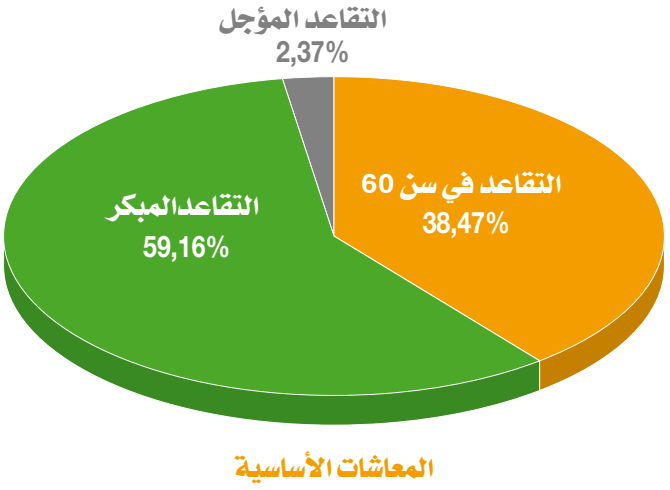
ومؤخرا، انخرط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في مسلسل حقيقي لضبط التكاليف عبر اعتماد مسطرة الميزانية وتتبع التكاليف الحقيقية مقارنة مع الميزانية المرصودة وكذلك عبر تفعيل المخططات اللازمة لها.

فيما يخص التسيير المالي، استمر الصندوق المهني المغربي للتقاعد في الخط التصاعدي المسجل منذ عدة سنوات، بماذا يمكن تفسير هذه النتائج الحسنة؟

يجب التذكير بأن الانشغال الأول للصندوق فيما يخص التسيير المالي هو تحقيق مردودية مستقرة ودائمة على الأمد الطويل، خلال سنة 2007، تم تسجيل نسبة المردودية المالية 4% 10 والتي توافق الهدف الذي حدده مسيرو الصندوق والذي تحقق منذ سنة 2004.

تفسر هذه النتيجة بإعادة هيكلة التسيير المالي وكذلك باعتماد إستراتيجية مالية جديدة والترشيد الاستراتيجي للأصول. وقد قمنا فعلا بتكوين محفظة تحقق مردودية مثلى بأقل خطورة ممكنة لصندوق تقاعد. وقد تمكن ذلك عبر جهود المراقبة الاستراتيجية وتنويع جميع الأصول التي يتوفر عليها الصندوق.

خلال سنة 2007، حافظ سن التقاعد على نفس خاصيات 2006، حيث لاحظنا أن المعاشات الأساسية المبكرة تبقى مهمة إذ تمثل 59% من التصفيات. في حين، عرفت الإحالات على التقاعد في سن 60 انخفاضا طفيفا و بلغت 38%، أما التقاعد فقد شكل من 2.37% من الملفات المعاش المؤجلة لسنة 2007. وكما كان الحال سنة 2006، سجلت التصفيات مع خيار رأس المال نسبة مهمة بلغت 7 598 معاش، أي حوالي 91.45% من مجموع ملفات المعاش أدت إلى خفض ما مجموعه 7 661 750 نقطة. ونظرا لعدد المعاشات المبكرة وتلك في سن الستين، ترتفع المدة المتوسطة لتحصيل المعاش ب 5 أشهر مقارنة مع 2006 لتصل إلى 14 سنة و 11 شهرا. و يصل السن المتوسط عند الوفاة إلى 73 سنة و 11 شهرا، أي بزيادة أمد الحياة المتوسط بحوالي 6 أشهر.



توزيع المعاشات حسب نوعيتها	المعاشات السارية	المعاش المتوسط السنوي
معاش أساسي	80 420	24 960 DH
معاش الأيلولة	34 273	10 843 DH
معاش اليتامى	306	5 285 DH

وأخيرا ، واصلت نسبة المشاركين النشيطين / المتقاعدين المحصل عليها بتطبيق معامل 0.5 على معاشات الأيلولة و 0.2 على معاشات اليتامى ، وثيرتها نحو الانخفاض ، إذ سجلت نسبة 2.47 سنة 2007 مقابل 2.59 سنة 2006 ، و هو ما يفسر بالتطور المهم للإحالات على التقاعد سنة 2007.

معايير نظام الصندوق المهني المغربي للتقاعد سنة 2007

سقف الأجر
تناسبا مع الزيادة التي عرفها الأجر المرجعي للسنة الماضية (4%) ، تمت الزيادة في الأجر السقف من 1 025 240 درهم إلى 1 066 250 درهم بالنسبة لنظام التقاعد العادي.

الأجر المرجعي
بموجب مقتضيات الفصل 6 من النظام الداخلي ، ارتقى الأجر المرجعي ب 4% منذ 2003. وبذلك انتقل من 16.56 إلى 17.22 .

قيمة النقطة عند التصفية
طبقا للمقتضيات المنصوص عليها في الفصل 13 من النظام الداخلي ، تم الاحتفاظ بقيمة النقطة عند التصفية في حدود 11.64 درهم.

قيمة النقطة السارية
طبقا لمقتضيات المنصوص عليها في الفصل 13 من النظام الداخلي، ارتقت قيمة النقطة السارية، اعتبارا من فاتح يوليوز 2008 ب 0.70% حيث انتقلت من 11.38 إلى 11.46 .

إعادة تقييم خيار الرأسمال
بعد الاطلاع على الحصيلة الإكتوارية لسنة 2007، قرر مجلس الإدارة الإبقاء على نفس نسب المردودية التي ستطبق على خيار رأس المال بالنسبة لسنة 2007 في المستويات المحددة في سنة 2006 :

★ نسبة المردودية : 3.25%

★ نسبة إعادة التقييم : 0.25%

النتائج المالية لسنة 2007

أسئلة لنور الدين جاودي، المدير المالي والإداري

نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007 - العناصر المالية

التسيير المالي للصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007

حساب النتيجة و حساب المداخيل و التكاليف في 31 دجنبر 2007

نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد خلال سنة 2007

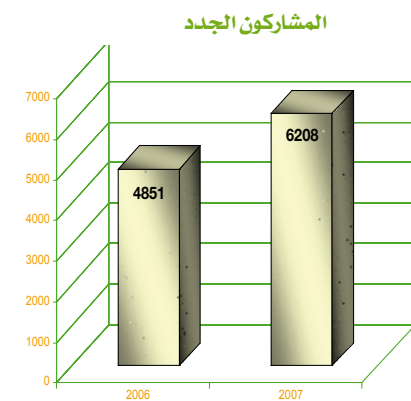
المستفيدون من معاش الصندوق المهني المغربي للتقاعد

مشاركو الصندوق المهني المغربي للتقاعد

في سنة 2007، ارتفع عدد مشاركي الصندوق المهني المغربي للتقاعد ب 3,3% حيث بلغ عددهم 445 247، موزعين بين 240 971 مشارك نشيط و 204 276 ذوي حق.

وقد ارتفع عدد المشاركين النشيطين ب 1,9% مقارنة مع 2006، محافظا بذلك على الفرضية الاكتوارية التي تحدد التطور السنوي الأدنى لعدد المشاركين النشيطين ب 0,5% للحفاظ على توازن النظام.

3,78% من المشاركين النشيطين منخرطون في نظام التقاعد التكميلي. هذا النظام سجل 9 093 مشارك سنة 2007، أي بزيادة 4,8% مقارنة مع 2006.



تركيبة مشاركي الصندوق المهني المغربي للتقاعد

	النساء	الرجال	متوسط العمر
المشاركين النشيطين	64 226	176 745	73% 40 سنة و 10 أشهر
ذوي الحقوق*	52 312	151 964	74% 46 سنة و 8 أشهر

ارتفع عدد المستفيدين من المعاش سنة 2007 ليصل إلى 114 999 مستفيد، بزيادة قدرها 6,56%، في حين بلغ المعاش السنوي المتوسط، بالنسبة لجميع المستفيدين، متقاعدين و أزواج على قيد الحياة وأيتام، 20 715 درهم، مرتفعا ب 0,91% مقارنة مع 2006.

سجلت سنة 2007 أيضا دخول 8 581 متقاعد جديد في المعاش المباشر، أي بزيادة قدرها 37,01% مقارنة مع 2006 و ذلك راجع إلى تصفية ملفات التقاعد المتأخرة، وكان هذا التأخير قد نتج عن ضرورة ملائمة البرنامج المعلوماتي بعد اعتماد، منذ شهر يناير، الأداء الشهري للمعاشات التي وافق عليه الجمع العام الاستثنائي ل 07 دجنبر 2007.

خلال سنة 2007 سجلت المعاشات المنقضية مامجموعه 2 267 معاش، منها 1 972 معاش رئيسي، نظرا للتأخير المذكور أعلاه، في حين بلغت معاشات الأيلولة غير المباشرة لفائدة الأزواج الباقين على قيد الحياة و الأيتام 2 012 تصفية معاش سنة 2007.

التصفيات المباشرة الجديدة التي بلغت 8 581 ملفا، تعادل ما مجموعه 16 253 077 نقطة، كما يتوزع 2 267 معاش منقض على الشكل التالي:

المعاشات الجديدة	المعاشات المنقضية
المعاش الأساسي	7 969
معاش الأيلولة	240
معاش الأيتام	20
خيار تصفية المعاش دفعة واحدة	352

الانخرطات الجديدة

المنخرطون	المشاركون
التقاعد العادي	379
	6 208

تحسين التغطية

المنخرطون	المشاركون
تمديد الانخراط إلى فئات جديدة من الأشخاص	16
الرفع من نسبة المساهمة	55
التقاعد التكميلي	92
التقاعد الكامل عن سن 55	36

تشطيب الانخراط

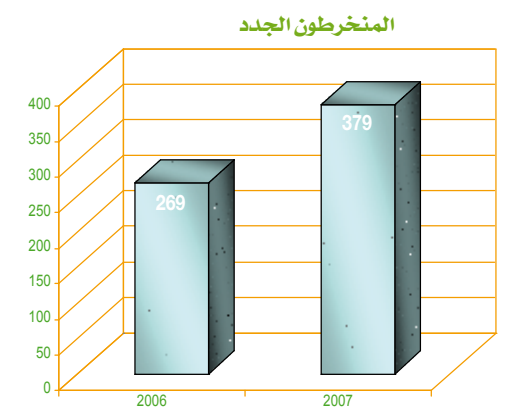
المنخرطون المعنيون	المشاركون المعنيون
التوقف عن الأداء	369
توقف النشاط	29
تحويل المستخدمين	16
عدم تفعيل الانخراط	14
التصفية	9
إدماج	8
بعد 3 سنوات من التعليق	7
تعليق الانخراط	3
حل الشركة	3
الاستقالة من النظام	1
لم يعد لديه أي مستخدم	1
مجموع التشطيبات	460
	7 279

منخرطو الصندوق المهني المغربي للتقاعد

بلغ عدد الشركات المخرطة في الصندوق المهني المغربي للتقاعد سنة 2007، 3 990 شركة، مسجلة بذلك انخفاضا يقدر ب 1,99% مقارنة مع سنة 2006. ويعزى هذا الانخفاض بالأساس إلى سياسة التطهير التي قام بها الصندوق، و التي عززت بشكل جذري شروط تتبع تحصيل المساهمات، حيث تم التشطيب سنة 2007، على 460 شركة بسبب عدم أداء المساهمات. هذه التشطيبات أدت إلى المطالبة بمبلغ 28,5 مليون درهم برسم تعويضات التشطيب.

و بالموازاة مع ذلك، سجلت سنة 2007 انخراط 379 شركة جديدة لصالح 6 208 مشارك، أي ما يعادل تطورا بحوالي 40,9% في عدد الانخرطات الجديدة مقارنة مع 2006.

يرجع الفضل في هذا الارتفاع للسياسات التجارية والتواصلية الجديدة، إضافة إلى سياسة القرب التي نهجها الصندوق بافتتاحه لخمس وكالات جهوية تجارية سنة 2006.



* ذوو الحقوق هم المشاركون الذين غادروا مشغلهم دون المطالبة بمعاشهم من صندوقنا و دون أن يتم توظيفهم مجددا في شركة منخرطة و دون أن يكونوا قد طالبوا باسترجاع مساهماتهم الأجرية.

أسئلة...



فؤاد كنوني

المدير العام للمساعد

1 - شهدت سنة 2007 العمل بنظام الأداء الشهري للمعاشات. ماهي حصيلة وتأثير هذه العملية؟

بدون شك، شكل الأداء الشهري للمعاشات عنصرا هاما في السياق الجديد الذي تبناه الصندوق من حيث تسييره. فاستجابة لطلب العديد من المنخرطين اعتمد هذا الأداء خلال سنة ونصف. و يعتبر الأداء الشهري للمعاشات خطوة رائدة تميز تسيير الصندوق على الصعيدين الوطني و الدولي وتمكنه من تعزيز مكانته و صيته على مستوى جودة الخدمات المقدمة. وتجدر الإشارة إلى أن تطبيق الأداء الشهري للمعاشات قد خلف تكلفة مالية نظرا لأن تحصيل المساهمات ظل على رأس كل ثلاثة أشهر، إلا أن هذه التكلفة تبقى في حدود معقولة مقارنة بارتفاع جودة الخدمات.

2 - على الصعيد التجاري، عرفت سنة 2007 إطلاق قافلة التقاعد، كيف تأثرت الانخراطات بهذه القافلة؟

جاءت فكرة قافلة التقاعد، التي جالت 11 مدينة، انطلاقا من رغبة الصندوق في تعريف وتعميم مفهوم التغطية الاجتماعية عامة و ادخار التقاعد بصفة خاصة في بلادنا. فإحصائيات تغطية التقاعد في بلادنا ليست بالمرضية، حيث أن أجيرا واحدا من أصل خمسة أجراء يستفيد من هذه التغطية. وفي إطار تطوعي و مواطناتي، رغبت مؤسستنا في تحسيس مختلف الفاعلين (رؤساء مقاولات و أجراء) بالضرورة الملحة لتخطيط التقاعد. كما شكلت قافلة التقاعد مناسبة لتقديم مختلف منتوجات الصندوق المهني المغربي للتقاعد و التي تمكن تدريجيا من تشكيل توفير تقاعد لأجراء القطاع الخاص.

النتائج التجارية كانت أيضا في الموعد باعتبار عدد الشركات التي لبثت الدعوة والانخراطات الجديدة التي ترتبت عنها، حيث سجلنا ارتفاعا ب 43% في الأعداد و حوالي 46% في المساهمات الناتجة عن هذه الانخراطات الجديدة بالنسبة للتقاعد العادي مقارنة مع الانخراطات الجديدة لسنة 2006. و تعتبر تجربة قافلة التقاعد تجربة ناجحة و رائدة نرغب في إعادتها و تقويتها خلال السنوات القادمة بالرفع من عدد المدن التي ستزورها القافلة.

3 - أعلن الصندوق المهني المغربي للتقاعد منذ 2004 عن رغبته في تحسين جودة الخدمات. ماهي أهم المنجزات في هذا المجال لسنة 2007؟

تشكل جودة الخدمات حجر الأساس لاستراتيجية تحسين و تطوير سيورة التسيير في الصندوق. حيث أطلقنا في إطار المخطط الاستراتيجي، برنامجا للجودة يهدف إلى التقرب أكثر من زبائننا سواء المنخرطين منهم أو المشاركين أو المتقاعدين. بالنسبة للمنخرطين، أطلقنا موقعا إلكترونيا خاصا يضمن لهم سهولة استعمال خدماتنا عن بعد التي سيتم إغناؤها و تنويعها باستمرار. أما بالنسبة للمشاركين، فقد وضعنا رهن إشارتهم عبر موقعنا تشكيلة واسعة من الخدمات، كما يمكنهم القيام بتقديرات لمعاشهم المستقبلي مع إدخال فرضيات على تغيير نسبة المساهمة أو شراء النقط. و فيما يخص المتقاعدين، فبالإضافة إلى الأداء الشهري للمعاشات، وضع الصندوق نظاما للتواصل عبر خدمة الرسائل القصيرة التي تمنح المتقاعدين إمكانية الاطلاع على أداء معاشهم الأول و تطبيق العمل بوسيلة الأداء. كما قام الصندوق بإنشاء مركز للاتصال الهاتفي مكن من الرفع من قدرة استقبال المكالمات. يستقبل المركز حاليا 3500 مكالمة في اليوم، مما يدل على الوسائل البشرية و التنظيمية المسخرة للإجابة على المكالمات بكل فعالية.

4 - أخيرا، تطوير العاملين بالصندوق هو أحد المحاور الاستراتيجية. كيف يتجلى هذا التطوير؟

إنه لمن المؤكد أن الرأسمال البشري يبقى ركيزة أساسية لمواكبة مشاريع التغيير الواسعة التي انخرط فيها الصندوق خلال السنة المنصرمة. ولهذا الغرض، اعتمدنا سياسة هندسة التكوين بمشاركة مكاتب خبراء لإيجاد خطط لتطوير كفاءات العاملين بالصندوق المهني المغربي للتقاعد، سواء التقنية منها أو المرتبطة بمهنتنا أو تلك المتعلقة بالتسيير و التي تهدف إلى تعزيز قدرات التأطير و إمكانياته على الإشراف على المشاريع المعقدة. و بذلك وفر الصندوق ما يقارب 1800 ساعة تكوين ل 112 مستخدم ينتمون لمختلف الرتب الإدارية بمؤسستنا، و هي حصيلة جيدة في مجال تسيير الموارد البشرية مقارنة بمؤسسات أخرى. والجدير بالذكر أنه في سنة 2007، شرع العمل بنظام تقييم الإنجازات الذي يعتمد على الاعتراف بالجدارة و الذي يهدف إلى إعطاء القيمة ومكافأة الكفاءات الفردية و الجماعية.

كما نبقى حرصين على انفتاح العاملين بالصندوق بضمن مناخ عمل ملائم وآفاق مستقبلية لتحسين وضعيتهم. كما أن الانفتاح الفردي كان حاضرا في سنة 2007 من خلال مجموعة من الأنشطة الاجتماعية و الرياضية.

4

نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007

أسئلة لفضاد كنوني، المدير العام المساعد

نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007

أرقام هامة

لسنة 2007

معايير النظام لسنة 2007

1 066 250	سقف الأجر
17,22	الراتب الدائلي
11,64	قيمة النقطة عند التصفية
11,46	قيمة النقطة السارية (في فاتح يوليو 2008)
3,50 %	نسبة المردودية وإعادة تقييم خيار رأس المال

3 990	شركة منخرطة
419	شركة منخرطة جديدة
240 971	أجير مشارك
6 208	أجير مشارك جديد
9 093	أجير مشارك في نظام التقاعد التكميلي
204 276	ذوي حق
114 999	مستفيد من المعاش
8 581	مستفيد جديد من المعاش

مداخل المساهمات	3 290,9 مليون درهم	+ 6,3%
المداخل المالية	1 167 مليون درهم	
المعاشات المؤداة	2 300 مليون درهم	+ 7,3%
أداء خيار رأس المال	170,6 مليون درهم	
استرداد المساهمات الأجرية	26,5 مليون درهم	
ذخيرة الاحتياط	12 873 مليون درهم	17,05%
	5,7 سنة من المعاشات	
فائض الاستغلال	1 875,2 مليون درهم	
نسبة المصاريف العامة على المداخل التقنية		+ 1,97%

أرقام هامة لسنة 2007

3

لجن الحكةمة

أعضاء مجلس الإدارة سنة 2007

الرئيس
خالد الشدادي

نواب الرئيس
جمال باعامر
سعد بنديدي
ادريس بنهيمه
محمد شعبي
عبد العزيز التازي

أمين السر
محمد فيكرات

أمين المال
المدني العراقي

المتصرفون

عبد العزيز أبارو
سعيد أحميدوش
العربي بلهري
ادريس بنشيخ
فؤاد دويري
تاج الدين كنوني
ادريس جطو
محمد العسري
نور الدين عماري
خالد الودغيري
أحمد رحو
جان ماري شميتر
ادريس الطراري
عبد المجيد الطرلاوي

ممثل لاسامير
ممثل مجموعة اونا
ممثل الخطوط الملكية المغربية
ممثل الاتحاد العام لمقاولات المغرب
ممثل الشركة العامة المغربية للأبنك

ممثل كوصيمار

ممثل كارنوا المغرب

ممثل مناجم
ممثل الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي
ممثل صوماكا
ممثل المركزية للحليب
ممثل الجمعية المغربية لشركات التأمين وإعادة التأمين
ممثل مرجان هولدينغ
ممثل أوديري
ممثل ست ميكرواللكترونيكس
ممثل البنك الشعبي
ممثل اوجيم
ممثل لوسبور كريستال
ممثل لافارج للأسمنت
ممثل الشركة الشريطة للأسمدة و المواد الكيماوية
ممثل الاتحاد العام لمقاولات المغرب

مدقق الحسابات المستقل

برايس واتر هاوس كوبرز

الخبير الاكتواري المستقل

تاورز بيرين

أعضاء لجنة التوجيه سنة 2007

الرئيس المدير العام، الصندوق المهني للمغربي للتقاعد
ممثل مجموعة اونا
ممثل الاتحاد العام لمقاولات المغرب
ممثل الشركة العامة المغربية للأبنك

أعضاء لجنة التدقيق سنة 2007

ادريس بنشيخ
أحمد رحو
محمد العسري

أعضاء لجنة الأجور و التعيينات سنة 2007

الرئيس المدير العام، الصندوق المهني للمغربي للتقاعد
ممثل مجموعة اونا
ممثل الاتحاد العام لمقاولات المغرب

أعضاء لجنة الإدارة سنة 2007

الرئيس المدير العام
مديرة الاستغلال
مدير أنظمة المعلومات
المدير الإداري و المالي
مدير الاستراتيجية و التطوير
المدير التجاري

2

لجنة الحكامة بالصندوق المهني المغربي للتقاعد



خالد الشداوي

الرئيس المدير العام

1 - يبقى بدون شك الحدث الأبرز لسنة 2007 هو إعفاء الصندوق المهني المغربي للتقاعد من مجال تطبيق مدونة التأمين. ما هو تأثير هذا القرار على الصندوق المهني المغربي للتقاعد؟

أولا، أود أن أشير إلى أن هذا القرار كان منطقياً ومنتظراً، إذ أنه يصعب تشبيه نظام التقاعد بالتوزيع بعملية تأمين، وهو الاستنتاج الذي توصلت إليه اللجنة الوطنية لإصلاح أنظمة التقاعد بالمغرب على إثر نتائج الدراسات التي أنجزت في هذا السياق. وقد نص قانون 02-08 بوضوح على أن الصندوق المهني المغربي للتقاعد لا يخضع لمقتضيات مدونة التأمين. كما رسخ القانون مراقبة الدولة للصندوق، والتي ستحدد معالمها لاحقاً عن طريق المشرع. ونحن جد راضون عن هذا القانون، أولاً بإقرار مراقبة الدولة والتي طالبنا بها دائماً والتي ستعزز مصداقية الصندوق، وثانياً لأن الصندوق المهني المغربي للتقاعد سوف يتبع إطاراً تشريعياً خاصاً، لن يطرح ثانياً للنقاش وضعيته كجمعية.

2 - صادفت نهاية 2007 أيضاً نهاية رؤية 2008 المحددة في المشروع المقاولاتي للصندوق المهني المغربي للتقاعد في سنة 2004. أين هو الصندوق من هذه الرؤية والطموحات التي حددتها؟

نحن جد راضون عن النتائج المحققة في إطار المشروع المقاولاتي والتي تتماشى مع الأهداف المسطرة سابقاً. وقد مكنا المشروع المقاولاتي من:

- تعزيز حكمة الصندوق عبر خلق لجنة التدقيق ولجنة الأجور والتعيينات،
- تنظيم التسيير المالي والرفع من مردوديته،
- تدعيم التطور التجاري،
- تحسين التواصل الداخلي والخارجي،
- تحسين جودة الخدمات المقدمة،
- تحديث وسائل وطرق التسيير،
- بلوغ أهدافنا في إطار إصلاح أنظمة التقاعد.

3 - أكدت نتائج 2007 صحة نظام الصندوق المهني المغربي للتقاعد، سواء على صعيد الاستمرارية والتوازن المالي أو على صعيد النتائج المالية. ما هي أهم منجزات الصندوق في هذا الإطار وما هي أولوياته الحالية؟

بالفعل، حصيللة 2007 كانت جيدة جداً، فقد بلغ فائض الاستغلال 1 875 مليون درهم، معززا بذلك الذخائر التي بلغت 12 873 مليون درهم، بزيادة قدرها 17،1%. تمثل هذه الذخيرة 5،7 سنة من الأداء، عوض 5،1 في السنة الفارطة.

ارتفع عدد المشاركين بـ 3،3%، في حين ازداد المشاركون النشيطون بـ 9،1%، حيث وصل مجموع المداخيل إلى 3 495 مليون درهم، بزيادة قدرها 9،9%. أما فيما يخص التسيير المالي، فقد حقق ناتجاً بلغ 1 177 مليون درهم بزيادة قدرها 29،2%، ما يعادل نسبة مردودية مالية تصل إلى 10،4%.

على صعيد الاستمرارية، فقد تم تأكيدها من جديد كما أننا شهدنا تطوراً ملحوظاً لنسب التمويل المسبق و التغطية. فقد بلغت هذه الأخيرة 28،8%، الشيء الذي يعتبر مؤشراً جيداً بالنسبة لنظام يعمل حسب مبدأ التوزيع.

وتبقى أولوياتنا في المستقبل القريب مركزة حول ثلاثة محاور رئيسية:

- مواصلة تحسين جودة الخدمات،
- تطوير عدد المنخرطين والمشاركين،
- المشاركة في إصلاح نظام التقاعد بالمغرب.

4 - خلال الجمع العام الاستثنائي المنعقد في 02 دجنبر 2008، تم تبني تعديلات في القانون الأساسي والنظام الداخلي. ما هو الهدف من وراء هذه التعديلات؟

كان الصندوق المهني المغربي للتقاعد قد اعتمد منذ مدى بعيد، ممارسات جيدة للحكمة تتماشى مع أفضل المعايير الدولية، رغم أن مقتضيات ظهير 15 نونبر 1958 المسير للجمعيات، لا تجبر الصندوق على ذلك. الهدف من وراء التعديلات المقترحة هو ترسيخ ممارسات الحكامة بالصندوق المهني المغربي للتقاعد بتدوينها في النظام الأساسي و بإدخال بعض التحسينات المستوحاة من المقتضيات الأخيرة لقانون 05-20 المعدل لقانون 95-17 حول الشركات مجهولة الاسم.

كما تم اعتماد تعديلات تهدف إلى تحسين نظام سير الصندوق وجعله سهل المنال وملائماً لمتطلبات جميع فئات المقاولات والسيطرة على بعض المخاطر.

5 - في الأخير، ماهي الآفاق المستقبلية للصندوق المهني المغربي للتقاعد في إطار إصلاح نظام التقاعد بالمغرب؟

إن إصدار قانون 02-08 الذي أقر بإعفاء الصندوق المهني المغربي للتقاعد من مجال تطبيق مدونة التأمين يمنحه وضعية مريحة لمناقشة مستقبله في إطار الإصلاح. فقد رفع هذا القانون عقبة كبيرة أمام الصندوق إذ كان سيتوجب عليه الخضوع للمدونة قبل 31 دجنبر 2007، كما أن إدخال مبدأ مراقبة الدولة بالنسبة لمؤسسة تسيير التوفير يعتبر شيئاً إيجابياً. انطلاقاً من هذه المعطيات، سيوفر الصندوق المهني المغربي للتقاعد جميع الظروف لمواصلة نشاطه بكل ثبات.

وبهذا سيشكل الإصلاح مناسبة لتطوير الصندوق، تنظيمه وتوحيد أنشطة التقاعد والرقى، عند الاقتضاء، إلى وضعية أكثر حداثة.



صاحب الجلالة الملك محمد السادس

المشاريع المنجزة من طرف الصندوق المهني المغربي للتقاعد سنة 2007

1	افتتاحية : حوار مع خالد الشدادي، الرئيس المدير العام
2	لجن الحكامة بالصندوق المهني المغربي للتقاعد
3	أرقام هامة لسنة 2007
4	نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007
5	- أسئلة لؤاد كنوني، المدير العام المساعد - نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007
6	النتائج المالية لسنة 2007
7	- أسئلة لنور الدين جاودي، المدير المالي والإداري - نشاط الصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007 - العناصر المالية
8	- التسيير المالي للصندوق المهني المغربي للتقاعد في 2007
9	- حساب النتيجة و حساب المدا خيل و التكاليف في 31 دجنبر 2007
10	استمرارية النظام في 2007
11	- أسئلة لعبد الرحيم جناني، مدير الاستغلال
12	- الحصيلة الإكتوارية لسنة 2007
13	المراقبة و التدقيق
14	- تقرير مدقق الحسابات المستقل
15	- مصادقة الخبير الإكتواري المستقل
16	- تقرير مدقق التسيير المالي
17	الحكام بالصندوق المهني المغربي للتقاعد
18	- نشاط لجنة التوجيه
19	- نشاط لجنة التدقيق
20	تعديلات النظام الأساسي والقانون الداخلي
21	- تقرير مجلس الإدارة للجمع العام الاستثنائي ل 02 دجنبر 2008
22	قرارات الجمع العام
23	- قرارات الجمع العام العادي
24	- قرارات الجمع العام الاستثنائي

تسيير الموارد البشرية

وعيا منه بالدور الهام الذي يلعبه مستخدموها في تحسين جودة الخدمات، وضع الصندوق المهني المغربي للتقاعد مخطط تكوين طموح لجميع مستخدميه.

كما شارك في سنة 2007 في برنامج MBA Executive للحماية الاجتماعية مقترح من طرف LMS- ESA و الذي استفاد منه 8 من أطر الصندوق.

فبعد اعتماد مشروع تحسين تسيير الموارد البشرية و تنظيم الصندوق سنة 2006، تبنى الصندوق في 2007 نظاما جديدا للأجور و نظاما جديدا لتقييم إنجازات المستخدمين وأعد ميثاقا للقيم و شرع في استعمال النظام المعلوماتي OLERP لتحسين نظام عمل قسم الموارد البشرية .

في سنة 2008 قام الصندوق المهني المغربي للتقاعد ب:

- تحسين جودة الخدمات : عقد الصندوق مع مؤسسات قروض الاستهلاك اتفاقيات يتم بموجبها الاقتطاع الاتوماتيكي من المعاشات حيث سيتمكن متقاعدو الصندوق من الحصول على قروض تقدمها هذه المؤسسات.
- توسيع الخدمات المقدمة لمتقاعدين على مستوى الوكالات الجهوية.
- إعلام المتقاعدين عن طريق خدمة الرسائل القصيرة بأداء أول معاش لهم.
- إطلاق خدمة جديدة على الموقع الإلكتروني تمكن المتقاعدين من طبع شهادة معاش الصندوق المهني المغربي للتقاعد المعترف بها لدى المصالح الضريبية.
- إحداث مركز الاتصال الهاتفي الذي يستقبل حوالي 3500 مكالمة في اليوم.

جودة الخدمات

من أهم أولويات الصندوق سنة 2007 إعادة تنظيم وكالة الدار البيضاء بمنحها دورا هاما كوسيط مع زبنائنا، متقاعدينا و مشاركين.

من خلال مختلف مصالحها، تسيير الوكالة نقط تواصل مع الصندوق و تتولى إسداء النصائح لزبنائنا و المعالجة الأولية للملفات.



منذ يناير 2007، اعتمد الأداء الشهري للمعاشات الذي صودق عليه خلال الجمع العام الاستثنائي المنعقد في دجنبر 2006. أولى المعاشات المتعلقة بشهر يناير أديت مع بداية شهر فبراير.

شرع العمل بخدمة "تقديرات" على موقعنا الإلكتروني في مارس 2007 مما سيمكن مشاركيننا من إعداد أفضل لتقاعدهم.



مدونة التامين

شهدت سنة 2007 حدثا هاما تجلى في إجماع اللجنة الوطنية في 26 ابريل 2006 على إقصاء الصندوق المهني المغربي للتقاعد من مجال تطبيق مدونة التامين.

تم ترسيخ هذا القرار باعتماد قانون صودق عليه من طرف غرفتي البرلمان في 26 و 27 دجنبر.

سياسة القرب

نظم الصندوق "قافلة التقاعد" و التي جالت 11 مدينة بين فبراير و أبريل 2007 للقاء الشركات و الأجراء، حيث وضعت فضاءات لإعلامهم بمنتجات و خدمات الصندوق. كما شهدت القافلة تنظيم محاضرات حول موضوع "المسؤولية الاجتماعية" شارك فيها ضيوف مرموقون .



